



PRÉFET DU FINISTÈRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° 23 – 24 août 2020

<http://www.finistere.gouv.fr/Publications/Recueil-des-actes-administratifs>

SOMMAIRE

2901 Préfecture du Finistère

01 Cabinet du préfet

Arrêté 2020232-0002 du 19/08/2020 - Arrêté préfectoral portant restriction d'utilisation de l'eau du réseau public d'adduction sur les communes ou partie de communes desservies par le Syndicat Mixte de l'Aulne.....	1
Arrêté 2020233-0001 du 20/08/2020 - Arrêté préfectoral portant obligation de port du masque de protection pour l'accès aux marchés de plein air, aux salons et foires en extérieur, aux braderies et brocantes, aux vide-greniers	9
Arrêté 2020233-0002 du 20/08/2020 - Arrêté préfectoral modificatif portant restriction d'utilisation de l'eau du réseau public d'adduction sur plusieurs communes ou partie de communes desservies par le Syndicat Mixte de l'Aulne	12
Arrêté 2020233-0004 du 20/08/2020 - Arrêté préfectoral portant diverses mesures d'interdiction temporaires à l'occasion du match de football Stade Brestois 29 – Olympique de Marseille du dimanche 30 août 2020	17
Arrêté 2020234-0001 du 21/08/2020 - Arrêté préfectoral modificatif portant restriction d'utilisation de l'eau du réseau public d'adduction sur les communes ou partie de communes desservies par le Syndicat Mixte de l'Aulne	21
Arrêté 2020234-0002 du 21/08/2020 - Arrêté préfectoral modificatif portant obligation du port du masque de protection pour l'accès aux marchés de plein air, aux salons et foires, aux braderies et brocantes, aux vide-greniers en extérieur.....	26
Arrêté 2020236-0002 du 23/08/2020 - Arrêté préfectoral portant levée de la restriction d'utilisation de l'eau du réseau public d'adduction sur plusieurs communes ou partie de communes desservies par le syndicat mixte de l'Aulne	29

04 Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial

Arrêté 2020237-0001 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Philippe CHARRETON , directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, en matière de redevance d'archéologie préventive.....	32
Arrêté 2020237-0002 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Philippe CHARRETON , directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, en matière d'ordonnancement secondaire, de marchés publics et accords-cadres	34
Arrêté 2020237-0003 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Eric DAVID, directeur départemental de la protection des populations du Finistère.....	37
Arrêté 2020237-0004 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Eric DAVID, directeur départemental de la protection des populations du Finistère en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et accords-cadres	39

Arrêté 2020237-0005 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. François-Xavier LORRE, directeur départemental de la cohésion sociale du Finistère.....	42
Arrêté 2020237-0006 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. François-Xavier LORRE, directeur départemental de la cohésion sociale du Finistère, en matière d'ordonnancement secondaire, de marchés publics et d'accords-cadre.....	45
Arrêté 2020237-0007 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature au colonel Nicolas DUVINAGE, commandant le groupement de gendarmerie du Finistère, en matière de rémunération des prestations de service d'ordre.	47
Arrêté 2020237-0008 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à Mme Nelly JAUNEAU-POIRIER, commissaire générale, directrice départementale de la sécurité publique du Finistère, en matière de rémunération des prestations de services d'ordre.....	49
Arrêté 2020237-0009 du 24/08/2020 - Arrêté Préfectoral donnant délégation de signature à Mme Nelly JAUNEAU-POIRIER, commissaire générale, directrice départementale de la sécurité publique du Finistère, en matière de pouvoirs disciplinaires.	51
Arrêté 2020237-0010 du 24/08/2020 - Arrêté Préfectoral donnant délégation de signature à Mme Nelly JAUNEAU-POIRIER, commissaire générale, directrice départementale de la sécurité publique du Finistère, en matière d'ordonnancement secondaire.....	53
Arrêté 2020237-0011 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à Mme Catherine BRIGANT, administratrice générale des Finances Publiques, directrice départementale des Finances Publiques du Finistère.....	55
Arrêté 2020237-0012 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de comptabilité générale de l'État à M. Christophe HAUMONT, administrateur des Finances Publiques, responsable du pôle ressources de la direction départementale des Finances Publiques du Finistère.....	57
Arrêté 2020237-0013 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire à Mme Gwenaëlle BOUVET, administratrice des Finances Publiques, adjointe à la directrice départementale des Finances Publiques du Finistère.....	59
Arrêté 2020237-0014 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à Mme Caroline LOMBARDI-PASQUIER, directrice académique des services de l'Education Nationale du Finistère	61
Arrêté 2020237-0015 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à Mme Caroline LOMBARDI-PASQUIER, directrice académique des services de l'Education Nationale du Finistère, responsable d'unité opérationnelle, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses imputées aux titres 2,3 et 6 du budget du ministère de l'Education Nationale	63
Arrêté 2020237-0016 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature au colonel hors classe, Sylvain MONTGENIE, directeur départemental des services d'incendie et de secours du Finistère	65

Arrêté 2020237-0017 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Bruno CORRE, directeur des services départementaux des archives du Finistère.....	67
Arrêté 2020237-0018 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Sylvain LE BERRE, chargé des fonctions de directeur du services départemental de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre du Finistère.....	69
Arrêté 2020237-0019 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Philippe CHARRETON, directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère	71
Arrêté 2020237-0020 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Frédéric LEHELON, directeur interdépartemental des routes ouest, pour la gestion et l'exploitation du domaine public routier national.	75
Arrêté 2020237-0021 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Stéphane MULLIEZ, directeur général de l'agence régionale de santé de Bretagne	78
Arrêté 2020237-0022 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Hervé DUPLENNE, directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse grand ouest.....	86
Arrêté 2020237-0023 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Michel STOUMBOFF, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Bretagne, pris pour l'application des conventions annuelles d'exécution technique et financière établies en application de la convention mentionnée à l'article R.201-41 du Code Rural et de la Pêche Maritime.....	88
Arrêté 2020237-0024 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à Mme Isabelle CHARBONNIER, directrice régionale des affaires culturelles de Bretagne.	90
Arrêté 2020237-0025 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Marc NAVEZ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne.....	92
Arrêté 2020237-0026 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Hugues BIED-CHARRETON, administrateur général des Finances Publiques, directeur régional des Finances Publiques de la région Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine en matière domaniale.....	96
Arrêté 2020237-0027 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à Mme Emmanuelle BLANC, directrice de la sécurité de l'aviation civile ouest et à certains agents placés sous son autorité.....	98
Arrêté 2020237-0028 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Thierry MEMAIN, attaché hors classe, chef du centre d'expertise et de ressources titres de Bretagne « cartes nationales d'identité - Passports »	100
Arrêté 2020237-0029 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Christophe MARX, secrétaire général de la préfecture du Finistère.....	102
Arrêté 2020237-0030 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature aux sous-préfets des arrondissements de Brest, Chateaulin et Morlaix et au directeur du cabinet du préfet du Finistère pendant l'exercice de la permanence du corps préfectoral	104

Arrêté 2020237-0031 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Philippe BOUGUENNEC , directeur de la citoyenneté et de la légalité de la préfecture du Finistère.....	106
Arrêté 2020237-0032 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Yves LE GOFF , chef du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication.....	108
Arrêté 2020237-0033 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à Mme. Armelle PICCOZ , directrice de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial de la préfecture du Finistère	110
Arrêté 2020237-0034 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à Mme Hélène CORROLLER, attachée hors classe, cheffe du service de l'immigration et de l'intégration de la préfecture du Finistère	112
Arrêté 2020237-0035 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Aurélien ADAM, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère	114
Arrêté 2020237-0036 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Ivan BOUCHIER, sous-préfet de l'arrondissement de Brest	117
Arrêté 2020237-0037 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à Mme. Anne TAGAND, sous-préfète de l'arrondissement de Chateaulin	120
Arrêté 2020237-0038 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Gilbert MANCIET, sous-préfet de l'arrondissement de Morlaix.....	122
Arrêté 2020237-0039 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Christophe MARX, secrétaire général de la préfecture du Finistère, en matière d'ordonnancement secondaire.....	124
Arrêté 2020237-0040 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à M. Stéphane LARRIBE , directeur des ressources humaines et des moyens de la préfecture du Finistère.....	127
Arrêté 2020237-0041 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à Mme Véronique DESCACQ, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi en Bretagne.....	129
Avis du 18 août 2020 de la commission nationale d'aménagement commercial relatif au projet d'extension d'un drive à Quimper porté par la SCI « Carrefour »	134
Ordre du jour du 19 août 2020 de la commission départementale d'aménagement commercial du mercredi 9 septembre 2020 à 10h00	136

2902 Direction Départementale de la Cohésion Sociale

03 Service Hébergement – Logement

Arrêté 2020230-0002 du 17/08/2020 - Arrêté préfectoral portant nomination des membres de la commission de médiation du département du Finistère.....	137
--	-----

2903 Direction Départementale de la Protection des Populations

05 Service alimentation

Arrêté 2020234-0005 du 21/08/2020 - Arrêté préfectoral portant interdiction temporaire de pêche, ramassage, purification et expédition de tout coquillage à l'exclusion des gastéropodes marins non filtreurs provenant de la zone de production « rivière du Goyen » numéro 29.06.010	140
--	-----

Arrêté 2020234-0006 du 21/08/2020 - Arrêté préfectoral interdisant la pêche en vue de la consommation humaine et animale de toute espèce piscicole dans l'Aulne dans sa partie continentale entre les écluses de Prat Hir et de Guiliz Glaz.....	143
Arrêté 2020236-0001 du 23/08/2020 - Arrêté préfectoral portant levée de l'interdiction de la pêche en vue de la consommation humaine et animale de toute espèce piscicole dans l'Aulne dans sa partie continentale entre les écluses de Prat Hir et de Guily Glaz.....	145

2904 Direction Départementale des Territoires et de la Mer

05 Service Eau et biodiversité

Arrêté 2020232-0003 du 19/08/2020 - Arrêté préfectoral portant dérogation à l'obligation de débit réservé.....	147
Arrêté 2020233-0003 du 20/08/2020 - Arrêté préfectoral portant dérogation à l'obligation de débit réservé.....	149

06 Service Risques et sécurité

Arrêté 2020230-0003 du 17/08/2020 - Arrêté préfectoral relatif à l'approbation du RSE du tramway et du téléphérique de Brest.....	151
---	-----

07 Service Habitat et construction

Arrêté 2020237-0042 du 24/08/2020 - Arrêté préfectoral portant délégation de signature à M. Yves LE MARECHAL, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer, en sa qualité de délégué territorial adjoint pour le Finistère de l'agence nationale pour la rénovation urbaine.....	153
Décision du 24 août 2020 portant nomination de M. Yves LE MARECHAL en tant que délégué adjoint pour le Finistère de l'agence nationale de l'habitat et donnant délégation de signature	156

2905 DIRECCTE Bretagne Unité départementale du Finistère

Arrêté 2020234-0003 du 21/08/2020 - Arrêté préfectoral autorisant une dérogation à la règle du repos dominical des salariés dans le cadre de l'article L 3132-20 du code du travail à la Société SPRD Manutention – Port de Commerce – 12 rue Jean Charles Chevillotte – 29200 – BREST.....	161
---	-----

2906 Délégation Départementale de l'Agence Régionale de Santé

01 Département animation territoriale

Arrêté 2020211-0003 du 29/07/2020 - Arrêté préfectoral autorisant le laboratoire d'analyses de biologie médicale « Eurofins Labazur Bretagne de Quimper » à effectuer le prélèvement de dépistage Covid par RT PCR en partenariat avec les infirmiers libéraux, sur le lieu de prélèvement situé sur la commune de Quimper, sous la forme d'un « Drive de prélèvements »	163
Arrêté 2020220-0002 du 07/08/2020 - Arrêté préfectoral autorisant le laboratoire de biologie médicale Cerballiance sis à Brest à effectuer le prélèvement de dépistage Covid par RT PCR sous la modalité d'une unité mobile de prélèvement	167
Arrêté 2020220-0003 du 07/08/2020 - Arrêté préfectoral autorisant le laboratoire de biologie médicale Eurofins sis à Châteaulin à effectuer le prélèvement de dépistage Covid par RT PCR sous la modalité d'une unité mobile de prélèvement	171
Arrêté 2020220-0004 du 07/08/2020 - Arrêté préfectoral autorisant le laboratoire de biologie médicale Biolor sis à Lorient à effectuer le	

prélèvement de dépistage Covid par RT PCR sous la modalité d'une unité mobile de prélèvement	175
Arrêté 2020231-0042 du 18/08/2020 - Arrêté préfectoral autorisant le laboratoire d'analyses de biologie médicale « Eurofins Labazur Bretagne de Fouesnant» à effectuer le prélèvement de dépistage Covid par RT PCR en partenariat avec les infirmiers libéraux, sur le lieu de prélèvement dédié situé sur la commune de La Forêt Fouesnant	179

2915 Service Départemental Incendie et Secours

02 Service des sapeurs-pompiers volontaires

Arrêté 2020234-0004 du 21/08/2020 - Arrêté préfectoral portant désignation des membres du conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires	184
--	-----

Région Bretagne

Direction régionale des douanes et droits indirects

Décision du 19 août 2020 de fermeture définitive du débit de tabac 2900347T sis à Ploeven (29550).....	186
--	-----

**ARRETE PREFECTORAL DU 19 AOÛT 2020
PORTANT RESTRICTION D'UTILISATION DE L'EAU DU
RESEAU PUBLIC D'ADDUCTION SUR LES COMMUNES OU PARTIE DE COMMUNES
DESSERVIES PAR LE SYNDICAT MIXTE DE L'AULNE**

AP n° 2020232-0002

LE SECRETAIRE GENERAL, PREFET DU FINISTERE PAR INTERIM
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU les articles L2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux dispositions en matière de pouvoir de police du maire,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles R1321-1 et R1321-2, R1321-28 à 30,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Pascal LELARGE en qualité de préfet de Corse, préfet de Corse-du-Sud ;

Vu la note de service du 14 août 2020 de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère portant délégation de signature et précisant qu'il assure l'intérim de la fonction de préfet du Finistère du 18 août au 23 août 2020, jusqu'à l'installation de M. le préfet Philippe MAHE le 24 août 2020 ;

CONSIDERANT que la qualité de l'eau distribuée par le réseau public des communes ou partie de communes alimentées par l'usine de Coatigrac'h exploitée par le syndicat mixte de l'Aulne peut présenter temporairement un défaut de qualité bactériologique du fait de la dégradation de la qualité de l'eau brute pompée dans l'Aulne,

SUR recommandation de l'Agence régionale de santé,

ARRETE

Article 1^{er} : Il est recommandé, jusqu'à obtention de résultats d'analyses attestant de la conformité de la qualité de l'eau distribuée, de ne pas utiliser l'eau du robinet pour la boisson et le lavage des légumes et des fruits consommés crus. Elle peut toutefois être utilisée pour les besoins sanitaires et pour la cuisson des aliments.

Article 2 : Les personnes publiques et privées responsables de la distribution de l'eau potable mettront à disposition de la population concernée un approvisionnement en eaux embouteillées.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de sa notification aux Présidents de communautés de communes et maires concernés. Il fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Le présent arrêté sera affiché en mairies, en lieu visible pour les usagers et porté à la connaissance de la population par tout moyen disponible que les Maires jugeront appropriés.

Article 4 : Le présent arrêté est applicable sur le territoire des communes ou parties de communes desservies par le syndicat mixte de l'Aulne.

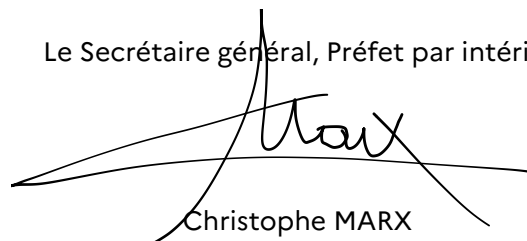
Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Il peut également faire l'objet auprès du préfet d'un recours gracieux, celui-ci prolongeant le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.

La juridiction administrative peut être saisie par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet <https://www.telerecours.fr> ;

Article 6 : Le directeur de la délégation départementale du Finistère de l'Agence régionale de santé, les président(e)s des communautés de communes concernés, les maires (liste des communes en annexe), le Président du Syndicat Mixte de l'Aulne, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le commandant du groupement de gendarmerie départementale du Finistère, les personnels visés à l'article L.1312-1 du Code de la Santé Publique, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Secrétaire général, Préfet par intérim


Christophe MARX

UGE - Code	UGE - Nom	UGE - Exploitant - Nom
629	CC HAUT PAYS BIGOUDEN	SAUR
629	CC HAUT PAYS BIGOUDEN	SAUR
629	CC HAUT PAYS BIGOUDEN	SAUR
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAUR	SAUR
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAUR	SAUR
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAUR	SAUR
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAUR	SAUR
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAUR	SAUR
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAUR	SAUR
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAUR	SAUR
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAUR	SAUR
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAUR	SAUR
1062	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-SAUR	SAUR
1062	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-SAUR	SAUR
1062	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-SAUR	SAUR
1062	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-SAUR	SAUR
1062	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-SAUR	SAUR
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	VEOLIA EAU.
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	VEOLIA EAU.
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	VEOLIA EAU.
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	VEOLIA EAU.
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	VEOLIA EAU.
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	VEOLIA EAU.
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	VEOLIA EAU.
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	VEOLIA EAU.
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	VEOLIA EAU.
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	VEOLIA EAU.
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	VEOLIA EAU.
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	VEOLIA EAU.
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	VEOLIA EAU.
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	CCP-CROZON-AULNE-MARITIME EDCH
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	CCP-CROZON-AULNE-MARITIME EDCH
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	CCP-CROZON-AULNE-MARITIME EDCH
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	CCP-CROZON-AULNE-MARITIME EDCH
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	CCP-CROZON-AULNE-MARITIME EDCH
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	CCP-CROZON-AULNE-MARITIME EDCH
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	CCP-CROZON-AULNE-MARITIME EDCH
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	CCP-CROZON-AULNE-MARITIME EDCH
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	CCP-CROZON-AULNE-MARITIME EDCH
673	CCP CROZON-AULNE MARITIME V	VEOLIA EAU.
673	CCP CROZON-AULNE MARITIME V	VEOLIA EAU.
673	CCP CROZON-AULNE MARITIME V	VEOLIA EAU.
673	CCP CROZON-AULNE MARITIME V	VEOLIA EAU.
676	DOUARNENEZ COMMUNAUTE	DOUARNENEZ COMMUNAUTE
676	DOUARNENEZ COMMUNAUTE	DOUARNENEZ COMMUNAUTE

676 DOUARNENEZ COMMUNAUTE
676 DOUARNENEZ COMMUNAUTE
676 DOUARNENEZ COMMUNAUTE
676 DOUARNENEZ COMMUNAUTE
656 QUIMPER BO
656 QUIMPER BO
656 QUIMPER BO
656 QUIMPER BO
656 QUIMPER BO
656 QUIMPER BO
656 QUIMPER BO
656 QUIMPER BO
66 QUIMPER BO - SAUR
66 QUIMPER BO - SAUR
66 QUIMPER BO - SAUR
66 QUIMPER BO - SAUR
158 QUIMPER BO - VEOLIA
158 QUIMPER BO - VEOLIA
158 QUIMPER BO - VEOLIA
158 QUIMPER BO - VEOLIA

DOUARNENEZ COMMUNAUTE
DOUARNENEZ COMMUNAUTE
DOUARNENEZ COMMUNAUTE
DOUARNENEZ COMMUNAUTE
QUIMPER BO EDCH
QUIMPER BO EDCH
QUIMPER BO EDCH
QUIMPER BO EDCH
QUIMPER BO EDCH
QUIMPER BO EDCH
QUIMPER BO EDCH
QUIMPER BO EDCH
QUIMPER BO EDCH
SAUR
SAUR
SAUR
SAUR
VEOLIA EAU.
VEOLIA EAU.
VEOLIA EAU.
VEOLIA EAU.

INS - Code	UNITES DE DISTRIBUTION	PSV - Commune - Nom	Origine alimentation eau
865	SAINT-AVE	GOURLIZON	Alimentation par SMA en mé
453	SAINT AVE.	PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN	Alimentation par SMA en mé
865	SAINT-AVE	PEUMERIT	Alimentation par SMA en mé
845	ROUD GUEN.	PLEUVEN	Alimentation par SMA en mé
845	ROUD GUEN.	BENODET	Alimentation par SMA en mé
766	BENODET(ROUD GUEN).	BENODET	Alimentation par SMA en mé
789	PENALEN.	FORET-FOUESNANT (LA)	Alimentation par SMA en mé
845	ROUD GUEN.	CLOHARS-FOUESNANT	Alimentation par SMA en mé
3096	TROYALLAC'H	SAINT-EVARZEC	Alimentation par SMA 100%
845	ROUD GUEN.	GOUESNACH	Alimentation par SMA en mé
388	ROUD GUEN.	CLOHARS-FOUESNANT	Alimentation par SMA en mé
785	KEROURGUE-PENALEN.	FOUESNANT	Alimentation par SMA en mé
847	LANVERON.	SAINT-EVARZEC	Alimentation par SMA en mé
684	AULNE	PLEYBEN	Alimentation par SMA 100%
684	AULNE	LENNON	Alimentation par SMA 100%
701	GARZOLIC-AULNE.	PLEYBEN	Alimentation par SMA en mé
2234	PLEYBEN(GOUEZEC)	PLEYBEN	Alimentation par SMA en mé
747	COATILIGER.	SAINT-SEGAL	Alimentation par SMA en mé
639	AULNE-CHATEAULIN	DINEAULT	Alimentation par SMA 100%
712	AULNE-PLONEVEZ-PLOEVEN	PLONEVEZ-PORZAY	Alimentation par SMA 100%
712	AULNE-PLONEVEZ-PLOEVEN	PLOEVEN	Alimentation par SMA 100%
639	AULNE-CHATEAULIN	CHATEAULIN	Alimentation par SMA 100%
639	AULNE-CHATEAULIN	PLOMODIERN	Alimentation par SMA 100%
738	AULNE-CAST	SAINT-COULITZ	Alimentation par SMA 100%
738	AULNE-CAST	CAST	Alimentation par SMA 100%
639	AULNE-CHATEAULIN	PORT-LAUNAY	Alimentation par SMA 100%
696	RUNIGOU VIHAN.	LOTHEY	Alimentation par SMA en mé
654	GWEZENN VRAZ.	GOUEZEC	Alimentation par SMA en mé
674	GARS A GARO.	CLOITRE-PLEYBEN (LE)	Alimentation par SMA en mé
652	GOUEZEC(BOURG).	GOUEZEC	Alimentation par SMA en mé
631	GRANNEC.	CAST	Alimentation par SMA en mé
705	DOUR BIHAN.	PLOMODIERN	Alimentation par SMA en mé
652	GOUEZEC(BOURG).	PLEYBEN	Alimentation par SMA en mé
737	ROSNOEN(AULNE).	ROSNOEN	Alimentation par SMA 100%
915	KERNAGOFF.	TELGRUC-SUR-MER	Alimentation par SMA en mé
914	ABER-KERNAGOFF.	CROZON	Alimentation par SMA en mé
484	KERNAGOFF.	ARGOL	Alimentation par SMA en mé
915	KERNAGOFF.	LANDEVENNEC	Alimentation par SMA en mé
914	ABER-KERNAGOFF.	ROSCANVEL	Alimentation par SMA en mé
915	KERNAGOFF.	CROZON	Alimentation par SMA en mé
914	ABER-KERNAGOFF.	CAMARET-SUR-MER	Alimentation par SMA en mé
915	KERNAGOFF.	LANVEOC	Alimentation par SMA en mé
915	KERNAGOFF.	ARGOL	Alimentation par SMA en mé
681	PENNAVERN.	FAOU (LE)	Alimentation par SMA en mé
681	PENNAVERN.	HANVEC	Alimentation par SMA en mé
720	POULDU.	PONT-DE-BUIS-LES-QUIMERCH	Alimentation par SMA en mé
719	GOASTALLAN.	PONT-DE-BUIS-LES-QUIMERCH	Alimentation par SMA en mé
672	KERLAZ(AULNE).	KERLAZ	Alimentation par SMA 100%
866	MOULIN-LE JUCH	JUCH (LE)	Alimentation par SMA en mé

454 STATION-RESERVOIR-MOULIN	POULDERGAT	Alimentation par SMA en mé
454 STATION-RESERVOIR-MOULIN	JUCH (LE)	Alimentation par SMA en mé
1601 MOULIN	POULDERGAT	Alimentation par SMA en mé
1601 MOULIN	JUCH (LE)	Alimentation par SMA en mé
839 BRIEC(AULNE).	EDERN	Alimentation par SMA 100%
839 BRIEC(AULNE).	BRIEC	Alimentation par SMA 100%
839 BRIEC(AULNE).	QUEMENEVEN	Alimentation par SMA 100%
734 QUEMENEVEN(AULNE).	QUEMENEVEN	Alimentation par SMA 100%
842 GOULITQUER.	BRIEC	Alimentation par SMA en mé
792 LANVERN-TY FAO.	LANDREVARZEC	Alimentation par SMA en mé
382 GOULITQUER.	BRIEC	Alimentation par SMA en mé
795 KERZOUALEN.	LANGOLEN	Alimentation par SMA en mé
870 PLONEIS	PLONEIS	Alimentation par SMA en mé
1602 PLOG-GUEN	PLOGONNEC	Alimentation par SMA en mé
452 KERNEVES	PLONEIS	Alimentation par SMA en mé
1602 PLOG-GUEN	GUENGAT	Alimentation par SMA en mé
896 QUIMPER(AULNE).	QUIMPER	Alimentation par SMA 100%
691 LOCRONAN	LOCRONAN	Alimentation par SMA 100%
805 KERVOELLIC.	PLUGUFFAN	Alimentation par SMA en mé
781 ERGUE-GABERIC.	ERGUE-GABERIC	Alimentation par SMA en mé

é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint

é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint

é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint

é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint

é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint

é lange ou par appoint

é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint

é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint
é lange ou par appoint

é lange ou par appoint
é lange ou par appoint



Arrêté N°2020 233-0001 du 20 août 2020 portant obligation de port du masque de protection pour l'accès aux marchés de plein air, aux salons et foires en extérieur, aux braderies et brocantes, aux vide-greniers

LE SECRETAIRE GENERAL, PREFET DU FINISTERE PAR INTERIM
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment son article R. 123-12 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-1, L. 3136-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Pascal LELARGE en qualité de préfet de Corse, préfet de Corse-du-Sud ;

Vu la note de service du 14 août 2020 de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère portant délégation de signature et précisant qu'il assure l'intérim de la fonction de préfet du Finistère du 18 août au 23 août 2020, jusqu'à l'installation de M. le préfet Philippe MAHE le 24 août 2020 ;

VU le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prolongé, notamment ses articles 27 et 29 ;

VU l'arrêté N° 2020198-003 du 16 juillet 2020 portant obligation de port du masque de protection pour l'accès à certains marchés du Finistère, complété par les arrêtés N° 2020-003 du 17 juillet 2020 et N° 2020203-001 du 21 juillet 2020 ;

CONSIDÉRANT que si le ministre chargé de la santé peut prescrire dans l'intérêt de la santé publique toute mesure proportionnée aux risques courus et appropriée aux circonstances de temps et de lieu afin de prévenir et de limiter les conséquences des menaces possibles sur la santé de la population, il peut également prendre de telles mesures après la fin de l'état d'urgence sanitaire prévu aux articles L. 3131-12 et suivants du code de la santé publique, afin d'assurer la disparition durable de la situation de crise sanitaire, et peut habiliter le représentant de l'Etat territorialement compétent à prendre toutes les mesures d'application de ces dispositions, y compris des mesures individuelles ;

CONSIDÉRANT que, compte tenu de l'épidémie de covid-19, l'état d'urgence sanitaire a été déclaré pour une durée de deux mois sur l'ensemble du territoire national par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ; qu'après avoir été prorogé par la loi n° 2020-456 du 11 mai 2020, il a pris fin le 10 juillet 2020 à minuit ;

CONSIDÉRANT qu'afin de continuer à ralentir la propagation du virus covid-19, le ministre de la santé a prescrit une série de mesures générales applicables à compter du 11 juillet 2020 ; qu'au II de l'article 27 du décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 susvisé, il a en particulier prévu que lorsque, par sa nature même, une activité professionnelle, quel que soit son lieu d'exercice, ne permet pas de maintenir la distanciation entre le professionnel et le client ou l'utilisateur, le professionnel concerné met en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir les risques de propagation du virus ; qu'à l'article 29 du même décret, il a en outre habilité le préfet de département à interdire, à restreindre ou à réglementer, par des mesures réglementaires ou individuelles, les activités qui ne sont pas interdites ;

CONSIDÉRANT que le nombre de patients testés positifs au covid-19 dans le département du Finistère connaît une augmentation sensible depuis le 10 juillet 2020 ; qu'afin de limiter les risques de transmission du virus, le respect des mesures dites « barrières » est plus que jamais indispensable, en particulier dans les espaces où la fréquentation du public est importante ; qu'il en est ainsi notamment de certains marchés, alimentaires ou non, où le respect des distances entre les personnes ne peut être pleinement garanti, singulièrement en période estivale ;

CONSIDÉRANT qu'en date du 16 juillet, 17 juillet et 21 juillet 2020, le préfet du Finistère, sur avis des communes concernées, a tenu à prescrire par arrêté le port du masque sur les marchés où le risque de propagation du virus était le plus important ;

CONSIDÉRANT que le département du Finistère connaît au cours des mois de juillet, août et septembre un afflux important de population, que les communes du département voient la fréquentation de leurs marchés augmenter fortement rendant impossible le respect des distances entre les personnes, que les salons et foires en extérieur, braderies, brocantes et vide-greniers représentent le même risque de propagation du virus, que le port du masque reste par conséquent le seul moyen de respecter les mesures dites « barrières » ;

CONSIDÉRANT que le nombre de cas positifs de covid-19 augmente dans le département du Finistère qui connaît actuellement une augmentation du taux d'incidence avec 14 cas de covid-19 pour 100 000 habitants, que dès lors la situation doit faire l'objet d'une attention accrue dans le département du Finistère, dans un contexte de vacances estivales où certains peuvent baisser la garde dans les lieux plus fréquentés ;

CONSIDÉRANT qu'afin de réduire les risques de transmission du virus covid-19, il y a lieu de rendre obligatoire le port du masque de protection pour toute personne de onze ans ou plus accédant ou demeurant au sein d'un marché, alimentaire ou non ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

Article 1^{er} : A compter du 21 août 2020 à 00h00 et jusqu'au 13 septembre 2020 inclus, le port du masque est obligatoire pour les personnes de onze ans et plus au sein des marchés de plein air organisés dans le département du Finistère.

Article 2 : La violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe, conformément à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique. Lorsque cette violation est constatée à nouveau dans un délai de quinze jours, l'amende est celle prévue pour les contraventions de la 5^{ème} classe.

Si les violations prévues au présent article sont verbalisées à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, les faits sont punis de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai maximal de deux mois à compter de son entrée en vigueur.

Article 4 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, le commandant du groupement de gendarmerie départementale et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère, affiché dans les mairies et copie sera transmise aux procureurs de la République près les tribunaux judiciaires de Quimper et Brest.

Fait à Quimper, le 20 août 2020

Le secrétaire général, préfet par intérim,



Christophe MARX

**ARRETE PREFECTORAL MODIFICATIF N° 2020233-0002 DU 20 AOUT 2020 PORTANT
RESTRICTION D'UTILISATION DE L'EAU DU RESEAU PUBLIC D'ADDUCTION SUR
PLUSIEURS COMMUNES OU PARTIE DE COMMUNES DESSERVIES PAR LE SYNDICAT
MIXTE DE L'AULNE**

LE SECRETAIRE GENERAL, PREFET DU FINISTERE PAR INTERIM
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU les articles L2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux dispositions en matière de pouvoir de police du maire,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles R1321-1 et R1321-2, R1321-28 à 30,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Pascal LELARGE en qualité de préfet de Corse, préfet de Corse-du-Sud ;

Vu la note de service du 14 août 2020 de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère portant délégation de signature et précisant qu'il assure l'intérim de la fonction de préfet du Finistère du 18 août au 23 août 2020, jusqu'à l'installation de M. le préfet Philippe MAHE le 24 août 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020232-0002 du 19 août 2020 portant restriction d'utilisation de l'eau du réseau public d'adduction sur les communes ou partie de communes desservies par le syndicat mixte de l'Aulne ;

CONSIDERANT que la qualité de l'eau distribuée par le réseau public des communes ou partie de communes alimentées par l'usine de Coatigrac'h exploitée par le syndicat mixte de l'Aulne peut présenter temporairement un défaut de qualité bactériologique du fait de la dégradation de la qualité de l'eau brute pompée dans l'Aulne ;

CONSIDERANT qu'en date du 20 août 2020, des éléments actualisés ont été portés à la connaissance du préfet par la délégation départementale de l'Agence régionale de santé, à savoir que les communes de Bénodet, La Forêt-Fouesnant, Fouesnant, Gouezec, Le Faou, Landrevarzec, Langolen, Ploneis, Pluguffan, Ergué-Gaberic et Quimper (à l'exception du secteur de Ty-Sanquer) disposent d'un circuit d'approvisionnement en eau isolé, de telle sorte que la distribution de l'eau sur ces communes ne dépend plus de l'usine de Coatigrac'h, n'exposant ainsi pas lesdites communes à un risque de dégradation de la qualité de l'eau ;

CONSIDERANT que la commune de Saint-Nic est alimentée par l'usine de Coatigrac'h ;

SUR recommandation de l'Agence régionale de santé,

ARRETE

Article 1^{er} : Il est recommandé, jusqu'à obtention de résultats d'analyses attestant de la conformité de la qualité de l'eau distribuée, de ne pas utiliser l'eau du robinet pour la boisson et le lavage des légumes et des fruits consommés crus. Elle peut toutefois être utilisée pour les besoins sanitaires et pour la cuisson des aliments.

Article 2 : Les personnes publiques et privées responsables de la distribution de l'eau potable mettront à disposition de la population concernée un approvisionnement en eaux embouteillées.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de sa notification aux Présidents de communautés de communes et maires concernés. Il fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Le présent arrêté sera affiché en mairies, en lieu visible pour les usagers et porté à la connaissance de la population par tout moyen disponible que les Maires jugeront appropriés.

Article 4 : Le présent arrêté est applicable sur le territoire des communes desservies par le syndicat mixte de l'Aulne, telles qu'indiquées dans le tableau annexé. Les communes qui y sont indiquées comme barrées ne sont plus concernées par l'arrêté initial. La commune de Saint-Nic est intégrée à la liste des communes concernées par l'arrêté initial.

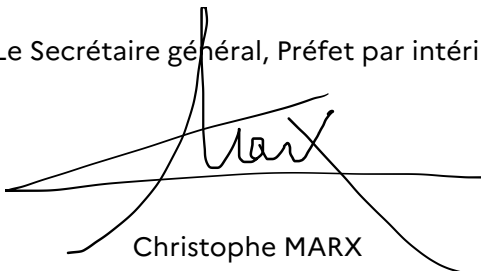
Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Il peut également faire l'objet auprès du préfet d'un recours gracieux, celui-ci prolongeant le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.

La juridiction administrative peut être saisie par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet <https://www.telerecours.fr> ;

Article 6 : Le directeur de la délégation départementale du Finistère de l'Agence régionale de santé, les président(e)s des communautés de communes concernés, les maires (liste des communes en annexe), le Président du Syndicat Mixte de l'Aulne, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le commandant du groupement de gendarmerie départementale du Finistère, les personnels visés à l'article L.1312-1 du Code de la Santé Publique, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Secrétaire général, Préfet par intérim

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Marx', is written over a horizontal line. The signature is stylized with a large 'M' and a long horizontal stroke extending to the right.

Christophe MARX

UGE - Code	UGE - Nom	INS - Code	UNITES DE DISTRIBUTION	Commune - Nom
629	CC HAUT PAYS BIGOUDEN	865	SAINT-AVE	GOURLIZON
629	CC HAUT PAYS BIGOUDEN	453	SAINT AVE.	PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN
629	CC HAUT PAYS BIGOUDEN	865	SAINT-AVE	PEUMERIT
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAUR	845	ROUD GUEN.	PLEUVEN
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAUR	845	ROUD GUEN.	BENODET
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAUR	766	BENODET(ROUD GUEN).	BENODET
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAUR	789	PENALEN.	FORET-FOUESNANT (LA)
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAUR	845	ROUD GUEN.	CLOHARS-FOUESNANT
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAUR	3096	TROYALLAC'H	SAINT-EVARZEC
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAUR	845	ROUD GUEN.	GOUESNACH
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAUR	388	ROUD GUEN.	CLOHARS-FOUESNANT
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAUR	785	KEROURGUE-PENALEN.	FOUESNANT
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAUR	847	LANVERON.	SAINT-EVARZEC
1062	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-SAUR	684	AULNE	PLEYBEN
1062	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-SAUR	684	AULNE	LENNON
1062	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-SAUR	701	GARZOLIC-AULNE.	PLEYBEN
1062	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-SAUR	2234	PLEYBEN(GOUEZEC)	PLEYBEN
1062	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-SAUR	747	COATILIGER.	SAINT-SEGAL
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	639	AULNE-CHATEAULIN	DINEAULT
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	712	AULNE-PLONEVEZ-PLOEVEN	PLONEVEZ-PORZAY
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	712	AULNE-PLONEVEZ-PLOEVEN	PLOEVEN
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	639	AULNE-CHATEAULIN	CHATEAULIN
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	639	AULNE-CHATEAULIN	PLOMODIERN
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	738	AULNE-CAST	SAINT-COULITZ
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	738	AULNE-CAST	CAST
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	639	AULNE-CHATEAULIN	PORT-LAUNAY
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	696	RUNIGOU VIHAN.	LOTHEY
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	654	GWEZENN VRAZ.	GOUEZEC
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	674	GARS A GARO.	CLOITRE-PLEYBEN (LE)
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	652	GOUEZEC(BOURG).	GOUEZEC
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	631	GRANNEC.	CAST
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	705	DOUR BIHAN.	PLOMODIERN
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	XX	XXXX	SAINT NIC
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	652	GOUEZEC(BOURG).	PLEYBEN
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	737	ROSNOEN(AULNE).	ROSNOEN
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	915	KERNAGOFF.	TELGRUC-SUR-MER
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	914	ABER-KERNAGOFF.	CROZON
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	484	KERNAGOFF.	ARGOL
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	915	KERNAGOFF.	LANDEVENNEC
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	914	ABER-KERNAGOFF.	ROSCANVEL
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	915	KERNAGOFF.	CROZON
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	914	ABER-KERNAGOFF.	CAMARET-SUR-MER
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	915	KERNAGOFF.	LANVEOC
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	915	KERNAGOFF.	ARGOL
673	CCP CROZON-AULNE MARITIME V	681	PENNAVERN.	FAOU (LE)
673	CCP CROZON-AULNE MARITIME V	681	PENNAVERN.	HANVEC
673	CCP CROZON-AULNE MARITIME V	720	POULDU.	PONT-DE-BUIS-LES-QUIMERCH
673	CCP CROZON-AULNE MARITIME V	719	GOASTALLAN.	PONT-DE-BUIS-LES-QUIMERCH
676	DOUARNENEZ COMMUNAUTE	672	KERLAZ(AULNE).	KERLAZ
676	DOUARNENEZ COMMUNAUTE	866	MOULIN-LE JUCH	JUCH (LE)
676	DOUARNENEZ COMMUNAUTE	454	STATION-RESERVOIR-MOULIN	POULDERGAT
676	DOUARNENEZ COMMUNAUTE	454	STATION-RESERVOIR-MOULIN	JUCH (LE)
676	DOUARNENEZ COMMUNAUTE	1601	MOULIN	POULDERGAT
676	DOUARNENEZ COMMUNAUTE	1601	MOULIN	JUCH (LE)
656	QUIMPER BO	839	BRIEC(AULNE).	EDERN
656	QUIMPER BO	839	BRIEC(AULNE).	BRIEC
656	QUIMPER BO	839	BRIEC(AULNE).	QUEMENEVEN
656	QUIMPER BO	734	QUEMENEVEN(AULNE).	QUEMENEVEN
656	QUIMPER BO	842	GOULITQUER.	BRIEC
656	QUIMPER BO	792	LANVERN-TY-FAO.	LANDREVARZEC
656	QUIMPER BO	382	GOULITQUER.	BRIEC
656	QUIMPER BO	795	KERZOUALEN.	LANGOLEN
66	QUIMPER BO - SAUR	870	PLONEIS	PLONEIS
66	QUIMPER BO - SAUR	1602	PLOG-GUEN	PLOGONNEC
66	QUIMPER BO - SAUR	452	KERNEVES	PLONEIS
66	QUIMPER BO - SAUR	1602	PLOG-GUEN	GUENGAT

~~158 QUIMPER BO - VEOLIA~~
158 QUIMPER BO - VEOLIA
158 QUIMPER BO - VEOLIA
~~158 QUIMPER BO - VEOLIA~~
~~158 QUIMPER BO - VEOLIA~~

~~896 QUIMPER(AULNE).~~
896 QUIMPER(AULNE).
691 LOCRONAN
~~805 KERVOELIC.~~
~~781 ERGUE GABERIC.~~

QUIMPER
QUIMPER : secteur Ty Sanquer
LOCRONAN
PLUGUFFAN
ERGUE GABERIC



**ARRÊTÉ DU 20 AOUT 2020
PORTANT DIVERSES MESURES D'INTERDICTION TEMPORAIRES A L'OCCASION DU
MATCH DE FOOTBALL STADE BRESTOIS 29 – OLYMPIQUE DE MARSEILLE
DU DIMANCHE 30 AOUT 2020**

LE SECRETAIRE GENERAL, PREFET PAR INTERIM
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

AP n°2020233-0004

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2215-1, L. 2214-4 et L. 2212-2 ;

VU le code pénal, et notamment l'article R. 610-5 ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-1, L. 3131-8, L. 3131-9, L. 3136-1 et L. 3341-1 ;

VU le code du sport, notamment son article L. 332-16-2 ;

VU la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Pascal LELARGE en qualité de préfet de Corse, préfet de Corse-du-Sud ;

Vu la note de service du 14 août 2020 de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère portant délégation de signature et précisant qu'il assure l'intérim de la fonction de préfet du Finistère du 18 août au 23 août 2020, jusqu'à l'installation de M. le préfet Philippe MAHE le 24 août 2020 ;

VU le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prolongé, notamment ses articles 1, 3, 27 et 29 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-374 du 17 janvier 2018 portant réglementation administrative des débits de boissons ;

VU l'arrêté du maire de BREST du 19 août 2020 rendant obligatoire le port du masque dans un périmètre extérieur à l'enceinte du stade Francis Le Blé ;

VU la réponse du préfet en date du 18 août 2020 au président du club de football Stade Brestois 29 maintenant la jauge du match du 30 août 2020 à 5 000 personnes ;

CONSIDÉRANT que si le ministre chargé de la santé peut prescrire dans l'intérêt de la santé publique toute mesure proportionnée aux risques encourus et appropriée aux circonstances de temps et de lieu afin de prévenir et de limiter les conséquences des menaces possibles sur la santé de la population, il peut également prendre de telles mesures après la fin de l'état d'urgence sanitaire prévu aux articles L. 3131-12 et suivants du code de la santé publique, afin d'assurer la disparition durable de la situation de crise sanitaire, et peut habilitier le représentant de l'Etat territorialement compétent à prendre toutes les mesures d'application de ces dispositions, y compris des mesures individuelles ;

CONSIDÉRANT que, compte tenu de l'épidémie de covid-19, l'état d'urgence sanitaire a été déclaré pour une durée de deux mois sur l'ensemble du territoire national par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ; qu'après avoir été prorogé par la loi n° 2020-456 du 11 mai 2020, il a pris fin le 10 juillet 2020 à minuit ;

CONSIDÉRANT qu'afin de continuer à ralentir la propagation du virus covid-19, le ministre de la santé a prescrit une série de mesures générales applicables à compter du 11 juillet 2020 ; qu'au II de l'article 27 du décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 susvisé, il a en particulier prévu que lorsque, par sa nature même, une activité professionnelle, quel que soit son lieu d'exercice, ne permet pas de maintenir la distanciation entre le professionnel et le client ou l'utilisateur, le professionnel concerné met en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir les risques de propagation du virus ; qu'à l'article 29 du même décret, il a en outre habilité le préfet de département à interdire, à restreindre ou à réglementer, par des mesures réglementaires ou individuelles, les activités qui ne sont pas interdites ; qu'au V de l'article 3 du même décret modifié, il est précisé qu'aucun événement réunissant plus de 5 000 personnes ne peut se dérouler sur le territoire de la République, cependant que, à compter du 15 août 2020, le préfet de département peut accorder à titre exceptionnel des dérogations après analyse des facteurs de risque, et notamment de la situation sanitaire générale et de celle des territoires concernés, mais également des mesures mises en œuvre par l'organisateur ;

CONSIDÉRANT que le nombre de patients testés positifs au covid-19 dans le département du Finistère connaît une augmentation sensible depuis le 15 août 2020 ; qu'afin de limiter les risques de transmission du virus, le respect des mesures dites « barrières » est plus que jamais indispensable, en particulier dans les espaces où la fréquentation du public est importante ; ce qui sera le cas aux alentours du stade Francis Le Blé à Brest, le dimanche 30 août, tout particulièrement aux entrées du stade situées route de Quimper et rue du Guilvinec, où le respect des distances entre les personnes ne peut pas être pleinement garanti ;

CONSIDÉRANT que la voie publique de la route de Quimper, uniquement accessible aux piétons aux horaires des matchs, connaît avant et après les matchs du Stade Brestois 29 une forte affluence de spectateurs debout, et de consommateurs d'alcool, où il est impossible de respecter les distances entre les personnes, malgré l'obligation du port du masque ;

CONSIDÉRANT que la ville de BREST, qui est incluse dans le périmètre d'une circonscription de sécurité publique, relève du régime des communes où la police est étatisée ;

CONSIDÉRANT que le département des Bouches du Rhône et la ville de Marseille figurent dans les zones où la circulation du virus de la Covid-19 est particulièrement active (telles que mentionnées au deuxième alinéa de l'annexe 2 du décret n° 2020-860 du 10 juillet susvisé) ;

SUR proposition du sous-préfet de BREST,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Autour du stade Francis Le Blé, la consommation, le transport de boissons alcoolisées et la vente d'alcool à emporter sont interdits sur la voie publique, à l'extérieur et à l'intérieur des établissements disposant d'une autorisation :

le dimanche 30 août 2020 de 14 h 00 à 24 h 00, sur un périmètre reporté sur le plan annexé au présent arrêté et constitué par les rues et avenues définies ci-après (sens sénestrogyre) :

Place de Strasbourg, rue de Valmy, rue de la Duchesse Anne, rue Dixmude, route de Quimper, rue C Filiger, rue du Bot, rue de Porspoder, rue du Guilvinec, rue de Paris.

Article 2 :

Le dimanche 30 août 2020, de 08 h 00 à 24 h 00, il est interdit à toute personne se prévalant de la qualité de supporter du club de l'OLYMPIQUE DE MARSEILLE ou se comportant comme tel, d'accéder au stade Francis le Blé et de circuler ou de stationner sur la voie publique dans le périmètre délimité par les voies citées à l'article 1 et sur les dites voies elles-mêmes.

Article 3 :

Le dimanche 30 août 2020 de 08 h 00 à 24 h 00, l'accès au périmètre défini à l'article 1 est interdit à tout véhicule et à toute personne transportant des matériaux dangereux (fusée de signalisation, artifices, fumigènes...) ou pouvant être déversés sur la voie publique ou susceptibles d'être utilisés comme projectiles.

Article 4 : La violation des dispositions prévues à l'article 1^{er} est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe, conformément à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique. Lorsque cette violation est constatée à nouveau dans un délai de quinze jours, l'amende est celle prévue pour les contraventions de la 5^{ème} classe.

Si les violations prévues au présent article sont verbalisées à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, les faits sont punis de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 5 : Le maire de BREST, le sous-préfet de BREST, le sous-préfet, directeur de cabinet, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère, affiché en mairie de Brest et dont copie sera transmise aux maires concernés et au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Brest.

Fait à Quimper, le 20 août 2020.

Le Secrétaire général, Préfet par intérim



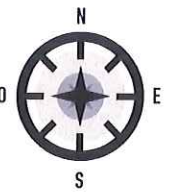
Christophe MARX

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de 2 mois, d'un recours :

- gracieux adressé à M. le préfet du Finistère,
- hiérarchique, adressé à M. le ministre de l'intérieur. En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté,
- contentieux, devant le tribunal administratif de Rennes, 3 Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel, exercé dans un délai de deux mois à compter de la présente publication, ne suspend pas l'exécution de la décision contestée

PLAN FLUX CIRCULATION COVID19



**ARRETE PREFECTORAL MODIFICATIF N° 2020234-0001 DU 21 AOUT 2020 PORTANT
RESTRICTION D'UTILISATION DE L'EAU DU RESEAU PUBLIC D'ADDUCTION SUR
PLUSIEURS COMMUNES OU PARTIE DE COMMUNES DESSERVIES PAR LE SYNDICAT
MIXTE DE L'AULNE**

LE SECRETAIRE GENERAL, PREFET DU FINISTERE PAR INTERIM
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU les articles L2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux dispositions en matière de pouvoir de police du maire,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles R1321-1 et R1321-2, R1321-28 à 30,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Pascal LELARGE en qualité de préfet de Corse, préfet de Corse-du-Sud ;

Vu la note de service du 14 août 2020 de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère portant délégation de signature et précisant qu'il assure l'intérim de la fonction de préfet du Finistère du 18 août au 23 août 2020, jusqu'à l'installation de M. le préfet Philippe MAHE le 24 août 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020232-0002 du 19 août 2020 portant restriction d'utilisation de l'eau du réseau public d'adduction sur les communes ou partie de communes desservies par le syndicat mixte de l'Aulne ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif n° 2020233-0002 du 20 août 2020 portant restriction d'utilisation de l'eau du réseau public d'adduction sur les communes ou partie de communes desservies par le syndicat mixte de l'Aulne ;

CONSIDERANT que la qualité de l'eau distribuée par le réseau public des communes ou partie de communes alimentées par l'usine de Coatigrac'h exploitée par le syndicat mixte de l'Aulne peut présenter temporairement un défaut de qualité bactériologique du fait de la dégradation de la qualité de l'eau brute pompée dans l'Aulne ;

CONSIDERANT qu'en date du 20 août 2020, des éléments actualisés ont été portés à la connaissance du préfet par la délégation départementale de l'Agence régionale de santé, à savoir que les communes de Bénodet, La Forêt-Fouesnant, Fouesnant, Gouezec, Le Faou, Landrevarzec, Langolen, Ploneis, Pluguffan, Ergué-Gaberic et Quimper (à l'exception du secteur de Ty-Sanquer) disposent d'un circuit d'approvisionnement en eau isolé, de telle sorte que la distribution de l'eau sur ces communes ne dépend plus de l'usine de Coatigrac'h, n'exposant ainsi pas lesdites communes à un risque de dégradation de la qualité de l'eau ;

CONSIDERANT que la commune de Saint-Nic est alimentée par l'usine de Coatigrac'h ;

CONSIDERANT qu'en date du 21 août 2020, des éléments actualisés ont été portés à la connaissance du préfet par la délégation départementale de l'Agence régionale de santé, à savoir que la commune de Hanvec dispose d'un circuit d'approvisionnement en eau isolé, de telle sorte que la distribution de l'eau sur cette commune ne dépend plus de l'usine de Coatigrac'h, n'exposant ainsi pas ladite commune à un risque de dégradation de la qualité de l'eau ;

SUR recommandation de l'Agence régionale de santé,

ARRETE

Article 1^{er} : Il est recommandé, jusqu'à obtention de résultats d'analyses attestant de la conformité de la qualité de l'eau distribuée, de ne pas utiliser l'eau du robinet pour la boisson et le lavage des légumes et des fruits consommés crus. Elle peut toutefois être utilisée pour les besoins sanitaires et pour la cuisson des aliments.

Article 2 : Les personnes publiques et privées responsables de la distribution de l'eau potable mettront à disposition de la population concernée un approvisionnement en eaux embouteillées.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de sa notification aux Présidents de communautés de communes et maires concernés. Il fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Le présent arrêté sera affiché en mairies, en lieu visible pour les usagers et porté à la connaissance de la population par tout moyen disponible que les Maires jugeront appropriés.

Article 4 : Le présent arrêté est applicable sur le territoire des communes desservies par le syndicat mixte de l'Aulne, telles qu'indiquées dans le tableau annexé. Les communes qui y sont indiquées comme barrées ne sont plus concernées par l'arrêté initial.

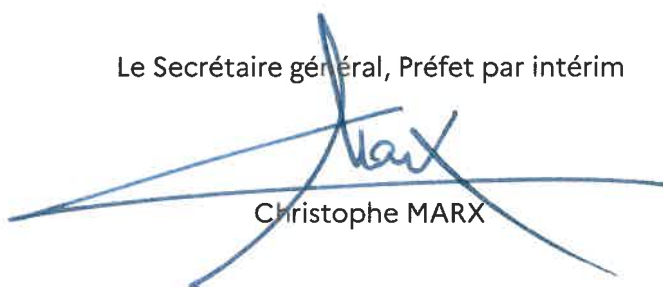
Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Il peut également faire l'objet auprès du préfet d'un recours gracieux, celui-ci prolongeant le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.

La juridiction administrative peut être saisie par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet <https://www.telerecours.fr> ;

Article 6 : Le directeur de la délégation départementale du Finistère de l'Agence régionale de santé, les président(e)s des communautés de communes concernés, les maires (liste des communes en annexe), le Président du Syndicat Mixte de l'Aulne, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le commandant du groupement de gendarmerie départementale du Finistère, les personnels visés à l'article L.1312-1 du Code de la Santé Publique, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Secrétaire général, Préfet par intérim



Christophe MARX

UGE - Code	UGE - Nom	INS - Code	UNITES DE DISTRIBUTION	Commune - Nom
629	CC HAUT PAYS BIGOUDEN	865	SAINT-AVE	GOURLIZON
629	CC HAUT PAYS BIGOUDEN	453	SAINT AVE.	PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN
629	CC HAUT PAYS BIGOUDEN	865	SAINT-AVE	PEUMERIT
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAU	845	ROUD GUEN.	PLEUVEN
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAU	845	ROUD GUEN.	BENODET
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAU	766	BENODET(ROUD GUEN).	BENODET
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAU	789	PENALEN.	FORET FOUESNANT (LA)
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAU	845	ROUD GUEN.	CLOHARS-FOUESNANT
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAU	3096	TROYALLAC'H	SAINT-EVARZEC
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAU	845	ROUD GUEN.	GOUESNACH
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAU	388	ROUD GUEN.	CLOHARS-FOUESNANT
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAU	785	KEROURGUE-PENALEN.	FOUESNANT
698	CC PAYS FOUESNANTAIS_SAU	847	LANVERON.	SAINT-EVARZEC
1062	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-SAU	684	AULNE	PLEYBEN
1062	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-SAU	684	AULNE	LENNON
1062	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-SAU	701	GARZOLIC-AULNE.	PLEYBEN
1062	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-SAU	2234	PLEYBEN(GOUEZEC)	PLEYBEN
1062	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-SAU	747	COATILIGER.	SAINT-SEGAL
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	639	AULNE-CHATEAULIN	DINEAULT
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	712	AULNE-PLONEVEZ-PLOEVEN	PLONEVEZ-PORZAY
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	712	AULNE-PLONEVEZ-PLOEVEN	PLOEVEN
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	639	AULNE-CHATEAULIN	CHATEAULIN
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	639	AULNE-CHATEAULIN	PLOMODIERN
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	738	AULNE-CAST	SAINT-COULITZ
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	738	AULNE-CAST	CAST
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	639	AULNE-CHATEAULIN	PORT-LAUNAY
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	696	RUNIGOU VIHAN.	LOTHEY
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	654	GWEZENN VRAZ.	GOUEZEC
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	674	GARS A GARO.	CLOITRE-PLEYBEN (LE)
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	652	GOUEZEC(BOURG).	GOUEZEC
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	631	GRANNEC.	CAST
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	705	DOUR BIHAN.	PLOMODIERN
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	XX	XXXX	SAINT NIC
1061	CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY-VEOLIA	652	GOUEZEC(BOURG).	PLEYBEN
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	737	ROSNOEN(AULNE).	ROSNOEN
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	915	KERNAGOFF.	TELGRUC-SUR-MER
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	914	ABER-KERNAGOFF.	CROZON
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	484	KERNAGOFF.	ARGOL
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	915	KERNAGOFF.	LANDEVENNEC
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	914	ABER-KERNAGOFF.	ROSCANVEL
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	915	KERNAGOFF.	CROZON
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	914	ABER-KERNAGOFF.	CAMARET-SUR-MER
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	915	KERNAGOFF.	LANVEOC
145	CCP CROZON-AULNE MARITIME	915	KERNAGOFF.	ARGOL
673	CCP CROZON-AULNE MARITIME V	681	PENNAVERN.	FAOU (LE)
673	CCP CROZON-AULNE MARITIME V	681	PENNAVERN.	HANVEC
673	CCP CROZON-AULNE MARITIME V	720	POULDU.	PONT-DE-BUIS-LES-QUIMERCH
673	CCP CROZON-AULNE MARITIME V	719	GOASTALLAN.	PONT-DE-BUIS-LES-QUIMERCH
676	DOUARNENEZ COMMUNAUTE	672	KERLAZ(AULNE).	KERLAZ
676	DOUARNENEZ COMMUNAUTE	866	MOULIN-LE JUCH	JUCH (LE)
676	DOUARNENEZ COMMUNAUTE	454	STATION-RESERVOIR-MOULIN	POULDERGAT
676	DOUARNENEZ COMMUNAUTE	454	STATION-RESERVOIR-MOULIN	JUCH (LE)
676	DOUARNENEZ COMMUNAUTE	1601	MOULIN	POULDERGAT
676	DOUARNENEZ COMMUNAUTE	1601	MOULIN	JUCH (LE)
656	QUIMPER BO	839	BRIEC(AULNE).	EDERN
656	QUIMPER BO	839	BRIEC(AULNE).	BRIEC
656	QUIMPER BO	839	BRIEC(AULNE).	QUEMENEVEN
656	QUIMPER BO	734	QUEMENEVEN(AULNE).	QUEMENEVEN
656	QUIMPER BO	842	GOULITQUER.	BRIEC
656	QUIMPER BO	792	LANVERN-TY FAO.	LANDREVARZEC
656	QUIMPER BO	382	GOULITQUER.	BRIEC
656	QUIMPER BO	795	KERZOUALEN.	LANGOLEN
66	QUIMPER BO - SAUR	870	PLONEIS	PLONEIS
66	QUIMPER BO - SAUR	1602	PLOG-GUEN	PLOGONNEC
66	QUIMPER BO - SAUR	452	KERNEVES	PLONEIS
66	QUIMPER BO - SAUR	1602	PLOG-GUEN	GUENGAT

~~158 QUIMPER BO - VEOLIA~~
~~158 QUIMPER BO - VEOLIA~~
~~158 QUIMPER BO - VEOLIA~~
~~158 QUIMPER BO - VEOLIA~~
~~158 QUIMPER BO - VEOLIA~~

~~896 QUIMPER(AULNE).~~
~~896 QUIMPER(AULNE).~~
~~691 LOCRONAN~~
~~805 KERVOELLIC.~~
~~781 ERGUE-GABERIC.~~

QUIMPER
QUIMPER : secteur Ty Sanquer
LOCRONAN
PLUGUFFAN
ERGUE-GABERIC



Arrêté préfectoral modificatif N°2020 234-0002 du 21 août 2020 portant obligation de port du masque de protection pour l'accès aux marchés de plein air, aux salons et foires, aux braderies et brocantes, aux vide-greniers en extérieur

LE SECRETAIRE GENERAL, PREFET DU FINISTERE PAR INTERIM
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment son article R. 123-12 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-1, L. 3136-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Pascal LELARGE en qualité de préfet de Corse, préfet de Corse-du-Sud ;

Vu la note de service du 14 août 2020 de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère portant délégation de signature et précisant qu'il assure l'intérim de la fonction de préfet du Finistère du 18 août au 23 août 2020, jusqu'à l'installation de M. le préfet Philippe MAHE le 24 août 2020 ;

VU le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prolongé, notamment ses articles 27 et 29 ;

VU l'arrêté préfectoral N° 2020198-003 du 16 juillet 2020 portant obligation de port du masque de protection pour l'accès à certains marchés du Finistère, complété par les arrêtés N° 2020-003 du 17 juillet 2020 et N° 2020203-001 du 21 juillet 2020 ;

VU l'arrêté préfectoral N° 2020 2333-0001 du 20 août portant obligation de port du masque de protection pour l'accès aux marchés de plein air, aux salons et foires en extérieur, aux braderies et brocantes, aux vide-greniers ;

CONSIDÉRANT que si le ministre chargé de la santé peut prescrire dans l'intérêt de la santé publique toute mesure proportionnée aux risques courus et appropriée aux circonstances de temps et de lieu afin de prévenir et de limiter les conséquences des menaces possibles sur la santé de la population, il peut également prendre de telles mesures après la fin de l'état d'urgence sanitaire prévu aux articles L. 3131-12 et suivants du code de la santé publique, afin d'assurer la disparition durable de la situation de crise sanitaire, et peut habilitier le représentant de l'Etat territorialement compétent à prendre toutes les mesures d'application de ces dispositions, y compris des mesures individuelles ;

CONSIDÉRANT que, compte tenu de l'épidémie de covid-19, l'état d'urgence sanitaire a été déclaré pour une durée de deux mois sur l'ensemble du territoire national par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ; qu'après avoir été prorogé par la loi n° 2020-456 du 11 mai 2020, il a pris fin le 10 juillet 2020 à minuit ;

CONSIDÉRANT qu'afin de continuer à ralentir la propagation du virus covid-19, le ministre de la santé a prescrit une série de mesures générales applicables à compter du 11 juillet 2020 ; qu'au II de l'article 27 du décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 susvisé, il a en particulier prévu que lorsque, par sa nature même, une activité professionnelle, quel que soit son lieu d'exercice, ne permet pas de maintenir la distanciation entre le professionnel et le client ou l'utilisateur, le professionnel concerné met en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir les risques de propagation du virus ; qu'à l'article 29 du même décret, il a en outre habilité le préfet de département à interdire, à restreindre ou à réglementer, par des mesures réglementaires ou individuelles, les activités qui ne sont pas interdites ;

CONSIDÉRANT que le nombre de patients testés positifs au covid-19 dans le département du Finistère connaît une augmentation sensible depuis le 10 juillet 2020 ; qu'afin de limiter les risques de transmission du virus, le respect des mesures dites « barrières » est plus que jamais indispensable, en particulier dans les espaces où la fréquentation du public est importante ; qu'il en est ainsi notamment de certains marchés, alimentaires ou non, où le respect des distances entre les personnes ne peut être pleinement garantis, singulièrement en période estivale ;

CONSIDÉRANT qu'en date du 16 juillet, 17 juillet et 21 juillet 2020, le préfet du Finistère, sur avis des communes concernées, a tenu à prescrire par arrêté le port du masque sur les marchés où le risque de propagation du virus était le plus important ;

CONSIDÉRANT que le département du Finistère connaît au cours des mois de juillet, août et septembre un afflux important de population, que les communes du département voient la fréquentation de leurs marchés augmenter fortement rendant impossible le respect des distances entre les personnes, que les salons et foires, braderies, brocantes et vide-greniers en extérieur représentent le même risque de propagation du virus, que le port du masque reste par conséquent le seul moyen de respecter les mesures dites « barrières » ;

CONSIDÉRANT que le nombre de cas positifs de covid-19 augmente dans le département du Finistère qui connaît actuellement une augmentation du taux d'incidence avec 14 cas de covid -19 pour 100 000 habitants, que dès lors la situation doit faire l'objet d'une attention accrue dans le département du Finistère, dans un contexte de vacances estivales où certains peuvent baisser la garde dans les lieux plus fréquentés ;

CONSIDÉRANT qu'afin de réduire les risques de transmission du virus covid-19, il y a lieu de rendre obligatoire le port du masque de protection pour toute personne de onze ans ou plus accédant ou demeurant au sein d'un marché, alimentaire ou non ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de préciser l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020 à des fins de meilleure compréhension des publics concernés ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral N°2020233-0001 du 20 août 2020 susvisé est modifié comme suit : après les mots « marchés de plein-air » sont insérés les mots «aux salons et foires, aux braderies et brocantes, aux vide-greniers en extérieur» ;

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai maximal de deux mois à compter de son entrée en vigueur.

Article 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, le commandant du groupement de gendarmerie départementale et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère, affiché dans les mairies et copie sera transmise aux procureurs de la République près les tribunaux judiciaires de Quimper et Brest.

Fait à Quimper, le 21 août 2020

Le secrétaire général, préfet par intérim,



Christophe MARX

**ARRETE PREFECTORAL DU 23 AOUT 2020 PORTANT LEVEE DE LA RESTRICTION
D'UTILISATION DE L'EAU DU RESEAU PUBLIC D'ADDUCTION SUR PLUSIEURS
COMMUNES OU PARTIE DE COMMUNES DESSERVIES PAR LE SYNDICAT MIXTE DE
L'AULNE**

AP n° 2020236-0002

LE SECRETAIRE GENERAL, PREFET DU FINISTERE PAR INTERIM
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU les articles L2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux dispositions en matière de pouvoir de police du maire,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles R1321-1 et R1321-2, R1321-28 à 30,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Pascal LELARGE en qualité de préfet de Corse, préfet de Corse-du-Sud ;

Vu la note de service du 14 août 2020 de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère portant délégation de signature et précisant qu'il assure l'intérim de la fonction de préfet du Finistère du 18 août au 23 août 2020, jusqu'à l'installation de M. le préfet Philippe MAHE le 24 août 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020232-0002 du 19 août 2020 portant restriction d'utilisation de l'eau du réseau public d'adduction sur les communes ou partie de communes desservies par le syndicat mixte de l'Aulne ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif n° 2020233-0002 du 20 août 2020 portant restriction d'utilisation de l'eau du réseau public d'adduction sur plusieurs communes ou partie de communes desservies par le syndicat mixte de l'Aulne ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif n° 2020234-0001 du 21 août 2020 portant restriction d'utilisation de l'eau du réseau public d'adduction sur plusieurs communes ou partie de communes desservies par le syndicat mixte de l'Aulne ;

CONSIDERANT que la qualité de l'eau distribuée par le réseau public des communes ou partie de communes alimentées par l'usine de Coatigrac'h exploitée par le syndicat mixte de l'Aulne peut présentait au 19 août 2020 un défaut de qualité bactériologique du fait de la dégradation de la qualité de l'eau brute pompée dans l'Aulne ;

CONSIDERANT qu'en date du 20 et 21 août 2020, des éléments actualisés ont été portés à la connaissance du préfet par la délégation départementale de l'Agence régionale de santé, à savoir que les communes de Bénodet, La Forêt-Fouesnant, Fouesnant, Gouezec, Le Faou, Landrevarzec, Langolen, Ploneis, Pluguffan, Ergué-Gaberic et Quimper (à l'exception du secteur de Ty-Sanquer), puis Hanvec disposaient d'un circuit d'approvisionnement en eau isolé, de telle sorte que la distribution de l'eau sur ces communes ne dépendait plus de l'usine de Coatigrac'h, n'exposant ainsi pas lesdites communes à un risque de dégradation de la qualité de l'eau ;

CONSIDERANT que la commune de Saint-Nic, alimentée par l'usine de Coatigrac'h, a été ajoutée le 20 août 2020 à la liste des communes concernées par la restriction d'utilisation de l'eau ;

CONSIDERANT qu'en date du 23 août 2020 la qualité de l'eau pompée dans l'Aulne ne varie plus et montre que la pollution est passée ;

CONSIDERANT que Veolia, exploitant pour le compte du Syndicat Mixte de l'Aulne, confirme le retour à la normale à l'usine de Coatigrac'h ;

CONSIDERANT que les services des six communautés de communes impactées ont tous indiqué que les paramètres de qualité suivis dans le cadre de la surveillance de leurs installations étaient revenus à des valeurs proches de celles observées habituellement ;

CONSIDERANT que les résultats des analyses bactériologiques réalisées les 20 et 21 août 2020 dans le cadre du plan de contrôle organisé par l'ARS sont tous conformes et que les autres paramètres suivis s'orientent vers une nette amélioration ;

CONSIDERANT que tous ces éléments concordants permettent aujourd'hui de garantir la sécurité sanitaire de l'eau distribuée sur l'ensemble du territoire impacté ;

SUR recommandation de l'Agence régionale de santé ;

ARRETE

Article 1^{er} : La restriction d'utilisation de l'eau du réseau public d'adduction sur toutes les communes ou partie de communes desservies par le syndicat mixte de l'Aulne, est levée.

Article 2 : L'arrêté préfectoral n° 2020232-0002 du 19 août 2020 portant restriction d'utilisation de l'eau du réseau public d'adduction sur les communes ou partie de communes desservies par le syndicat mixte de l'Aulne est abrogé.

L'arrêté préfectoral modificatif n° 2020233-0002 du 20 août 2020 portant restriction d'utilisation de l'eau du réseau public d'adduction sur plusieurs communes ou partie de communes desservies par le syndicat mixte de l'Aulne est abrogé.

L'arrêté préfectoral modificatif n° 2020234-0001 du 21 août 2020 portant restriction d'utilisation de l'eau du réseau public d'adduction sur plusieurs communes ou partie de communes desservies par le syndicat mixte de l'Aulne.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de sa notification aux Présidents de communautés de communes et maires concernés. Il fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Le présent arrêté sera affiché en mairies, en lieu visible pour les usagers et porté à la connaissance de la population par tout moyen disponible que les Maires jugeront appropriés.

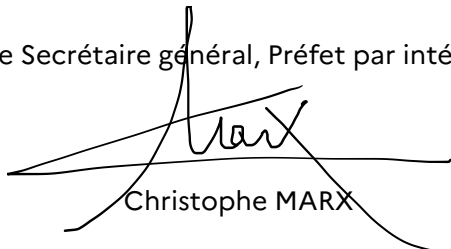
Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Il peut également faire l'objet auprès du préfet d'un recours gracieux, celui-ci prolongeant le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.

La juridiction administrative peut être saisie par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet <https://www.telerecours.fr>.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Châteaulin, le directeur de la délégation départementale du Finistère de l'Agence régionale de santé, les président(e)s des communautés de communes concernés, les maires (liste des communes en annexe), le Président du Syndicat Mixte de l'Aulne, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le commandant du groupement de gendarmerie départementale du Finistère, les personnels visés à l'article L.1312-1 du Code de la Santé Publique, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Secrétaire général, Préfet par intérim



Christophe MARX



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0001 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. PHILIPPE CHARRETTON,
DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU FINISTÈRE
EN MATIÈRE DE REDEVANCE D'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** l'article L 524-8 du code du patrimoine ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 portant nomination de M. Philippe CHARRETTON en qualité de directeur de la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2019074-0003 du 15 mars 2019 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère ;
- SUR** La proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe CHARRETTON, directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, à l'effet de signer les titres de recettes délivrés en application de l'article L 524-8 du code du patrimoine, tous actes, décisions et documents relatifs à l'assiette, à la liquidation, au recouvrement et réponses aux réclamations préalables en matière de redevance d'archéologie préventive.

42, boulevard Duplex
29320 QUIMPER Cedex
Tél : 02 98 76 29 29
www.finistere.gouv.fr

ARTICLE 2 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, M. Philippe CHARRETON peut subdéléguer sa signature aux agents de catégories A et B placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0025 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. Philippe CHARRETON, directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère en matière de redevance d'archéologie préventive est abrogé.

ARTICLES 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0002 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. PHILIPPE CHARRETTON,
DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU FINISTÈRE
EN MATIÈRE D'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE,
DE MARCHÉS PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée, notamment son article 34 ;
- VU** le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** Le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009, modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 portant nomination de M. Philippe CHARRETTON en qualité de directeur de la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère à compter du 1^{er} septembre 2015 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2019074-0003 du 15 mars 2019 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère ;
- SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe CHARRETON, directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les titres des BOP cités aux articles 3 et 4.

Cette délégation porte sur l'engagement juridique, la liquidation et le mandatement des recettes et des dépenses.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe CHARRETON, directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, pour signer en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, les marchés et accords-cadres de travaux, fournitures ou services, dans les limites de ses attributions, sur les mêmes BOP.

ARTICLE 3 : En qualité de responsable d'unité opérationnelle (RUO), ces délégations portent sur les crédits des BOP suivants :

Ministères	BOP	Intitulés	Titres
Transition écologique et solidaire	113	Paysages, eau et biodiversité	3, 5, 6
	181	Prévention des risques	3, 5, 6
	203	Infrastructures et services de transports	3, 5, 6
	205	Affaires maritimes	3, 5, 6
	217	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	2, 3, 5, 6
Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales	135	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	2, 3, 5, 6
Intérieur	207	Sécurité et éducation routières	2, 3, 5, 6
Agriculture et alimentation	149	Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	3, 5, 6
	215	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	2, 3, 5, 6
Services du Premier ministre	162	Interventions territoriales de l'Etat (PITE eau)	3, 5, 6

ARTICLE 4 : Dans le cadre des instructions données par le responsable d'unité opérationnelle, ces délégations portent sur les crédits des BOP suivants :

Intérieur	354	Administration territoriale de l'Etat	2, 3, 5, 6
Action et comptes publics	723	Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'Etat	3,5

ARTICLE 5 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe CHARRETON, directeur départemental des territoires et de la mer, pour signer les états liquidatifs relatifs aux fonds de prévention des risques majeurs et au fonds national de gestion des risques en agriculture.

ARTICLE 6 : Sont réservés à la signature du préfet du Finistère :

- les conventions passées avec le conseil départemental du Finistère en application de l'article 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 ;
- la saisine du ministère compétent suite au refus de visa de l'autorité chargée du contrôle financier ;
- la réquisition du comptable public ;
- les conventions et les arrêtés attributifs de subvention, tant pour l'équipement que pour le fonctionnement.

ARTICLE 7 : Tout projet de modification substantielle de la programmation initiale des crédits pour l'exercice budgétaire sera communiqué au préfet du Finistère.

De la même manière, le préfet du Finistère sera informé de toutes les décisions de requalification des crédits affectant ces mêmes opérations et projets.

ARTICLE 8 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Philippe CHARRETON peut subdéléguer sa signature aux agents de catégorie A et B placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

ARTICLE 9 : L'arrêté préfectoral n°2020231-0033 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. Philippe CHARRETON, directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, en matière d'ordonnancement secondaire, de marchés publics et accords-cadres est abrogé.

ARTICLE 10 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional des finances publiques de Bretagne et d'Ille et Vilaine, le directeur départemental des finances publiques du Morbihan, la directrice départementale des finances publiques du Finistère et le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0003 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. ERIC DAVID
DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DE LA PROTECTION DES POPULATIONS DU FINISTÈRE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- VU** La loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 modifié, portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles ;
- VU** l'arrêté du Premier ministre du 5 mai 2014 portant nomination de M. Eric DAVID en qualité de directeur départemental de la protection des populations du Finistère ;
- VU** l'arrêté du Premier ministre du 30 janvier 2018 portant nomination de M. Guillaume CAROFF en qualité de directeur départemental adjoint de la protection des populations du Finistère ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2016-349-005 du 14 décembre 2016 portant organisation de la direction départementale de la protection des populations du Finistère ;
- SUR** La proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Eric DAVID, directeur départemental de la protection des populations du Finistère, à l'effet de signer tous actes, décisions, circulaires, rapports, correspondances et documents relevant de la compétence de la direction départementale de la protection des populations, à l'exception :

- 1°) des décisions ou arrêtés préfectoraux à caractère général, hormis ceux relatifs au classement de salubrité et à la surveillance des zones de production des coquillages vivants ;
- 2°) des arrêtés préfectoraux instituant et composant les commissions départementales ;
- 3°) de l'approbation des chartes et schémas départementaux ;
- 4°) des conventions, contrats ou chartes de portée générale avec une collectivité territoriale ;
- 5°) des courriers aux parlementaires, au président du conseil régional et au président du conseil général ;
- 6°) des circulaires, ainsi que les courriers aux maires, présidents d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et présidents des chambres consulaires faisant part de la position de l'État sur une question d'ordre général ;
- 7°) des réponses aux courriers réservés du préfet, et les décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ou un sous-préfet d'arrondissement ;
- 8°) des courriers adressés aux ministères, sauf ceux entrant dans le cadre du fonctionnement administratif courant ;
- 9°) de la signature de correspondance ayant le caractère d'une prise de position de principe de l'État ;
- 10°) de la signature des actes juridiques de toute nature entraînant un engagement financier de l'État supérieur au seuil fixé par les arrêtés du 29 décembre 2005 relatifs au contrôle financier des programmes et des services des ministères ;
- 11°) de la signature des mémoires en défense et des référés au tribunal administratif ;
- 12°) des décisions ou arrêtés préfectoraux suivants :
 - les fermetures administratives ;
 - les suspensions d'activité telles que prévues par l'article L206-2 du Code rural et de la pêche maritime ;
 - les suspensions ou retraits d'agréments sanitaires, à l'exception des retraits d'agrément liés à l'arrêt d'une activité du fait du professionnel ;
 - les décisions d'attribution de subventions.
- 13°) de tout acte de procédure privatif d'une liberté individuelle ;
- 14°) des circulaires aux maires ;
- 15°) des correspondances au préfet de région

La même délégation de signature est donnée à M. Guillaume CAROFF, directeur départemental adjoint de la protection des populations du Finistère, en cas d'empêchement ou d'absence de M. Eric DAVID, directeur départemental de la protection des populations du Finistère.

ARTICLE 2 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Eric DAVID peut subdéléguer sa signature aux agents de catégories A et B placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.


En cas d'empêchement ou d'absence de M. Eric DAVID, M. Guillaume CAROFF peut subdéléguer sa signature dans les mêmes conditions.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0028 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. Eric DAVID, directeur départemental de la protection des populations du Finistère est abrogé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et le directeur départemental de protection des populations du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0004 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. ERIC DAVID
DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DE LA PROTECTION DES POPULATIONS DU FINISTÈRE
EN MATIÈRE D'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE ET DE MARCHÉS PUBLICS E T
ACCORDS-CADRES

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés communes, des départements et des régions, modifiée, notamment son article 4 ;
- VU** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 modifié, portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** les arrêtés ministériels et interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
- VU** l'arrêté du Premier ministre du 5 mai 2014 nommant M. Eric DAVID directeur départemental de la protection des populations ;
- VU** l'arrêté du Premier ministre du 30 janvier 2018 nommant M. Guillaume CAROFF directeur départemental adjoint de la protection des populations ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2016 -349-005 du 14 décembre 2016 portant organisation de la direction départementale de la protection des populations du Finistère ;
- SUR** La proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Eric DAVID directeur départemental de la protection des populations du Finistère, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les titres des budgets opérationnels de programme (BOP) cités aux articles 3 et 4, soit au titre de ses fonctions de responsable d'unité opérationnelle, soit au titre d'une délégation de responsable d'unité opérationnelle (RUO).

Cette délégation porte sur l'engagement juridique, la liquidation et le mandatement des recettes et des dépenses.

La même délégation de signature est donnée à M. Guillaume CAROFF, directeur départemental adjoint de la protection des populations du Finistère, en cas d'empêchement ou d'absence de M. Eric DAVID, directeur départemental de la protection des populations du Finistère.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à M. Eric DAVID directeur départemental de la protection des populations du Finistère, pour signer, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, les marchés et accords-cadres de travaux, fournitures ou services, dans les limites de ses attributions, sur les mêmes BOP.

La même délégation de signature est donnée à M. Guillaume CAROFF, directeur départemental adjoint de la protection des populations du Finistère, en cas d'empêchement ou d'absence de M. Eric DAVID, directeur départemental de la protection des populations du Finistère.

ARTICLE 3 : En qualité de responsable d'unité opérationnelle (RUO), ces délégations portent sur les crédits des BOP suivants :

Ministère	BOP	Intitulé	Titres
agriculture et l'alimentation	206	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	2,3,4,5,6
	215	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	2,3,4,5,6
Transition écologique et solidaire	181	Prévention des risques	3,5,6
	217	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	2,3,5,6
Services du Premier ministre	162	Interventions territoriales de l'État (PITE eau)	3,5,6
Économie et des Finances	134	Développement des entreprises et régulations	3,5,6

ARTICLE 4 : Dans le cadre des instructions données par le responsable d'unité opérationnelle, ces délégations portent sur les crédits des BOP suivants :

Ministère	BOP	Intitulé	Titres
Intérieur	354	Administration territoriale de l'État	2,3,5,6
Action et comptes publics	723	Opération immobilière et entretien des bâtiments de l'État	3,5

ARTICLE 5 : Sont réservées à la signature du préfet du Finistère :

- les conventions passées avec le conseil général en application de l'article 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 ;
- la saisine du ministre compétent suite au refus de visa de l'autorité chargée du contrôle financier ;
- la réquisition du comptable public ;
- les dépenses imputées sur le titre 6 relatives à des actes constituant l'engagement juridique de l'État, attributifs de subventions, préalablement à l'engagement.

ARTICLE 6: Tout projet de modification substantielle de la programmation initiale des crédits pour l'exercice budgétaire sera communiqué au préfet du Finistère.

De la même manière, le préfet du Finistère sera informé de toutes les décisions de requalification des crédits affectant ces mêmes opérations et projets.

ARTICLE 7: En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, M. Eric DAVID peut subdéléguer sa signature aux agents de catégorie A et B placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.


En cas d'empêchement ou d'absence de M. Eric DAVID, M. Guillaume CAROFF peut subdéléguer sa signature dans les mêmes conditions.

ARTICLE 8: L'arrêté préfectoral n° 2020231-0032 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. Eric DAVID directeur départemental de la protection des populations du Finistère, en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et accords-cadres est abrogé.

ARTICLE 9 :Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional des finances publiques de Bretagne et du département d'Ille et Vilaine et le directeur départemental de protection des populations du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0005 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. FRANÇOIS-XAVIER LORRE,
DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DE LA COHÉSION SOCIALE DU FINISTÈRE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté du Premier ministre du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles ;
- VU** l'arrêté du Premier ministre du 26 avril 2017 portant nomination de M. François-Xavier LORRE en qualité de directeur départemental de la cohésion sociale du Finistère à compter du 2 mai 2017 ;
- VU** L'arrêté préfectoral n°2016362-0005 du 27 décembre 2016 modifiant l'arrêté n° 2015107-0004 du 17 avril 2015 portant organisation de la direction départementale de la cohésion sociale du Finistère ;
- SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. François-Xavier LORRE, directeur départemental de la cohésion sociale du Finistère, à l'effet de signer tous actes, décisions, circulaires, rapports, correspondances et documents relevant de la compétence de la direction départementale de la cohésion sociale du Finistère, à l'exception de :

- 1°) les décisions ou arrêtés préfectoraux à caractère général ;
- 2°) les arrêtés préfectoraux instituant et composant les commissions départementales ;
- 3°) l'approbation des chartes et schémas départementaux ;
- 4°) les conventions, contrats ou chartes de portée générale avec une collectivité territoriale ;
- 5°) les courriers aux parlementaires ; au président du conseil régional et à la présidente du conseil départemental ;
- 6°) les circulaires, ainsi que les courriers aux maires, présidents d'EPCI et présidents des chambres consulaires faisant part de la position de l'État sur une question d'ordre général ;
- 7°) les réponses aux courriers réservés du préfet, et les décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ou le sous-préfet d'arrondissement ;
- 8°) les courriers adressés aux ministères, sauf ceux entrant dans le cadre du fonctionnement administratif courant ;
- 9°) la signature de correspondance ayant le caractère d'une prise de position de principe de l'Etat ;
- 10°) la signature des actes juridiques de toute nature entraînant un engagement financier de l'Etat supérieur au seuil fixé par les arrêtés du 29 décembre 2005 relatifs au contrôle financier des programmes et des services des ministères ;
- 11°) la signature des mémoires en défense et des référés au tribunal administratif ;
- 12°) les décisions ou arrêtés préfectoraux suivants :
 - les fermetures, les suspensions d'activité, et les suspensions ou retraits d'agrément, des établissements à caractère sportif, social et associatif ;
 - les agréments d'organismes en vue d'assurer la gestion locative et sociale de résidences sociales ;
 - les agréments d'associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées ou des associations de défense des personnes en situation d'exclusion pouvant accompagner les ménages auprès de la commission de médiation ;
 - les décisions d'attribution de subventions ou dotations ;
- 13°) la signature des mémoires en réponse auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale ;
- 14°) les autorisations de création, d'extension, de transformation et de suppression des établissements et services sociaux ;
- 15°) la fermeture totale ou partielle, provisoire ou définitive, d'un établissement ou d'un service social ;
- 16°) la délivrance de l'agrément des personnes physiques exerçant à titre individuel et habituel les mesures de protection des majeurs (L.472-1 du CASF) ;
- 17°) le financement des gérants de tutelle privés (R.472-8 du CSAF)
- 18°) la convention relative aux aides aux collectivités et organismes logeant à titre temporaire des personnes défavorisées ou gérant des aires d'accueil des gens du voyage (L.851-1 du code de la sécurité sociale) ;
- 19°) tout acte de procédure privatif d'une liberté individuelle ;
- 20°) les circulaires aux maires ;
- 21°) les correspondances au préfet de région.

ARTICLE 2 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. François-Xavier LORRE peut subdéléguer sa signature aux agents de catégories A et B placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0031 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. François-Xavier LORRE, directeur départemental de la cohésion sociale du Finistère est abrogé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional des finances publiques de Bretagne et le directeur départemental de la cohésion sociale du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0006 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. FRANÇOIS-XAVIER LORRE,
DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DE LA COHÉSION SOCIALE DU FINISTÈRE
EN MATIÈRE D'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE,
DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée, notamment son article 4 ;
- VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations d'État ;
- VU le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU les arrêtés ministériels et interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
- VU l'arrêté du Premier ministre du 26 avril 2017 portant nomination de M. François-Xavier LORRE en qualité de directeur départemental de la cohésion sociale du Finistère à compter du 2 mai 2017 ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. François-Xavier LORRE, directeur départemental de la cohésion sociale du Finistère, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les titres des budgets opérationnels de programme (BOP) cités à l'article 3 suivant.

Cette délégation porte sur l'engagement juridique, la liquidation et le mandatement des recettes et des dépenses.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à M. François-Xavier LORRE, directeur départemental de la cohésion sociale du Finistère, pour signer, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, les marchés et accords-cadres de travaux, fournitures ou services, dans les limites de ses attributions, sur les mêmes BOP.

ARTICLE 3 : Ces délégations portent sur les crédits des BOP suivants : 104, 135, 147, 157, 183, 177, 303, 304, 354 et 723.

ARTICLE 4 : Pour le BOP 354 "administration territoriale de l'État" (action 6), un compte-rendu mensuel d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire sera adressé au préfet du Finistère.

ARTICLE 5 : Sont réservées à la signature du préfet du Finistère :

- les conventions passées avec le conseil départemental en application de l'article 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié ;
- la saisine du ministre compétent suite au refus de visa de l'autorité chargée du contrôle financier ;
- la réquisition du comptable public ;
- les conventions et les arrêtés attributifs de subvention d'équipement.

ARTICLE 6 : Tout projet de modification substantielle de la programmation initiale des crédits pour l'exercice budgétaire sera communiqué au préfet du Finistère.

De la même manière, le préfet du Finistère sera informé de toutes les décisions de requalification des crédits affectant ces mêmes opérations et projets.


ARTICLE 7 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. François-Xavier LORRE peut subdéléguer sa signature aux agents de catégories A et B placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

ARTICLE 8 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0031 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. François-Xavier LORRE, directeur départemental de la cohésion sociale du Finistère en matière d'ordonnancement secondaire, de marchés publics et d'accords-cadres est abrogé.

ARTICLE 9 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional des finances publiques de Bretagne et le directeur départemental de la cohésion sociale du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PREFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0007 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE
AU COLONEL NICOLAS DUVINAGE,
COMMANDANT LE GROUPEMENT DE GENDARMERIE DU FINISTÈRE,
EN MATIÈRE DE RÉMUNÉRATION DES PRESTATIONS DE SERVICE D'ORDRE

LE PREFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n° 97-199 du 5 mars 1997 modifié, relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie ;
- VU** le décret du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2008-252 du 12 mars 2008 modifié, relatif à la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;
- VU** le décret n° 2010-1295 du 28 octobre 2010 modifiant le décret n° 97-199 du 5 mars 1997 et le décret n° 2008-252 du 12 mars 2008 ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHE en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales du 28 octobre 2010 portant application de l'article 2 du décret n° 97-199 du 5 mars 1997, modifié, relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie et de l'article 1^{er} du décret n° 2008-252 du 12 mars 2008, modifié, relatif à la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;
- VU** l'arrêté conjoint du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et du ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat du 28 octobre 2010 fixant le montant des remboursements de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie ;

- VU** la décision du ministre de l'intérieur du 23 janvier 2018 portant nomination du colonel Nicolas DUVINAGE en qualité de commandant du groupement de gendarmerie du Finistère ;
- VU** la circulaire ministérielle du 8 novembre 2010 relative à la facturation de certaines prestations de services d'ordre ;
- SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée au colonel Nicolas DUVINAGE, commandant le groupement de gendarmerie du Finistère, à l'effet de signer les devis et les conventions relatives à l'exécution des prestations de services d'ordre au bénéfice de tiers effectuées par les forces de gendarmerie nationale pour les événements se déroulant exclusivement en zone de gendarmerie.


ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement du colonel Nicolas DUVINAGE, délégation de signature est donnée au lieutenant-colonel Jean-Philippe DEPRIESTER, commandant en second.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0023 du 18 août 2020 donnant délégation de signature au colonel Nicolas DUVINAGE, commandant le groupement de gendarmerie du Finistère, en matière de rémunération des prestations de service d'ordre est abrogé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié aux bénéficiaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHE





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0008 DU 24 AOÛT 2020

DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE

A Mme NELLY JAUNEAU POIRIER, COMMISSAIRE GÉNÉRALE,
DIRECTRICE DÉPARTEMENTALE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DU FINISTÈRE,
EN MATIÈRE DE RÉMUNÉRATION DES PRESTATIONS DE SERVICES D'ORDRE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment l'article 34 ;
- VU** la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée relative à la sécurité (articles 23, 25 et 35) ;
- VU** le décret n° 97-199 du 5 mars 1997 relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police (J.O. du 7 mars 1997) ;
- VU** le décret n° 97-200 du 5 mars 1997 autorisant le rattachement par voie de fonds de concours, au budget du ministère de l'intérieur, du produit des recettes encaissées par l'Etat au titre des prestations de services d'ordre et de relations publiques exécutées par les forces de police (J.O. du 07 mars 1997) ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté du 5 mars 1997 fixant les modalités de rattachement par voie de fonds de concours, au budget du ministère de l'intérieur, des sommes versées pour le remboursement des prestations de services d'ordre et de relations publiques exécutées par les forces de police (J.O. du 7 mars 1997) ;
- VU** l'arrêté du 5 mars 1997 fixant le montant des remboursements de certaines dépenses supportées par les forces de police (J.O. du 7 mars 1997) ;
- VU** l'arrêté du ministre de l'Intérieur du 24 février 2014 portant nomination de Mme Nelly JAUNEAU POIRIER, commissaire divisionnaire, en qualité de directrice départementale de la sécurité publique du Finistère ;
- SUR** La proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Mme Nelly JAUNEAU POIRIER, commissaire générale, directrice départementale de la sécurité publique du Finistère, pour signer les devis et les conventions relatives à l'exécution des prestations de service d'ordre au bénéfice de tiers effectuées par les fonctionnaires de la police nationale.


ARTICE 2 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, Mme Nelly JAUNEAU POIRIER peut subdéléguer sa signature aux agents de catégories A ou B placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0022 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à Mme Nelly JAUNEAU POIRIER, commissaire générale, directrice départementale de la sécurité publique du Finistère, en matière de rémunération des prestations de services d'ordre est abrogé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère et la directrice départementale de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0009 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE
A Mme NELLY JAUNEAU POIRIER, COMMISSAIRE GÉNÉRALE,
DIRECTRICE DÉPARTEMENTALE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DU FINISTÈRE,
EN MATIÈRE DE POUVOIRS DISCIPLINAIRES

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment l'article 34 ;
- VU** la loi d'orientation 92-125 du 6 février 1992, modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 93-1031 du 31 août 1993 portant création et organisation de directions départementales de la sécurité publique ;
- VU** le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté du 6 novembre 1995, et notamment son article 5, portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 octobre 1997 concernant les adjoints de sécurité et notamment son article 19 ;
- VU** l'arrêté du Ministre de l'Intérieur du 24 février 2014 portant nomination de Mme Nelly JAUNEAU POIRIER, commissaire divisionnaire, en qualité de directrice départementale de la sécurité publique du Finistère ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE


ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Mme Nelly JAUNEAU POIRIER, commissaire générale, directrice départementale de la sécurité publique du Finistère, pour l'exercice des pouvoirs disciplinaires énoncés par l'arrêté du 6 novembre 1995 susvisé ainsi que ceux énoncés par l'article 19 de l'arrêté ministériel du 30 octobre 1997 concernant les adjoints de sécurité (avertissement et blâme).

ARTICLE 2 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0038 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à Mme Nelly JAUNEAU POIRIER, commissaire générale, directrice départementale de la sécurité publique du Finistère, en matière de pouvoirs disciplinaires est abrogé.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère la commissaire générale, directrice départementale de la sécurité publique du Finistère et le commissaire divisionnaire, directeur départemental de la sécurité publique du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0010 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE
A Mme NELLY JAUNEAU POIRIER, COMMISSAIRE GÉNÉRALE,
DIRECTRICE DÉPARTEMENTALE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DU FINISTÈRE,
EN MATIÈRE D'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment l'article 34 ;
- VU** la loi d'orientation 92-125 du 6 février 1992, modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** La loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois des finances ;
- VU** le décret n° 93-1031 du 31 août 1993 portant création et organisation de directions départementales de la sécurité publique ;
- VU** Le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** Les arrêtés ministériels et interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires délégués ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 octobre 1997 concernant les adjoints de sécurité et notamment son article 19 ;
- VU** l'arrêté du Ministre de l'Intérieur du 24 février 2014 portant nomination de Mme Nelly JAUNEAU POIRIER, commissaire divisionnaire, en qualité de directrice départementale de la sécurité publique du Finistère ;
- SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Mme Nelly JAUNEAU POIRIER, commissaire générale, directrice départementale de la sécurité publique du Finistère, pour l'exécution des dépenses relatives au fonctionnement des services de la sécurité publique dans le département, en ce qui concerne le titre 3 du budget opérationnel de programme : « moyens des services de la zone Ouest ».

La présente délégation porte sur la liquidation des dépenses ainsi que sur la préparation, la conclusion et l'exécution des marchés, contrats publics et commandes.

Elle permet de rendre exécutoires, dès leur émission, tous les titres de perception émis par le délégataire.

ARTICLE 2 : En application de l'article 44 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, Mme Nelly JAUNEAU POIRIER peut subdéléguer sa signature aux agents de catégorie A ou B placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0035 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à Mme Nelly JAUNEAU POIRIER, commissaire générale, directrice départementale de la sécurité publique du Finistère, en matière d'ordonnancement secondaire est abrogé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère et la commissaire générale, directrice départementale de la sécurité publique du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0011 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À Mme CATHERINE BRIGANT,
ADMINISTRATRICE GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES,
DIRECTRICE DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTÈRE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action de services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2006-1792 du 23 décembre 2006 relatif au transfert des compétences de la direction générale des impôts à la direction générale de la comptabilité publique en matière domaniale ;
- VU** le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
- VU** le décret du 4 décembre 2015 portant nomination de Mme Catherine BRIGANT, administratrice générale des finances publiques en qualité de directrice départementale des finances publiques du Finistère ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté interministériel du 19 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R 1212.9 à R 1212.18 du code général de la propriété des personnes publiques et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation des acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements ;
- SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à Mme Catherine BRIGANT, administratrice générale des finances publiques, directrice départementale des finances publiques du Finistère, à l'effet de signer les décisions, contrats, conclusions, mémoires et, d'une façon plus générale, tous les actes, y compris les actes de procédure, dans le cadre de ses interventions pour le compte du préfet du Finistère, notamment en matière domaniale, de gestion des cités administratives et de communication aux collectivités locales et établissements publics de coopération intercommunale des informations fiscales nécessaires au vote du produit fiscal.

Délégation de signature est également donnée à Mme Catherine BRIGANT pour représenter le pouvoir adjudicateur, à l'exception des actes relevant de l'ordonnancement secondaire.

Sont exclus de la présente délégation de signature :

- les courriers aux parlementaires, au président du conseil régional et à la présidente du conseil départemental ;
- les courriers adressés aux ministères, sauf ceux entrant dans le cadre du fonctionnement administratif courant ;
- les réponses aux courriers réservés du préfet, et les décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ou un sous-préfet d'arrondissement ;
- les circulaires, ainsi que les courriers aux maires, présidents d'EPCI et présidents des chambres consulaires faisant part de la position de l'État sur les questions d'ordre général ;
- les décisions ou arrêtés préfectoraux à portée générale ;
- les décisions d'affectation aux services et établissements publics de l'État des immeubles domaniaux ou des immeubles donnés en jouissance par l'État ;
- les actes de cession des biens de l'État dans le département

ARTICLE 2 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, Mme Catherine BRIGANT peut subdéléguer sa signature aux agents de catégories A ou B placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté préfectoral notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.


ARTICLE 3 : Le bilan annuel des cessions et locations des biens de l'État dans le département est transmis au préfet.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral n° 20202321-0021 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à Mme Catherine BRIGANT, administratrice générale des finances publiques, directrice départementale des finances publiques du Finistère est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et l'administratrice générale des finances publiques, directrice départementale des finances publiques du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0012 DU 24 AOUT 2020

DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE
EN MATIÈRE D'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE ET
DE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE DE L'ÉTAT A M. CHRISTOPHE HAUMONT,
ADMINISTRATEUR DES FINANCES PUBLIQUES, RESPONSABLE DU PÔLE RESSOURCES
DE LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTÈRE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action de services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État ;
- VU** le décret n° 2006-1792 du 23 décembre 2006 relatif au transfert des compétences de la direction générale des impôts à la direction générale de la comptabilité publique en matière domaniale ;
- VU** le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
- VU** le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** Le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté ministériel du 28 septembre 2018 portant nomination de M. Christophe HAUMONT, administrateur des finances publiques et l'affectant à la direction départementale des finances publiques du Finistère ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Christophe HAUMONT, administrateur des finances publiques du Finistère, à effet de :

- signer, dans la limite de ses attributions et compétences, tout document, acte, décision, contrat, conclusion, mémoire et, d'une façon plus générale, tous les actes se traduisant par l'ordonnancement de dépenses ou de recettes se rapportant au fonctionnement ou à l'équipement de la direction départementale des finances publiques du Finistère ;
- recevoir les crédits des programmes suivants :
 - BOP 156 « gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local »
 - BOP 218 « conduite et pilotage des politiques économique et financière »
 - BOP 723 « opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État »
 - BOP 724 « opérations immobilières déconcentrées »
- procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les titres 2, 3 et 5 des programmes précités et, pour les cités administratives, sur le compte de commerce n° 907 « opérations commerciales des domaines ».

Cette délégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses, ainsi que sur l'émission et la signature des titres de recettes.

La présente délégation de signature concerne également la représentation du pouvoir adjudicateur pour les actes d'ordonnancement secondaire.

ARTICLE 2 : Demeurent réservés à la signature du préfet du Finistère :

- les ordres de réquisition du comptable public ;
- les décisions de passer outre aux refus de visas et aux avis défavorables de l'autorité chargée du contrôle financier en matière d'engagement des dépenses ;
- l'ordonnancement secondaire des dépenses de l'État du programme 833 « avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes ».


ARTICLE 3 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, M. Christophe HAUMONT peut subdéléguer sa signature aux agents de catégories A ou B de la direction départementale des finances publiques du Finistère, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0024 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. Christophe HAUMONT, administrateur des finances publiques, responsable du pôle ressources, de la direction départementale des finances publiques du Finistère est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des finances publiques et l'adjointe à la directrice départementale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N°

2020237-0013

DU 24 AOÛT 2020

**DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE EN MATIÈRE D'ORDONNANCEMENT
SECONDAIRE A Mme GWENAELLE BOUVET, ADMINISTRATRICE DES FINANCES
PUBLIQUES, ADJOINTE A LA DIRECTRICE DÉPARTEMENTALE DES FINANCES
PUBLIQUES DU FINISTÈRE**

LE PREFET DU FINISTERE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action de services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État ;
- VU** le décret n° 2006-1792 du 23 décembre 2006 relatif au transfert des compétences de la direction générale des impôts à la direction générale de la comptabilité publique en matière domaniale ;
- VU** le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
- VU** le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
- VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 portant nomination de Mme Gwenaëlle BOUVET, administratrice des finances publiques et l'affectant à la direction départementale des finances publiques du Finistère ;
- VU** la décision ministérielle du 29 mars 2012 portant nomination de Mme Gwenaëlle BOUVET, administratrice des finances publiques, adjointe auprès de la directrice départementale des finances publiques du Finistère ;
- SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Mme Gwenaëlle BOUVET, adjointe à la directrice départementale des finances publiques du Finistère, à effet de :

- signer, dans la limite de ses attributions et compétences, tout document, acte, décision, contrat, conclusion, mémoire et, d'une façon plus générale, tous les actes se traduisant par l'ordonnancement de dépenses ou de recettes se rapportant au fonctionnement ou à l'équipement de la direction départementale des finances publiques du Finistère ;
- recevoir les crédits des programmes suivants :
 - BOP 156 « gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local »
 - BOP 218 « conduite et pilotage des politiques économique et financière »
 - BOP 723 « opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État »
 - BOP 724 « opérations immobilières déconcentrées »
- procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les titres 2, 3 et 5 des programmes précités et, pour les cités administratives, sur le compte de commerce n° 907 « opérations commerciales des domaines ».

Cette délégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses, ainsi que sur l'émission et la signature des titres de recettes.

La présente délégation de signature concerne également la représentation du pouvoir adjudicateur pour les actes d'ordonnancement secondaire.

ARTICLE 2 : Demeurent réservés à la signature du préfet du Finistère :

- les ordres de réquisition du comptable public ;
- les décisions de passer outre aux refus de visas et aux avis défavorables de l'autorité chargée du contrôle financier en matière d'engagement des dépenses ;
- l'ordonnancement secondaire des dépenses de l'État du programme 833 « avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes ».


ARTICLE 3 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, Mme Gwenaëlle BOUVET peut subdéléguer sa signature aux agents de la direction départementale des finances publiques du Finistère, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0037 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à Mme Gwenaëlle BOUVET, administratrice des finances publiques, adjointe à la directrice départementale des finances publiques du Finistère est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des finances publiques et l'adjointe à la directrice départementale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0014 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE
A Mme CAROLINE LOMBARDI-PASQUIER, DIRECTRICE ACADÉMIQUE
DES SERVICES DE L'ÉDUCATION NATIONALE DU FINISTÈRE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** le code de l'éducation, notamment les articles L 442-9, R421-1 à R 421-78 et R 442-9 ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n° 85-924 du 30 août 1985 modifié, relatif aux établissements publics locaux d'enseignement ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 7 février 2014 portant nomination de Mme Caroline LOMBARDI-PASQUIER, directrice académique des services de l'éducation nationale du Finistère ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- SUR** La proposition du Secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Mme Caroline LOMBARDI-PASQUIER, directrice académique des services de l'éducation nationale du Finistère, à l'effet de signer tous actes, décisions, circulaires, rapports, correspondances et documents relevant de la compétence de la direction des services départementaux de l'éducation nationale du Finistère, à l'exception des :

- courriers aux parlementaires, au président du conseil régional et à la présidente du conseil départemental ;
- circulaires, ainsi que les courriers aux maires, présidents d'EPCI et présidents des chambres consulaires faisant part de la position de l'État sur les questions d'ordre général ;
- réponses aux courriers réservés du préfet, et les décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ou un sous-préfet d'arrondissement ;

- courriers adressés aux ministères, sauf ceux entrant dans le cadre du fonctionnement administratif courant.


ARTICLE 2 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, Mme Caroline LOMBARDI-PASQUIER peut subdéléguer sa signature aux agents de catégories A placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0036 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à Mme Caroline LOMBARDI-PASQUIER, directrice des services départementaux de l'éducation nationale du Finistère est abrogé.

ARTICLE 4: Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et la directrice académique des services de l'éducation nationale du Finistère, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0015 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE
A Mme CAROLINE LOMBARDI-PASQUIER, DIRECTRICE ACADÉMIQUE
DES SERVICES DE L'ÉDUCATION NATIONALE DU FINISTÈRE,
RESPONSABLE D'UNITÉ OPÉRATIONNELLE,
POUR L'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE DES RECETTES ET DES DÉPENSES
IMPUTÉES AUX TITRES 2,3 ET 6 DU BUDGET
DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée, notamment son article 4 ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret du 7 février 2014 portant nomination de Mme Caroline LOMBARDI-PASQUIER, directrice académique des services de l'éducation nationale du Finistère ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** les arrêtés ministériels et interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires délégués ;
- SUR** La proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : A compter du 24 août 2020, délégation de signature est donnée à Mme Caroline LOMBARDI-PASQUIER, directrice académique des services de l'éducation nationale du Finistère, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur les titres des BOP cités à l'article 3 au titre de ses fonctions de responsable d'unité opérationnelle.

Cette délégation porte sur l'engagement juridique, la liquidation et le mandatement des dépenses.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à Mme Caroline LOMBARDI-PASQUIER, directrice académique des services de l'éducation nationale du Finistère, pour signer en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, les marchés et accords-cadres de travaux, fournitures ou services, dans les limites de ses attributions, sur les mêmes BOP.

ARTICLE 3 : Ces délégations portent sur les crédits des BOP suivants :

Ministère	BOP	Intitulés	Titres
Education nationale	139	Enseignement privé du premier et second degré	2,3,6
	140	Enseignement scolaire public du premier degré	2,3,6
	141	Enseignement scolaire public du second degré	2,3,6
	214	Soutien de la politique de l'éducation nationale	2,3,6
	230	Vie de l'élève	2,3,6

ARTICLE 4 : Sont réservées à la signature du préfet du Finistère :

- les conventions passées avec le conseil départemental en application de l'article 59 du décret n° 2004 – 374 du 29 avril 2004 modifié ;
- la saisine du ministre compétent suite au refus de visa de l'autorité chargée du contrôle financier ;
- la réquisition du comptable public.

ARTICLE 5 : Tout projet de modification substantielle de la programmation initiale des crédits pour l'exercice budgétaire sera communiqué au préfet du Finistère.

De la même manière, le préfet du Finistère sera informé de toutes les décisions de requalification des crédits affectant ces mêmes opérations et projets.

ARTICLE 6 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, Mme Caroline LOMBARDI-PASQUIER, directrice académique des services de l'éducation nationale du Finistère, peut subdéléguer sa signature aux agents de catégorie A ou B placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

ARTICLE 7 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0039 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à Mme Caroline LOMBARDI-PASQUIER, directrice académique des services de l'éducation nationale du Finistère, responsable d'unité opérationnelle, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses imputées aux titres 2, 3 et 6 du budget du ministère de l'éducation nationale est abrogé.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional des finances publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine et la directrice académique des services de l'éducation nationale du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,
Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0016 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE
AU COLONEL HORS CLASSE SYLVAIN MONTGENIE,
DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DES SERVICES D'INCENDIE ET
DE SECOURS DU FINISTÈRE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1424-33 ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié, portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de la protection civile, de la sécurité et de l'accessibilité ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** le décret n°2016-2002 du 30 décembre 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois de conception et de direction des sapeurs-pompiers professionnels ;
- VU** l'arrêté conjoint n°1068/2017 du 4 juillet 2017 du ministre de l'Intérieur et de la présidente du conseil d'administration portant recrutement par voie de mutation de Monsieur Sylvain MONTGENIE affecté au sein de la direction du service départemental d'incendie et de secours du Finistère pour assurer les fonctions de directeur départemental à compter du 1^{er} septembre 2017 ;
- VU** l'arrêté conjoint n°1101/2017 du 4 juillet 2017 du ministre de l'Intérieur et de la présidente du conseil d'administration portant détachement, à compter du 1^{er} septembre 2017, de Monsieur Sylvain MONTGENIE, colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, sur l'emploi fonctionnel de directeur départemental du service d'incendie et de secours du Finistère pour une durée de cinq ans.
- SUR** La proposition du Secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée au colonel hors classe Sylvain MONTGENIE, directeur départemental des services d'incendie et de secours du Finistère, à l'effet de signer les actes et les correspondances entrant dans les attributions de son service, pour les matières relevant de la compétence du préfet du Finistère et notamment :

- les actes relatifs à la situation administrative des sapeurs-pompiers du Finistère ;
- les correspondances courantes au ministre de l'intérieur, dans la limite des instructions reçues.

Sont exclus de la présente délégation de signature, en ce qui concerne les compétences du préfet :

- les courriers aux parlementaires, au président du conseil régional et à la présidente du conseil départemental ;
- les courriers adressés aux ministères, sauf ceux entrant dans le cadre du fonctionnement administratif courant ;
- les réponses aux courriers réservés du préfet et les décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ou un sous-préfet d'arrondissement ;
- les circulaires, ainsi que les courriers aux maires, présidents d'EPCI et présidents des chambres consulaires faisant part de la position de l'Etat sur les questions d'ordre général ;
- les décisions individuelles relatives à la carrière, incluant les mesures disciplinaires, des officiers de sapeurs-pompiers et des chefs de centre ;
- les décisions ou arrêtés préfectoraux à portée générale.


ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement du colonel hors classe Sylvain MONTGENIE, délégation de signature est donnée, dans les mêmes conditions, au colonel Christophe AUVRAY, directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours du Finistère.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0030 du 18 août 2020 donnant délégation de signature au colonel Sylvain MONTGENIE, directeur départemental des services d'incendie et de secours du Finistère, est abrogé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le sous-préfet, directeur du cabinet du préfet du Finistère et le directeur départemental des services d'incendie et de secours du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0017 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. BRUNO CORRE
DIRECTEUR DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX DES ARCHIVES DU FINISTÈRE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** le code du patrimoine, ensemble les décrets d'application n° 79-1037, n° 79-1039 et n° 79-1040 du 3 décembre 1979 ;
- VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles R 1421-1 à R 1421-16 ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment l'article 34 ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté n° 0308529 en date du 8 septembre 2003 du ministre de la culture et de la communication portant nomination de M. Bruno CORRE, en qualité de directeur des services départementaux des archives du Finistère ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Bruno CORRE, directeur des services départementaux des archives du Finistère, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes correspondances, rapports, visas et décisions relatifs aux matières énumérées ci-dessous :

- gestion du service départemental d'archives :
 - o correspondances relatives à la gestion du personnel de l'État mis à disposition auprès du conseil départemental pour exercer leurs fonctions dans le service départemental d'archives ;
 - o engagement de dépenses pour les crédits d'État dont il assure la gestion.

- contrôle scientifique et technique des archives des collectivités territoriales :
 - o correspondances, rapports et avis relatifs à l'exercice du contrôle scientifique et technique de l'État sur les archives des collectivités territoriales, à l'exclusion des décisions et mises en demeure concernant le dépôt des archives des communes aux archives départementales en application des articles L 1421-7 à L 1421-9 du code général des collectivités territoriales ;
 - o avis sur les projets de construction, extension et réaménagement des bâtiments à usage d'archives des collectivités territoriales (à l'exclusion du département) et de leurs groupements ;
 - o visas préalables à l'élimination des documents d'archives des collectivités territoriales.
- contrôle des archives publiques et privées découlant du code du patrimoine et des décrets du 3 décembre 1979 relatifs aux archives :
 - o documents liés au contrôle de la conservation, du tri, du classement, de l'inventaire et de la communication des archives des services de l'État, des établissements et entreprises publics, des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public et des officiers publics ou ministériels ;
 - o visas préalables à l'élimination des documents d'archives des services de l'État ;
 - o documents liés à la protection du patrimoine archivistique privé.
- coordination de l'activité des services d'archives dans les limites du département : correspondances et rapports.

ARTICLE 2 : Les arrêtés, les correspondances adressées aux parlementaires et aux membres du conseil régional et du conseil départemental, ainsi que les circulaires adressées aux maires du département ou à l'ensemble des chefs de service de l'État sont réservés à la signature exclusive du préfet ou, en cas d'absence ou d'empêchement, du secrétaire général de la préfecture.

ARTICLE 3 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Bruno CORRE peut subdéléguer sa signature aux agents de catégories A ou B placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

ARTICLE 4 : L'arrêté n° 2020231-0027 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. Bruno CORRE, directeur des services départementaux des archives du Finistère est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et le directeur des services départementaux des archives du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au bénéficiaire, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère et dont copie est adressée à la présidente du conseil départemental du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0018 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. SYLVAIN LE BERRE,
CHARGÉ DES FONCTIONS DE DIRECTEUR DU SERVICE DÉPARTEMENTAL
DE L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET
VICTIMES DE GUERRE DU FINISTÈRE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté du 7 octobre 2013 du ministre de la Défense portant nomination de M. Sylvain LE BERRE afin d'exercer les fonctions de directeur du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre du Finistère ;
- SUR** La proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1: Délégation de signature est donnée à M. Sylvain LE BERRE, directeur du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre du Finistère, en ce qui concerne les attributions suivantes, à l'exception des circulaires adressées à l'ensemble des maires du département :

- les actes relatifs à la réalisation des prêts, des aides sociales et secours d'urgence consentis par la direction départementale de l'office national des anciens combattants du Finistère, à l'ensemble de ses ressortissants ; les cartes et attestations relatives aux institutions de l'office national et aux statuts dont l'application lui est confiée ;
- les titres de reconnaissance de la Nation ;
- la correspondance administrative concernant les affaires qui entrent dans la compétence de son service ;

- d'une façon générale, tous les actes et documents intervenant en exécution des lois et règlements dont l'office national et ses services départementaux sont chargés d'assurer l'application ;
- l'exercice du secrétariat du Conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation ainsi que des campagnes du « Bleuet de France ».


ARTICLE 2 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Sylvain LE BERRE peut subdéléguer sa signature aux agents de catégories A ou B placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0026 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. Sylvain LE BERRE, chargé des fonctions de directeur du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre du Finistère est abrogé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et le directeur du service départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre du Finistère, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0019 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. PHILIPPE CHARRETTON,
DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU FINISTÈRE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté du Premier ministre du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 portant nomination de M. Philippe CHARRETTON en qualité de directeur de la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère à compter du 1er septembre 2015 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2019074-0003 du 15 mars 2019 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe CHARRETON, directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, à l'effet de signer tous actes, décisions, circulaires, rapports, correspondances et documents relevant de la compétence de la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère, à l'exception de :

- 1°) les décisions ou arrêtés préfectoraux à portée générale ;
- 2°) les arrêtés intervenant dans le cadre des enquêtes publiques au titre des articles L 123-1 et suivants du code de l'environnement, et des enquêtes d'utilité publique ;
- 3°) les arrêtés préfectoraux instituant et composant les commissions départementales ;
- 4°) l'approbation des chartes et schémas départementaux ;
- 5°) les conventions, contrats ou chartes de caractère général avec une collectivité territoriale, hormis celles relatives à la mise en œuvre de la politique agricole commune ;
- 6°) les courriers aux parlementaires, au président du conseil régional et à la présidente du conseil départemental ;
- 7°) les circulaires, ainsi que les courriers aux maires, présidents d'EPCI et présidents des chambres consulaires faisant part de la position de l'État sur les questions d'ordre général ;
- 8°) les réponses aux courriers réservés du préfet, et les décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ou un sous-préfet d'arrondissement ;
- 9°) les courriers adressés aux ministères, sauf ceux entrant dans le cadre du fonctionnement administratif courant ;
- 10°) la signature de correspondance ayant le caractère d'une prise de position de principe de l'État ;
- 11°) la signature des actes juridiques de toute nature entraînant un engagement financier de l'État supérieur au seuil fixé par les arrêtés du 29 décembre 2005 relatifs au contrôle financier des programmes et des services des ministères ;
- 12°) la signature des mémoires en défense et des référés au tribunal administratif ;
- 13°) les décisions, arrêtés préfectoraux et courriers suivants :
 - a) agriculture et développement rural :
 - les arrêtés de demande de reconnaissance au titre des calamités agricoles ;
 - la présidence de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
 - les avis rendus par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
 - les arrêtés fixant le classement des communes ou parties de communes en zone défavorisée ;
 - les décisions de déchéances des droits à l'installation de jeunes agriculteurs selon les textes en vigueur ;
 - b) affaires maritimes :
 - les arrêtés relatifs au classement sanitaire des zones de production de coquillages ;
 - c) application du droit des sols :
 - la délivrance des permis de construire, d'aménager ou de démolir et des déclarations préalables pour les projets réalisés pour le compte de l'État, de ses établissements publics et concessionnaires, ainsi que pour le compte d'États étrangers ou d'organisations internationales ;
 - la délivrance des permis de construire, d'aménager ou de démolir et des déclarations préalables pour les ouvrages de production, de transport, de distribution et de stockage d'énergie ;
 - la délivrance des permis de construire, d'aménager ou de démolir et des déclarations préalables pour les installations nucléaires de base ;
 - la délivrance des permis de construire, d'aménager ou de démolir et des déclarations préalables pour les travaux soumis à l'autorisation du ministre de la défense ou du ministre chargé des sites ou en cas d'évocation du dossier par le ministre chargé de la protection de la nature ou le ministre chargé des monuments historiques et des espaces protégés ;
 - la délivrance des permis de construire, d'aménager ou de démolir et des déclarations préalables pour les constructions à usage de logement situées dans les secteurs arrêtés en application du deuxième alinéa de l'article L 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation ;

- la délivrance des permis de construire, d'aménager ou de démolir et des déclarations préalables en cas de désaccord entre le maire et le directeur départemental des territoires et de la mer ;
 - les décisions relatives à la délivrance et à la prorogation du certificat d'urbanisme, lorsqu'il y a désaccord entre le maire et le DDTM ;
 - les avis sur permis et déclarations préalables émis en application de l'article L 422-6 du code de l'urbanisme ;
- d) planification en urbanisme :
- la notification des « porter à connaissance » ;
 - la détermination des modalités d'association de l'État ;
 - les avis sur les documents d'urbanisme ;
 - les décisions d'opposition ou de refus d'approbation des cartes communales ;
 - les décisions d'opposition au caractère exécutoire d'un document d'urbanisme ;
- e) environnement :
- les mesures de mise en demeure et de consignation en application des dispositions du code de l'environnement ;
 - les avis sur l'évaluation environnementale (L122-4 et L 122-12 du Code de l'environnement) ;
 - les décisions relatives à la protection des espèces (R411-1 à R411-6 du Code de l'environnement), la capture (R411-6), la protection des biotopes (R411-15 à R411-17), la délivrance des autorisations prévues à l'article L412-1 et les autorisations spéciales prévues à l'article R411-21,
 - les arrêtés portant création des comités de pilotage Natura 2000 (R414-8) et approbation des documents d'objectifs Natura 2000 (R414-3 et R414-4), les contrats et chartes Natura 2000 (R414-12 et R414-18) ;
- f) transports terrestres (sécurité des transports publics guidés) :
- les émissions et notifications de l'avis de l'État sur un dossier de sécurité (DS) ;
 - les décisions et notifications de décision relatives au dossier de sécurité (DS) et à l'autorisation de mise en exploitation commerciale liés à une modification substantielle d'un système existant de transport public guidé urbain ;
 - les émissions et notifications de l'avis de l'État sur un dossier préliminaire de sécurité (DPS) ;
- g) bases aériennes :
- les actes et conventions relatives à la mise en application des servitudes aéroportuaires ;
- h) politique du logement et de la ville :
- l'avis de l'État et la demande éventuelle d'une seconde délibération relatifs à l'augmentation annuelle des loyers des offices et SA HLM ;
 - les dérogations locales et temporaires aux règles de plafonds de ressources HLM (art. R 441-15 et suivants du code de la construction et de l'habitation) ;
 - les décisions d'exercer le droit de préemption urbain en application du deuxième alinéa de l'article L 210-1 du code de l'urbanisme pour les communes faisant l'objet d'un arrêté de carence pris sur le fondement de l'article L302-9-1 du code de la construction et de l'habitat ;
 - les décisions relatives à l'octroi de dérogations aux règles d'accessibilité aux personnes handicapées ;
- i) aides financières de l'État :
- les décisions d'attribution de subventions ou dotations, hormis les aides au secteur agricole inférieures à 5 000 € et les aides appelant un cofinancement par des crédits FEADER dans le cadre du PDRB.
- 14°) tout acte de procédure privatif d'une liberté individuelle ;
- 15°) les circulaires aux maires ;
- 16°) les correspondances au préfet de région.


ARTICLE 2 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Philippe CHARRETTON peut subdéléguer sa signature aux agents de catégories A ou B placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0029 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. Philippe CHARRETTON, directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère est abrogé.

ARTICLE 4: Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0020 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À M. FRÉDÉRIC LECHÉLON,
DIRECTEUR INTERDÉPARTEMENTAL DES ROUTES OUEST,
POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER NATIONAL

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** le code de la route ;
- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code de la voirie routière ;
- VU** le code des postes et télécommunications ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** le décret n° 2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national ;
- VU** le décret n° 2006-304 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 mai 2006 portant constitution des directions interdépartementales des routes ;
- VU** l'arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, du 17 juin 2009 portant nomination de M. Frédéric LECHÉLON, ingénieur des ponts et chaussées, en qualité de directeur interdépartemental des routes Ouest ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1980, modifié, réglementant l'occupation du domaine public routier national ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2019 portant réorganisation de la direction interdépartementale des routes ouest à compter du 1^{er} décembre 2019 ;
- SUR** La proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Frédéric LECHELON, directeur interdépartemental des routes Ouest, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences les décisions suivantes :

A. Gestion du domaine public routier national :

1. déclassement d'une route ou d'une section de route nationale (article R 123-2-I du code de la voirie routière) ;
2. délivrance de l'agrément prévu pour la création de voies accédant aux routes nationales (articles R 123-5 et L 123-8 du code de la voirie routière) ;
3. délivrance des autorisations de voirie (permission de voirie et permis de stationnement ou de dépôt-arrêté préfectoral du 15 janvier 1980 modifié réglementant l'occupation du domaine public routier national) ;
4. installation des distributeurs de carburant ou des pistes (arrêté préfectoral du 15 janvier 1980, modifié, réglementant l'occupation du domaine public routier national) ;
5. retrait ou refus d'autorisation de voirie (permission de voirie et permis de stationnement) ;
6. convention d'occupation du domaine public routier national (arrêté préfectoral du 15 janvier 1980 modifié, réglementant l'occupation du domaine public routier national) ;
7. accord d'occupation du domaine public routier national (arrêté préfectoral du 15 janvier 1980 modifié, réglementant l'occupation du domaine public routier national) ;
8. autorisation d'entreprendre les travaux lors d'une occupation du domaine public routier national (arrêté préfectoral du 15 janvier 1980 modifié, réglementant l'occupation du domaine public routier national) ;
9. délivrance des permissions de voirie d'occupation du domaine public routier national par les exploitants de réseau ouvert au public (opérateurs de télécommunications-articles R 20-45 à R 20-53 du code des postes et télécommunications) ;
10. convention de partage de l'occupation du domaine public routier national par les exploitants de réseau ouvert au public (opérateurs de télécommunications-article R 20-54 du code des postes et télécommunications) ;
11. convention technique dans le cadre des travaux réalisés par les collectivités territoriales, ayant la compétence voirie, sur le domaine public routier de l'Etat (article L 1615-2 du code général des collectivités territoriales) ;
12. délivrance des alignements le long du domaine public routier national (article L 112-3 du code de la voirie routière) ;
13. remise au service du domaine pour aliénation des parcelles du domaine privé attenant au domaine public routier de l'Etat (article 19 du décret n° 2004-374 du 20 avril 2004) ;
14. approbation des plans d'alignement des routes nationales (article L 123-6 alinéa 1 du code de la voirie routière).

B. Exploitation du réseau routier national :

1. réglementation de la police de la circulation (articles R 411-4, R 411-7-I 1 a et e, R 411-7-I- 2, R 411-8 et R 411-9 du code de la route) ;
2. réglementation du passage sur les ponts (article R 422-4 du code de la route) ;
3. établissement des barrières de dégel (article R 411-20 du code de la route) ;
4. réglementation des interdictions et restrictions de circulation (articles R 411-18 et R 411-21-1 du code de la route) ;
5. réglementation du stationnement (article R 417-12 du code de la route) ;
6. réglementation de la publicité, des enseignes et des pré-enseignes (articles R 418-5 II 2° ; R 418-7 2° alinéa du code de la route) ;
7. réglementation des motocyclettes, tricycles et quadri-cycles à moteurs, cyclomoteurs et cycles (article R 431-9 du code de la route).


ARTICLE 2 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Frédéric LECHELON peut subdéléguer sa signature aux agents de catégories A ou B placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0006 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. Frédéric LECHELON, directeur interdépartemental des routes Ouest, pour la gestion et l'exploitation du domaine public routier national est abrogé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et le directeur interdépartemental des routes Ouest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié au bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0021 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À M. STÉPHANE MULLIEZ,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ DE BRETAGNE

LE PREFET DU FINISTERE
Officier de la Légion d'honneur

- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code de la sécurité sociale ;
- VU le code de l'action sociale et des familles ;
- VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L1435-1, L1435-2, L1435-7 et R.1435-1 à 1435-5 ;
- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements, des régions ;
- VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital, et relative aux patients, à la santé et au territoire, et notamment son titre IV ;
- VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital, et relative aux patients, à la santé et au territoire ;
- VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles conférant au préfet une compétence de droit commun pour prendre les décisions précitées ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets ;
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU le décret n° 2010-338 du 31 mars 2010 relatif aux relations entre les représentants de l'Etat dans le département, dans la zone de défense et dans la région et l'agence régionale de santé pour l'application des articles L1435-1, L1435-2 et L1435-7 du code de la santé publique ;
- VU Le décret du 30 octobre 2019, publié au Journal Officiel du 31 octobre 2019 nommant M. Stéphane MULLIEZ en qualité de directeur général de l'agence régional de santé Bretagne;
- VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;

- VU** le protocole départemental du 30 septembre 2010 relatif aux modalités de coopération entre le préfet du Finistère et le directeur général de l'agence régionale de santé de Bretagne ;
- VU** la décision portant organisation de l'ARS Bretagne en vigueur à la date de prise d'effet du présent acte ;
- SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Stéphane MULLIEZ, directeur général de l'agence régionale de santé de Bretagne, à l'effet de signer, en ce qui concerne le Finistère, tous arrêtés, actes, décisions, circulaires, rapports, correspondances et documents relatifs aux domaines de la veille, de la sécurité et de la police sanitaires, de la salubrité et de l'hygiène publique ainsi que la gestion statutaire des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques des établissements et services de santé relevant d'une compétence préfectorale, et le fonctionnement des laboratoires de biologie médicale à l'exception des arrêtés préfectoraux et actes suivants :

1 - En toutes matières, les correspondances, documents et actes suivants, hormis les échanges de données factuelles, informatives ou statistiques :

- les correspondances adressées aux ministres et à leurs cabinets ;
- les correspondances échangées avec les parlementaires, la présidente du conseil départemental, les conseillers généraux, les conseillers régionaux, les maires et présidents d'EPCI ;
- les courriers adressés aux ministères ou agences nationales ;
- les actes de vente, de location ou d'aliénation sur le domaine public ;
- tout acte ou lettre adressé aux présidents des chambres consulaires ;
- toute convention ou contrat ou charte engageant l'Etat avec une collectivité locale ;
- les courriers et mémoires adressés aux parquets et aux juridictions administratives, pénales, civiles ou financières, à l'exclusion, en matière d'hospitalisation sans consentement, des courriers adressés au procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel est situé l'établissement d'hospitalisation et le domicile des personnes hospitalisées sur demande d'un tiers (article L 3212-5 du code de la santé publique), ou faisant l'objet d'une hospitalisation d'office, d'un renouvellement ou d'une sortie (article L 3213-9 du code de la santé publique) ;
- les décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ou un sous-préfet ;

2 - les actes énumérés ci-après :

Soins psychiatriques sans consentement :

- arrêté portant admission en soins psychiatriques sur décision du représentant de l'Etat, selon l'article L3213-1 du code de la santé publique ;
- arrêté portant admission en soins psychiatriques faisant suite aux mesures provisoires ordonnées par un maire selon l'article L3213-2 du code de la santé publique ;
- arrêté décidant la forme de prise en charge en maintenant en hospitalisation complète une personne faisant l'objet de soins psychiatriques selon les articles L3211-2-1 et L3211-2-2 du code de la santé publique ;
- arrêté décidant la forme de prise en charge, sous une autre forme qu'une hospitalisation complète, d'une personne faisant l'objet de soins psychiatriques selon les articles L3211-2-1 et L3211-2-2 du code de la santé publique ;
- arrêté modifiant la forme de prise en charge d'une personne faisant déjà l'objet de soins psychiatriques sous une autre forme qu'une hospitalisation complète selon l'article L3213-3 du code de la santé publique ;
- arrêté portant réadmission en hospitalisation complète d'une personne faisant l'objet de soins psychiatriques selon l'article L3211-11 du code de la santé publique ;
- arrêté portant maintien d'une mesure de soins psychiatriques pour une période de trois mois selon l'article L3213-4 du code de la santé publique ;

- arrêté portant maintien d'une mesure de soins psychiatriques pour une période de six mois selon l'article L3213-4 du code de la santé publique ;
- arrêté mettant fin à une mesure provisoire d'hospitalisation psychiatrique prise par un maire selon l'article L3213-2 du code de la santé publique ;
- arrêté mettant fin à une mesure de soins psychiatriques selon l'article L3213-5 du code de la santé publique ;
- arrêté portant admission en soins psychiatriques sur décision du représentant de l'Etat faisant suite à une mesure de soins psychiatriques à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent selon l'article L3213-6 du code de la santé publique ;
- arrêté portant admission en soins psychiatriques faisant suite à une décision d'irresponsabilité pénale ou à un classement sans suite selon les articles L3213-7 du code de la santé publique et 122-1 du code pénal ;
- lettre de désignation de l'établissement selon l'article 706-135 du code de procédure pénale ;
- arrêté modificatif pris suite à une décision d'irresponsabilité pénale et portant maintien d'une mesure de soins psychiatriques selon les articles L3213-7 du code de la santé publique et 122-1 du code pénal ;
- arrêté modificatif pris suite à une décision d'irresponsabilité pénale concernant une personne détenue et portant maintien de la mesure de soins selon les articles L3213-7 du code de la santé publique et 122-1 du code pénal ;
- arrêté portant admission en soins psychiatriques d'une personne détenue dans un établissement de santé selon les articles L3213-1 du code de la santé publique et D. 398 du code de procédure pénale ;
- arrêté portant maintien d'une mesure de soins psychiatriques concernant une personne détenue (trois mois) selon les articles L3213-1 du code de la santé publique et D. 398 du code de procédure pénale ;
- arrêté modificatif pris pour l'application de l'article D. 398 du code de procédure pénale et portant maintien d'une mesure de soins psychiatriques (six mois) ;
- arrêté modificatif pris suite à une levée d'écrou et portant maintien d'une mesure de soins psychiatriques selon les articles L3211-12-1 et L3213-1 du code de la santé publique et l'article D 398 du code de procédure pénale ;
- arrêté portant transfert intra-départemental d'une personne faisant l'objet de soins psychiatriques selon l'article L3213-1 du code de la santé publique ;
- arrêté portant transfert d'une personne faisant l'objet de soins psychiatriques dans un autre département selon l'article L3213-1 du code de la santé publique ;
- arrêté portant admission par transfert d'une personne faisant l'objet de soins psychiatriques selon l'article L3213-1 du code de la santé publique ;
- arrêté portant transfert en unité pour malades difficiles (UMD) d'une personne faisant l'objet de soins psychiatriques selon le décret n° 2011-847 du 18 juillet 2011 relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge ;
- arrêté portant admission en unité pour malades difficiles (UMD) par transfert d'une personne faisant l'objet de soins psychiatriques selon le décret n° 2011-847 du 18 juillet 2011 relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge ;
- arrêté portant sortie d'unité pour malades difficiles d'une personne en vue de sa réintégration en soins psychiatriques dans son département d'origine selon le décret n° 2011-847 du 18 juillet 2011 relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge ;
- arrêté portant réintégration d'une personne en soins psychiatriques dans le département d'origine faisant suite à une sortie d'unité pour malades difficiles selon le décret n° 2011-847 du 18 juillet 2011 relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge ;
- arrêté portant rapatriement d'une personne faisant l'objet de soins psychiatriques ;
- arrêté décidant la forme de prise en charge d'une personne en soins psychiatriques à la suite de la mainlevée de l'hospitalisation complète ordonnée par le juge des libertés et de la détention (articles L3211-12 et L3211-12-1 du code de la santé publique) ;
- arrêté portant admission en soins psychiatriques d'une personne détenue et transfert en UHSA (articles L3214-3 et R3214-1 du code de la santé publique) ;

- arrêté portant transfert en UHSA d'une personne détenue faisant l'objet de soins psychiatriques en établissements de santé (articles L3214-3 et R3214-1 du code de la santé publique) ;
- désignation d'un psychiatre, de deux représentants d'associations de familles de malades mentaux et de personnes malades, d'un médecin généraliste dans les commissions départementales des soins psychiatriques, selon l'article L3223-2 du code de la santé publique ;
- fixation de la liste des membres de la commission des soins psychiatriques, conformément à l'article L3223-2 du code de la santé publique ;
- fin des fonctions et remplacement des membres de la commission des soins psychiatriques conformément à l'article L3223-2 du code de la santé publique ;
- fixation du siège de la commission des soins psychiatriques conformément à l'article R3223-7 du code de la santé publique ;
- requêtes et mémoires devant les juridictions.

Santé environnementale :

- a. Règles générales d'hygiène et mesures d'urgence :
 - arrêté relatif aux mesures d'urgence, notamment en cas de danger ponctuel imminent pour la santé publique (article L1311-4 du code de la santé publique) ;
 - arrêtés (article L1311-2 du code de la santé publique) complétant les décrets mentionnés au L1311-1 du code de la santé publique ayant pour objet d'édicter des dispositions particulières en vue d'assurer la protection de la santé publique dans le département ;
 - arrêté relatif aux mesures et travaux visant à améliorer l'état sanitaire de la commune conformément aux dispositions de l'article L1331-17 du code de la santé publique ;
 - arrêtés de dérogation au règlement sanitaire départemental.
- b. Eaux destinées à la consommation humaine :
 - arrêté portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destiné à l'alimentation des collectivités humaines déterminant les périmètres de protection, (article L1321-2 du code de la santé publique et L215-13 du code de l'environnement) ;
 - arrêté portant déclaration d'utilité publique la détermination des périmètres de protection rapprochée autour du point de prélèvement propriété de personnes privées et ne relevant pas d'une délégation de service public, (article L1321-2-1 du code de la santé publique) ;
 - arrêté autorisant la production, la distribution et le conditionnement de l'eau destinée à la consommation humaine, en application de l'article L1321-7-I du code de la santé publique et des articles R1321-6 à R1321-8 et R1321-10 du code de la santé publique, l'autorisation temporaire titre exceptionnel (article R1321-9 du code de la santé publique), ou la modification (articles R1321-11 et R1321-12 du code de la santé publique), la fixation des paramètres des eaux superficielles (articles R1321-38 à R1321-39 du code de la santé publique), des installations de conditionnement d'eau (autre que minérale naturelle) et de glace alimentaire ;
 - arrêté définissant les conditions de prise en compte de la surveillance exercée par la personne responsable de la production et de la distribution (article R1321-24 du code de la santé publique) ;
 - arrêté portant dérogation aux limites de qualité des eaux distribuées (articles R1321-31 à R1321-36 du code de la santé publique) ;
 - arrêté portant dérogation aux limites de qualité de eaux douces superficielles destinées à la production d'eau potable (articles R1321-40 à R1321-42 du code de la santé publique) ;
 - réception des déclarations relatives à l'extension ou à la modification des installations collectives de distribution, à la distribution par les réseaux particuliers (article L1321-7 du code de la santé publique) ;
 - arrêté de mise en demeure de la personne responsable de la production ou de la distribution de l'eau au public en cas de non respect de la réglementation, pour demander la régularisation de la situation administrative, pour consigner des sommes, pour procéder à des travaux d'office, pour suspendre la production ou la distribution (articles L1324-1 A et B du code de la santé publique) ;
 - mesures en cas de risque pour la santé : restriction d'usage, interruption de distribution (article R1321-29 du code de la santé publique) au responsable de la production ou de la distribution ;

- mise en demeure de la personne responsable de la production ou de la distribution de l'eau au public, en cas de non respect de la réglementation, pour demander la régularisation de la situation administrative, pour consigner des sommes, pour procéder à des travaux d'office, pour suspendre la production ou la distribution (articles L1324-1 A et B du code de la santé publique).
- c. Eaux minérales naturelles :
- arrêtés portant sur l'autorisant d'une source d'eau minérale naturelle, son exploitation, le conditionnement de l'eau, son utilisation à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal, sa distribution en buvette publique, la révision de l'autorisation d'exploitation (articles L1322-1, R1322-1 à R1322-15 du code de la santé publique) ;
 - arrêté portant déclaration d'intérêt public d'une ressource et détermination de son périmètre de protection (articles L1322-3 et R1322-17 à 22 du code de la santé publique) ;
 - arrêté relatif à l'autorisation de réalisation de sondages et de travaux souterrains dans le périmètre de protection d'une source déclarée d'intérêt public ou à des travaux ou activités pouvant altérer ou diminuer le débit de la source (articles L1322-4 et L1322-5, R1322-23 à R1322-26 du code de la santé publique) ;
 - arrêté relatif à la suspension des travaux ou activités en dehors du périmètre et jugés de nature à altérer ou diminuer une source minérale (article L1322-6 et R1322-27 du code de la santé publique) ;
 - arrêté relatif à l'occupation d'un terrain compris dans le périmètre de protection d'une source d'eau minérale pour l'exécution des travaux visés à l'article L1322-4, articles L1322-8 et L1322-10 du code de la santé publique ;
 - arrêté relatif à l'importation d'eau minérale naturelle (R1322-44-18 et 21 du code de la santé publique) ;
 - arrêté de mise en demeure de la personne responsable de la production ou de la distribution de l'eau au public ou d'un établissement thermal, en cas de non respect de la réglementation, pour demander la régularisation de la situation administrative, pour consigner des sommes, pour procéder à des travaux d'office, pour suspendre la production ou la distribution (articles L1324-1 A et B du code de la santé publique).
- d. Eaux conditionnées :
- arrêté portant autorisation d'importation d'eaux conditionnées autres que les eaux minérales (R1321-96 du code de la santé publique).
- e. Eaux de loisirs :
- arrêtés relatifs à l'interdiction temporaire ou définitive d'une piscine, d'une zone de baignade en cas d'atteinte à la santé ou à la sécurité des personnes, ou en cas de non-conformité aux normes prévues, de mise en demeure de respecter les normes (sans préjudice des pouvoirs de police du maire : articles L1332-4 et D1332-13 du code de la santé publique ou article L2215-1 du code général des collectivités territoriales) ;
 - arrêté fixant selon le type d'installation, la nature et la fréquence des analyses de la surveillance de la qualité des eaux de piscines (article D1332-12 du code de la santé publique) ;
 - arrêté de mise en demeure du maire de satisfaire à ses obligations de recensement des baignades (article D1332-16 du code de la santé publique).
- f. Pêche à pied de loisirs :
- arrêté d'interdiction, en cas de carence du maire ou si le risque sanitaire s'applique aux territoires de plusieurs communes, conformément à l'article L1215-1 du code général des collectivités territoriales.
- g. Salubrité des immeubles et risques sanitaires associés dans les bâtiments accueillant du public :
- arrêté, en cas d'urgence, notamment de danger imminent pour la santé publique, ordonnant l'exécution immédiate des mesures prescrites par les règles d'hygiène, notamment en matière d'habitat (article L1311-4 du code de la santé publique) ;
 - arrêté mettant en demeure la personne qui a mis à disposition aux fins d'habitation des locaux impropres à l'habitation (caves, sous-sols, combles...), de faire cesser la situation dans un délai fixé (article L1331-22 du code de la santé publique) ;

- arrêté mettant en demeure la personne, qui a mis à disposition aux fins d'habitation des locaux dans des conditions qui conduisent manifestement à leur sur-occupation, de faire cesser la situation dans un délai fixé (article L1331-23 du code de la santé publique) ;
 - arrêté enjoignant à la personne qui met à disposition ou qui a l'usage de locaux de rendre leur utilisation conforme afin de faire cesser un danger pour la santé ou la sécurité des occupants (article L1331-24 du code de la santé publique) ;
 - arrêté déclarant à l'intérieur d'un périmètre l'insalubrité des locaux et installations utilisés aux fins d'habitation, mais impropres à cet objet pour des raisons d'hygiène, de salubrité ou de sécurité (article L1331-25 du code de la santé publique) ;
 - arrêtés relatifs à la mise en œuvre des procédures d'insalubrité, d'un immeuble (ou groupe d'immeubles, îlot ou groupes d'îlots) bâti ou non, vacant ou non, constituant par lui même ou par les conditions d'occupation ou d'exploitation un danger pour la santé des occupants ou des voisins et constat des mesures prises (articles L1331-26 à L1331-28-3 du code de la santé publique et articles L521-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation).
- h. Amiante :
- arrêté permettant de faire réaliser les repérages, diagnostic ou expertises et de fixer un délai pour les mesures conservatoires nécessaires pour faire cesser l'exposition (article L1334-16 du code de la santé publique) ;
 - prescription au propriétaire ou à l'exploitant d'un immeuble bâti de mettre en œuvre des mesures en cas d'inobservation des obligations réglementaires ou de réaliser une expertise ou un diagnostic (articles L1334-15 et 16 du code de la santé publique).
- i. Plomb et saturnisme infantile :
- demande d'intervention du service communal d'hygiène et de santé quand un risque d'exposition est porté à connaissance : prescription au service communal d'hygiène et de santé de faire réaliser un diagnostic, gestion des constats des risques d'exposition (article L1334-1 à L1334-4 du code de la santé publique) ;
 - notification au propriétaire ou à l'exploitant l'intention de faire réaliser les travaux de suppression du risque lié à des revêtements dégradés contenant du plomb (articles L1334-2, R1334-5 et R1334-6 du code de la santé publique) ;
 - contrôle des locaux et des travaux prescrits (articles L1334-3 et R1334-8 du code de la santé publique) ;
 - saisine du tribunal de grande instance en cas de refus opposé par le propriétaire ou le locataire (article L1334-4 du code de la santé publique) ;
 - prescription des mesures conservatoires s'il existe un risque d'exposition au plomb pour les occupants ou pour la population environnante (article L1334-11 du code de la santé publique).
- j. Nuisances sonores :
- arrêtés relatifs à la fermeture d'établissement diffusant de la musique amplifiée et produisant des nuisances sonores (article R1334-37 du code de la santé publique et R571-25 à 30 du code de l'environnement).
- k. Déchets d'activités de soins :
- arrêté préfectoral de dérogation au Règlement Sanitaire Départemental pour l'installation d'un appareil de désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux.
- l. Démoustication :
- arrêté portant délimitation des zones de lutte contre les moustiques.
- m. Légionelloses :
- arrêté portant interdiction d'utilisation ou de fonctionnement des systèmes d'aéro-réfrigération susceptibles de générer des aérosols (hors installations classées) (article L1335-2-1 du code de la santé publique).

- n. Rayonnements non ionisants :
 - arrêté prescrivant la réalisation de mesures de champs électromagnétiques (article L1333-21 du code de la santé publique).
- o. Réutilisation des eaux usées traitées :
 - arrêté autorisant l'utilisation d'eaux usées traitées à des fins d'irrigation (article 8 de l'arrêté du 2 août 2010 relatif à l'utilisation d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts).

Santé publique :

- a. Vaccinations :
 - obligation de vaccination antivariolique en cas de guerre, de calamité publique, d'épidémie ou de menace d'épidémie (article L3111-8 du code de la santé publique)
 - ajournement des vaccinations en cas d'épidémie (article R3111-11 du code de la santé publique) ;
 - mise en œuvre de mesures sanitaires lorsqu'un cas de variole est confirmé (article D3111-20 du code de la santé publique).
- b. Plan blanc élargi :
 - arrêté fixant le plan blanc élargi (article R3131-7 du code de la santé publique).
- c. Afflux de patients ou de victimes où la situation sanitaire le justifie :
 - réquisitions nécessaires de tous lieux et services et notamment de requérir le service de tout professionnel de santé quelque soit son mode d'exercice et de tout établissement de santé ou établissement médico-social dans le cadre du plan blanc élargi (article L3131-8 du code de la santé publique).
- d. Règles d'emploi de la réserve :
 - affectation des réservistes par le représentant de l'Etat (article L3134-2 du code de la santé publique).
- e. Interruption volontaire de grossesse :
 - consultations psycho-sociales avant interruption volontaire de grossesse (articles R2212-1 à 3 du code de la santé publique) ; arrêté d'agrément des structures.
- f. Préparations psychotropes :
 - arrêté d'autorisation de substances et préparations psychotropes pour les organismes publics de recherche ou d'enseignement après avis du pharmacien inspecteur régional de santé publique, (articles R5132-88 et article R5132-89 du code de la santé publique).
- g. Constitution de la société d'exercice libéral de directeur et directeur adjoint de laboratoires :
 - arrêté d'agrément après consultation du conseil départemental de l'ordre des médecins, du conseil régional pour le vétérinaire et le conseil central de la section G pour les pharmaciens (articles R6212-76 à R6212-80 du code de la santé publique).
- h. Formation et missions de la personne spécialisée en radio-physique médicale et reconnaissance des qualifications professionnelles des ressortissants étrangers pour l'exercice de ces missions en France ;
 - autorisation à exercer les fonctions de personne spécialisée en radio-physique respectivement pour les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'espace économique européen et pour les ressortissants communautaires (arrêté du 06 décembre 2011).
- i. approvisionnement de médicaments en cas d'urgence sanitaire ou de situation exceptionnelle :
 - demande de livraison par un grossiste répartiteur de médicaments lors de situations présentant un caractère d'urgence sanitaire (article R5124-59, 2°, a) du CSP) ;
 - demande au directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des

produits de santé d'imposer à un établissement de livrer une officine de pharmacie ou une pharmacie à usage intérieur d'un établissement de santé située hors de son territoire de répartition à titre exceptionnel et en l'absence d'autre source d'approvisionnement (article R5124-59, 2°, dernier alinéa du CSP).

Inspection et contrôle :

- arrêté portant fermeture d'établissement ou service social ou médico-social au titre de l'article L313-16 alinéa 3 du code de l'action sociale et des familles en cas de désaccord entre les autorités ayant délivré l'autorisation.

Personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers :

- arrêté portant désignation des membres du comité médical chargé d'examiner la situation d'un praticien hospitalier (temps plein ou temps partiel) ou d'un interne ;
- décision relative à la situation d'un praticien hospitalier (temps plein ou temps partiel).

Laboratoire de biologie médicale :

- arrêté portant agrément ou modification d'agrément de société d'exercice libéral de biologistes médicaux.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane MULLIEZ délégation est donnée, dans les mêmes conditions, à :

- M. Malik LAHOUCINE, directeur général adjoint et directeur de l'Hospitalisation, de l'Autonomie et de la Performance,
- M. Hervé GOBY, directeur de la stratégie régionale en santé,
- Mme Nathalie LE FORMAL, directrice de la santé publique,
- M. Jean-Paul MONGEAT, directeur de la délégation départementale du Finistère,
- Mme Gwenola PRIME-COTTO, responsable du département animation territoriale de la délégation départementale du Finistère,
- M. Julien CHARBONNEL, responsable du département santé environnement de la délégation du département du Finistère.

ARTICLE 3 : Sans préjudice des dispositions précédentes, délégation de signature est donnée à Mme Laurence LOCCA, directrice de la délégation départementale des Côtes d'Armor, à effet de signer l'ensemble des documents relatifs à la gestion statutaire des personnels médicaux, pharmaceutiques, et odontologiques des établissements et services de santé relevant d'une compétence préfectorale à l'exception des :

- arrêtés portant désignation des membres du comité médical chargé d'examiner la situation d'un praticien hospitalier (temps plein ou temps partiel) ou d'un interne ;
- décisions relatives à la situation d'un praticien hospitalier (temps plein ou temps partiel).

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Laurence LOCCA, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions et sous réserve des mêmes exceptions à :


- Mme Marie GESTIN, responsable du département animation territoriale,
- Mme Carole CHERUEL, responsable du département santé environnement.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0009 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. Stéphane MULLIEZ, directeur général de l'agence régionale de santé de Bretagne est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et le directeur général de l'ARS de Bretagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié aux bénéficiaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0022 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À M. HERVÉ DUPLENNE,
DIRECTEUR INTERRÉGIONAL DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE
GRAND OUEST,

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** Le code civil et notamment les articles 375 à 375-8 ;
- VU** le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L 312-1 et suivants ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;
- VU** le décret n° 88-949 du 6 octobre 1988 modifié, relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010, relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse ;
- VU** Le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté de la garde des sceaux, ministre de la justice du 1^{er} juillet 2015 portant nomination de M. Hervé DUPLENNE en qualité de directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Ouest ;
- VU** l'arrêté du ministre de la justice et des libertés en date du 17 mars 2010 fixant le ressort territorial de la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse du Grand Ouest ;
- SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Hervé DUPLÉNNE, directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Ouest, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et de ses compétences pour les attributions suivantes :

- correspondances relatives à l'instruction des dossiers pour les établissements et services relevant conjointement du représentant de l'État dans le département et du président du conseil général (articles 375 à 375-8 du code civil) ;
- instruction des dossiers portant création, transformation et extension d'établissements et services ;
- procédure préparatoire à l'établissement des budgets et à la fixation des tarifs des établissements et des services habilités ;
- élaboration des arrêtés habilitant les établissements et services auxquels l'autorité judiciaire confie des mineurs.

ARTICLE 2 : Sont exclus de la présente délégation :

- les décisions de création, de tarification et d'habilitation des établissements visés en article 1^{er},
- les mémoires introductifs d'instance et mémoires en réponse.


ARTICLE 3 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Hervé DUPLÉNNE peut subdéléguer sa signature aux agents de catégories A ou B placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0008 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. Hervé DUPLÉNNE, directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Ouest, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Ouest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0023 DU 24 AOUT 2020

DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MONSIEUR MICHEL STOUMBOFF,
DIRECTEUR RÉGIONAL DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT DE
BRETAGNE, PRIS POUR L'APPLICATION DES CONVENTIONS ANNUELLES
D'EXÉCUTION TECHNIQUE ET FINANCIÈRE ÉTABLIES EN APPLICATION DE LA
CONVENTION MENTIONNÉE À L'ARTICLE R.201-41 DU CODE RURAL
ET DE LA PÊCHE MARITIME

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** le code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L.201-13, R. 201-39 à R. 201-43, et D.201-44 ;
- VU** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles et le décret n° 97-1202 du 19 décembre 1997 modifié pris pour son application ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment le 11° de son article 43 ;
- VU** le décret n° 2010-429 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, notamment le 2° et le 6° de son article 2 ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ, préfet du Finistère ;
- VU** le décret n° 2012-842 du 30 juin 2012 relatif à la reconnaissance des organismes à vocation sanitaire, des organisations vétérinaires à vocation technique, des associations sanitaires régionales ainsi qu'aux conditions de délégations de missions liées aux contrôles sanitaires, notamment son article 17 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 août 2018 portant nomination de M. Michel STOUMBOFF, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Bretagne ;

Considérant que les organismes à vocation sanitaire sont susceptibles de se voir confier, en plus de leurs propres missions, des actions sanitaires concourant à la mise en application des politiques publiques décidées par l'État ;

SUR La proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Michel STOUMBOFF, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Bretagne, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et pour la part de son activité qui s'exerce dans les limites du département du Finistère, tous actes, décisions, instructions et documents relatifs :

- aux délégations des missions aux organismes à vocation sanitaire et à vocation technique vétérinaire, en application de la convention mentionnée à l'article R201-41 du code rural et de la pêche maritime, pour les tâches visées audit article.

ARTICLE 2 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0005 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Michel STOUMBOFF, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Bretagne, pris pour l'application des conventions annuelles d'exécution technique et financière établies en application de la convention mentionnée à l'article R.201-41 du code rural et de la pêche maritime est abrogé.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Bretagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0024 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MME ISABELLE CHARDONNIER
DIRECTRICE RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE BRETAGNE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** le code de l'environnement ;
- VU** le code du patrimoine ;
- VU** le code de l'urbanisme ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** le décret n° 97-34 du 15 Janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** Le décret n°2010-633 du 8 juin 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des affaires culturelles ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ, préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté du ministre de la culture du 19 février 2020 nommant Mme Isabelle CHARDONNIER en qualité de directrice régionale des affaires culturelles de Bretagne ;
- SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Mme Isabelle CHARDONNIER, administratrice civile hors classe, directrice régionale des affaires culturelles de la région Bretagne, à l'effet de signer tous les actes, décisions, circulaires, rapports et correspondances relevant de la compétence de la direction régionale des affaires culturelles de Bretagne dans le département du Finistère, à l'exception :

- des correspondances adressées aux ministres et à leurs cabinets ;
- des correspondances échangées avec les parlementaires, la présidente du conseil départemental, les conseillers départementaux, les conseillers régionaux, les maires et présidents d'EPCI ;
- de tout acte ou lettre adressé aux présidents des chambres consulaires ;
- des courriers adressés aux ministères ou agences nationales, hormis les échanges de données

- factuelles ou statistiques ;
- des courriers faisant part de la position de l'État sur une question d'intérêt général dans le cadre d'un dossier finistérien et, notamment, dans le cadre des dossiers de conservation et de valorisation du patrimoine ;
- des actes de vente, de location ou d'aliénation sur le domaine public ;
- de toute convention ou contrat ou charte engageant l'État avec une collectivité locale ;
- des courriers et mémoires adressés aux parquets et aux juridictions administratives, pénales, civiles ou financières ;
- des décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ou un sous-préfet.


ARTICLE 2 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, Mme Isabelle CHARDONNIER peut subdéléguer sa signature aux agents de catégories A ou B placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n°2020231-0004 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à Mme Isabelle CHARBONNIER, directrice régionale des affaires culturelles de Bretagne, est abrogé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et la directrice régionale des affaires culturelles de Bretagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0025 DU 24 AOUT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À M. MARC NAVEZ
DIRECTEUR RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT
ET DU LOGEMENT DE BRETAGNE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 septembre 2013 chargeant de M. Marc NAVEZ de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bretagne ;
- SUR** La proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Marc NAVEZ, ingénieur général des ponts des eaux et des forêts, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à l'effet de signer dans le cadre des compétences de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne dans le département du Finistère les actes, décisions, circulaires, rapports et correspondances suivants :

N° du code	NATURE DU POUVOIR	REFERENCE
1 – ENERGIE, CLIMAT, LOGEMENT, AMÉNAGEMENT (ECLA)		
A) PRODUCTION D'ENERGIE		
ECLA 1	- Délégation pour la délivrance des certificats donnant droit à l'obligation d'achat d'électricité d'origine renouvelable - Dérogations aux conditions techniques de raccordement	Décret n°2001-410 du 10 mai 2001

	des installations de production autonome d'énergie inférieure à 1 MW	
ECLA 2	- Attestation préfectorale ouvrant droit au tarif de rachat réglementé pour les installations d'injection de biométhane dans les réseaux de gaz naturel	Décret n° 2011-1597 du 21 novembre 2011 relatif aux conditions de contractualisation entre producteurs de biométhane et fournisseurs de gaz naturel
B) TRANSPORT D'ENERGIE ELECTRIQUE		
ECLA 3	- Réseaux de transport de l'électricité : - organisation et clôture de la consultation administrative, - approbation des projets d'ouvrages - contrôle des réseaux de transport et de distribution de l'électricité	Ordonnance n°2011-504 du 9 mai 2011 Chapitre III du titre II du livre II du Code de l'énergie
C) TRANSPORT DE GAZ		
ECLA4	- Lettres de consultations et rapports de consultations relatifs aux ouvrages de transport de gaz en application de l'article R555-14 du code de l'environnement	Chapitre V du titre V du livre V du Code de l'environnement
D) ENERGIE HYDRAULIQUE		
ECLA5	- Arrêté préfectoral autorisant les travaux relatifs aux concessions hydroélectriques en application de l'article R.521-1 du code de l'énergie	Chapitre 1er du titre II du livre V du Code de l'énergie
2 – RISQUES TECHNOLOGIQUES (RT)		
A) GESTION DU SOL ET DU SOUS-SOL		
RT 1	- Mesures de police applicables aux carrières	Articles 3 et 4 du décret de police des carrières n° 99-116 du 12 février 1999
RT 3	- Décisions en application du règlement d'hygiène et de sécurité spécifique	Décret n°99-116 du 12 février 1999
B) MAITRISE DES TECHNIQUES		
RT 5	- Procédure simplifiée d'autorisation préfectorale au régime des transports de gaz combustibles par canalisation	Loi du 3 juin 2003 Décret n°85-1108 du 15 octobre 1985
RT 6 a	- Autorisations relatives aux canalisations de transport : d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés	Loi du 29.03.1958 Décret du 14.08.1959
b	de produits chimiques	loi du 29 juin 1965
RT 7	- Habilitation des agents publics chargés de la surveillance des canalisations de transports d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques et de transport ou de distribution de gaz naturel	Décret n°2004-1468 du 23 décembre 2004
C) PREVENTION DES POLLUTIONS, DES RISQUES ET DES NUISANCES		
RT 9	- Instruction et décisions relatives au système d'échanges de quotas d'émission de gaz à effet de serre appliqué aux installations classées pour la protection de l'environnement	Articles L.229-5 à 229-19 Code de l'Environnement Articles R.229-5 à R.229-33-1 du Code de l'Environnement

3 – TRANSPORTS (TRAN)		
RESEAU DE TRANSPORT		
TRAN1	- Actes de classement/déclassement des voiries sur les opérations DREAL/IST/DMOI	Code de la voirie routière
QUALITE des VEHICULES		
TRAN 2	- Délivrance des cartes blanches barrées de bleu des véhicules de dépannage	Arrêté du 30 septembre 1975 modifié
TRAN 3	- Délivrance des procès-verbaux de visite initiale des petits trains routiers	Arrêté du 2 juillet 1997 modifié
TRAN 4	Contrôle technique des véhicules légers et des poids lourds :	Arrêté du 18 juin 1991 modifié
a	- Transmission des rapports de surveillance administrative des installations de contrôle et des contrôleurs et des procès-verbaux de contravention	Arrêté du 27 juillet 2004 modifié
b	- Renouvellement d'un contrôle technique d'un véhicule prélevé sur l'installation de contrôle et ayant subi un contrôle technique	Arrêté du 18 juin 1991 modifié Arrêté du 27 juillet 2004 modifié
4 – MILIEUX ET RISQUES NATURELS (MRN)		
A) PROTECTION DES ESPECES		
MRN 1	- Délivrance des permis CITES relatifs à l'importation, l'exportation, la réexportation, la circulation intra-communautaire des espèces et produits visés par le règlement (CE) n° 338/97 et les règlements de la Commission européenne associés	Convention de Washington Arrêté du 30 juin 1998
MRN 2	- Décisions relatives à la détention et utilisation d'écaille de tortues marines des espèces <i>Eretmochelys imbricata</i> et <i>Chelonia mydas</i> par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés - Décisions relatives à la détention et utilisation d'ivoire d'éléphant, par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés - Décisions relatives aux dérogations prévues par l'AM du 16 août 2016 relatif à l'interdiction du commerce de l'ivoire d'éléphants et de la corne de rhinocéros sur le territoire national, dans le cadre de l'utilisation commerciale des spécimens travaillés en ivoire pré-1975, incluse dans la procédure Cites	Arrêté du 28 mai 1997 modifié Arrêté du 14 octobre 2005 Arrêté du 16 août 2016
MRN 3	- Décisions relatives au transport de spécimens d'espèces animales qui sont simultanément inscrites dans les annexes du règlement (CE) n°338/97 et protégées au niveau national par les arrêtés pris en application des articles L 411-1 et L 411-2 du code de l'environnement	Règlement CE n°338/97 Articles L 411-1 et L 411-2 du code de l'environnement
B) EAU ET HYDROLOGIE (code de l'environnement)		
MRN 4	- Arrêtés et actes relatifs au contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques concédés	Décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 Loi du 16 octobre 1919 modifiée
MRN 5	- Autorisations et actes relatifs aux projets d'exécution des ouvrages concédés utilisant l'énergie hydraulique	Décret n°94-894 du 13 octobre 1994 modifié (titres V et VII) Loi du 16 octobre 1919 modifiée

MRN 6	- Arrêtés et actes relatifs au contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques autorisés	Décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 Titre Ier, livre II du code de l'environnement
5 -CONNAISSANCE, EVALUATION et DEVELOPPEMENT DURABLE (CEDD)		
CEDD 1	- Accusé de réception des dossiers des plans et programmes départementaux soumis à l'avis de l'autorité environnementale	Code de l'environnement L 122-4 R 122-17

ARTICLE 2 : Sont exclues du champ d'application de la présente délégation les décisions qui :

- mettent en jeu le pouvoir de contrôle de légalité vis-à-vis des communes ;
- font intervenir une procédure d'enquête publique instruite par les services de la préfecture, notamment en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, d'occupation temporaire et d'institution de titres miniers ou de titres concernant des stockages souterrains et d'autorisations de gravières ou carrières ;
- portent création et gestion des zones d'alerte (zones soumises à des contraintes environnementales) ;

Ainsi que :

- les courriers adressés aux élus ;
- les correspondances avec les autorités judiciaires lorsqu'elles engagent l'autorité préfectorale ;
- les autorisations à pénétrer dans les propriétés privées ;
- tout courrier relatif à des contrats ou à des activités exercées sur le territoire de communes insulaires.

ARTICLE 3 : Font l'objet d'une information du Préfet :

- la saisine du Parquet et les procès verbaux dressés dans le département du Finistère ou ayant une incidence sur le département du Finistère ;
- les courriers importants aux responsables des installations classées préalables à des procédures administratives.

ARTICLE 4 : En application de l'article 44 du décret modifié n° 2004-374 du 29 avril 2004, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bretagne peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

La liste des collaborateurs habilités à signer est fixée par arrêté pris par ses soins qui est notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

ARTICLE 5 : Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne rend compte au préfet de l'utilisation de la délégation de signature par la transmission trimestrielle du registre de l'emploi de cette délégation.

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0003 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Marc NAVEZ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne est abrogé.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0026 DU 24 AOUT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À M. HUGUES BIED-CHARRETON
ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DES FINANCES PUBLIQUES, DIRECTEUR RÉGIONAL DES
FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION BRETAGNE ET
DU DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE EN MATIÈRE DOMANIALE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- Vu** le code civil, notamment ses articles 809 à 811-3 ;
- Vu** le code du domaine de l'Etat, notamment ses articles R. 158 et R.163 ;
- Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu** la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié ;
- Vu** le décret n°2006-1792 du 23 décembre 2006 relatif aux attributions de la direction générale de la comptabilité publique en matière domaniale ;
- Vu** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- Vu** le décret 21 octobre 2019 portant nomination de M. Hugues BIED-CHARRETON, administrateur général des Finances publiques en qualité de directeur régional des Finances publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 23 décembre 2006 relatif à l'organisation de la gestion de patrimoines privés et de biens privés ;
- Vu** l'arrêté du 11 avril 2011 portant création de la direction régionale des finances publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine ;
- Vu** la décision du directeur général des Finances publiques en date du 5 novembre 2019 fixant au 1^{er} janvier 2020 la date d'installation de M. Hugues BIED-CHARRETON dans les fonctions de directeur régional des Finances publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Hugues BIED-CHARRETON, administrateur général des finances publiques, directeur régional des finances publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine à compter du 1^{er} janvier 2020, dans la limite de ses attributions et compétences, pour tous les actes se rapportant à l'administration provisoire des successions non réclamées, la curatelle des successions vacantes, la gestion et la liquidation des successions en déshérence dans le département du Finistère.


ARTICLE 2 : En application de l'article 1er du décret n°2008-158 du 22 février 2008 modifié, M. Hugues BIED-CHARRETON peut subdéléguer sa signature aux agents de catégories A ou B placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0002 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. Hugues BIED-CHARRETON, administrateur général des finances publiques, directeur régional des finances publiques de la région Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine, en matière domaniale, est abrogé.

ARTICLE : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et le directeur régional des finances publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0027 DU 24 AOUT 2020
DONNANT DELEGATION DE SIGNATURE À Mme EMMANUELLE BLANC,
DIRECTRICE DE LA SECURITE DE L'AVIATION CIVILE OUEST
ET A CERTAINS AGENTS PLACES SOUS SON AUTORITÉ

LE PREFET DU FINISTERE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** le code des transports ;
- VU** le code de l'aviation civile ;
- VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n° 60-516 du 2 juin 1960 modifié, notamment par le décret n° 93-479 du 24 mars 1993 portant harmonisation des circonscriptions administratives ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2008-1299 du 11 décembre 2008 créant la direction de la sécurité de l'aviation civile, notamment son article 6 ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté du ministre de la transition écologique et solidaire et du ministre de l'agriculture et de l'alimentation du 7 décembre 2018, nommant Mme Emmanuelle BLANC, directrice interrégionale de la sécurité de l'aviation civile Ouest ;

SUR La proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Délégation de signature est donnée à Mme Emmanuelle BLANC, directrice interrégionale de la sécurité de l'aviation civile Ouest, en vue :

1. de procéder dans le département du Finistère à la rétention de tout aéronef français ou étranger, dont le pilote a commis une infraction aux dispositions de la 6^{ème} partie (aviation civile) du code des transports,
2. de délivrer, refuser, suspendre ou retirer l'agrément d'organisme exerçant l'activité d'assistance en escale sur les aérodromes du Finistère,

3. en ce qui concerne le service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs et la prévention et la lutte contre le péril animalier :
 - 3.1. de délivrer, suspendre ou retirer l'agrément des personnels chargés d'assurer la mise en œuvre du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes du Finistère ;
 - 3.2. de contrôler sur les aérodromes du Finistère le respect des dispositions réglementaires en matière de service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs, et de prévention et de lutte contre le péril animalier,
 - 3.3. de signer tous actes, arrêtés, décisions, courriers et documents du ressort du préfet relatifs à la prévention du péril animalier sur les aérodromes du Finistère, à l'exception des actes relatifs aux modalités de capture, de tir d'espèces d'animaux sauvages et de restitution des animaux domestiques, apprivoisés ou tenus en captivité,
 4. de délivrer, refuser, suspendre ou retirer les titres de circulation en zone de sûreté à accès réglementé des aérodromes du Finistère,
 5. de délivrer des dérogations aux hauteurs minimales de vol, à l'exception du survol des agglomérations et des rassemblements de personnes ou d'animaux,
- de délivrer les autorisations relatives aux installations et équipements concourant à la sécurité de la navigation aérienne et du transport aérien public et aux constructions ou installations temporaires nécessaires à la conduite des travaux dans les zones frappées de servitudes aéronautiques ;

ARTICLE 2: Conformément au décret n° 2008-1299 du 11 décembre 2008 susvisé, la délégation de signature consentie à Mme Emmanuelle BLANC par l'article 1 est également consentie à certains agents placés sous son autorité selon les modalités suivantes :

- M. Michel KERMARREC, chef de cabinet, M. Christian DOMINIQUE, chargé de mission auprès du directeur, Mme Claudine AIDONIDIS, adjointe au directeur chargée des affaires techniques, M. Frédéric DANTZER, chargé de mission auprès de l'adjointe au directeur chargée des affaires techniques pour les alinéas 1 à 6,
- M. Pierre THÉRY, chef de la division aéroports et navigation aérienne pour l'alinéa 3,
- M. Cédric NEBATI, chef de la division sûreté, Mme Edith THEURET, chargée d'affaires, Mme Annette FRITSCH-CORNET, Mme Sandrine CAVAN-LERU, Mme Amanda YDE-POULSEN , M. Benoît BLEUNVEN, M. Grégoire LERY et M. Bastien VOYENNE, inspecteurs de surveillance pour l'alinéa 4,
- M. Charles PEYRO, chef de la division aviation générale, pour l'alinéa 5,
- Mme Sylvie PAYN, chef de la division régulation et développement durable, pour les alinéas 2 et 6

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0001 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à Mme Emmanuelle BLANC, directrice de la sécurité de l'Aviation civile Ouest et à certains agents placés sous son autorité, est abrogé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et la directrice interrégionale de la sécurité de l'aviation civile Ouest sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la bénéficiaire, affiché et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0028 DU 24 AOÛT 2020

DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À M. THIERRY MEMAIN,
ATTACHÉ HORS CLASSE, CHEF DU CENTRE D'EXPERTISE ET DE RESSOURCES TITRES
DE BRETAGNE « CARTES NATIONALES D'IDENTITÉ – PASSEPORTS »

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2017355-0002 du 21 décembre 2017, portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures du Finistère ;
- SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à M. Thierry MEMAIN, attaché hors classe, chef du centre d'expertise et de ressources titres de Bretagne (CERT) « cartes nationales d'identité – passeports » à l'effet de signer tout document relevant de la compétence du CERT, à l'exception :

- des arrêtés préfectoraux et décisions, à portée générale ;
- des courriers aux parlementaires, au président du conseil régional et à la présidente du conseil départemental ;
- des circulaires, ainsi que les courriers aux maires, présidents d'EPCI et présidents de chambres consulaires faisant part de la position de l'État sur une question d'ordre général ;
- des réponses aux courriers réservés du préfet, et les décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ou un sous-préfet d'arrondissement ;
- des courriers adressés aux ministères.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry MEMAIN, délégation de signature est donnée, dans les mêmes conditions à :

- Mme Sandrine ROUSSIGNOL, attachée d'administration de l'État, adjointe au chef de CERT, chargée du pôle instruction ;
- M. Florian RIOU, attaché d'administration de l'État, adjoint au chef de CERT, référent fraude ;

- Mme Colette LAURAND, secrétaire administrative de classe normale, cheffe de section d'instruction ;
- Mme Noémie LE COQ, secrétaire administrative de classe normale, cheffe de section d'instruction.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0017 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. Thierry MEMAIN, attaché hors classe, chef du centre d'expertise et de ressources titres de Bretagne « cartes nationales d'identité-passeports » est abrogé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et le chef du centre d'expertise et de ressources titres de Bretagne « cartes nationales d'identité - passeports » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0029 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À M. CHRISTOPHE MARX,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PRÉFECTURE DU FINISTÈRE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 22 janvier 2016 portant nomination de M. Ivan BOUCHIER en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Brest ;
- VU** Le décret du 1^{er} juin 2018 portant nomination de Mme Anne TAGAND en qualité de Sous-Préfète de l'arrondissement de Châteaulin ;
- VU** Le décret du 11 février 2019 portant nomination de M. Gilbert MANCIET en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Morlaix ;
- VU** le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;
- VU** Le décret du 6 septembre 2019 portant nomination de M. Aurélien ADAM en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère ;
- VU** Le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de Préfet du Finistère
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2017355-0002 du 21 décembre 2017 modifié portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures du Finistère ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Sans préjudice des dispositions de l'article 45 du décret susvisé n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux compétences du secrétaire général de préfecture en cas d'absence ou d'empêchement du préfet, délégation de signature est donnée à M. Christophe MARX, secrétaire général de la préfecture du Finistère, à l'effet de signer, en toutes matières, tous les actes relevant des attributions du préfet, à l'exclusion des arrêtés de délégations de signature et des évaluations des directeurs et chefs de service de l'Etat.

M. Christophe MARX, secrétaire général de la préfecture du Finistère, est en outre chargé de l'administration de l'arrondissement de Quimper.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe MARX, cette même délégation de signature sera exercée par M. Aurélien ADAM, directeur de cabinet du préfet du Finistère.


En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de MM. Christophe MARX et Aurélien ADAM, cette même délégation de signature sera exercée par M. Ivan BOUCHIER, sous-préfet de l'arrondissement de Brest ou, en cas d'indisponibilité de sa part, par Mme Anne TAGAND, sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin ou, en cas d'indisponibilité, de sa part par M. Gilbert MANCIET, sous-préfet de l'arrondissement de Morlaix.

ARTICLE 3 : L'arrêté n° 2019255-0006 du 12 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Christophe MARX, secrétaire général de la préfecture du Finistère est abrogé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet et les sous-préfets des arrondissements de Brest, Châteaulin et Morlaix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0030 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE AUX SOUS-PRÉFETS
DES ARRONDISSEMENTS DE BREST, CHATEAULIN ET MORLAIX
ET AU DIRECTEUR DE CABINET DU PRÉFET DU FINISTÈRE
PENDANT L'EXERCICE DE LA PERMANENCE DU CORPS PRÉFECTORAL

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU Le code de la sécurité intérieure ;
- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 22 janvier 2016 portant nomination de M. Ivan BOUCHIER en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Brest ;
- VU le décret du 1^{er} juin 2018 portant nomination de Mme Anne TAGAND en qualité de sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin ;
- VU le décret du 11 février 2019 portant nomination de M. Gilbert MANCIET en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Morlaix ;
- VU le décret du 6 septembre 2019 portant nomination de M. Aurélien ADAM en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère ;
- VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée, pour l'ensemble du département, à M. Ivan BOUCHIER, sous-préfet de l'arrondissement de Brest, à Mme Anne TAGAND, sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin, à M. Gilbert MANCIET, sous-préfet de l'arrondissement de Morlaix et à M. Aurélien ADAM, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère pour toute décision urgente dans le cadre de la permanence du corps préfectoral, et notamment :

- toute correspondance ou arrêté dans le cadre de la prise en charge des personnes faisant l'objet de placement en soins psychiatriques sans consentement : admission, maintien, forme de la prise en charge, transfert et fin de la mesure de soins ;
- toute correspondance ou arrêté relatif à la situation des ressortissants étrangers en situation irrégulière :
 - les décisions de refus de délivrance d'un titre de séjour,

- les obligations à quitter le territoire français,
 - les reconduites à la frontière,
 - les décisions refusant un délai de départ volontaire,
 - les décisions fixant le pays de renvoi,
 - les décisions prononçant une interdiction de retour sur le territoire national,
 - les décisions d'assignation à résidence et leurs prolongations,
 - les décisions de placement en rétention administrative,
 - les décisions de maintien en rétention administrative d'un étranger qui sollicite l'asile,
 - les demandes adressées au juge de la liberté et de la détention en vue de la prolongation de la rétention administrative,
 - les mémoires en défense devant une juridiction administrative pour les litiges relatifs aux obligations de quitter le territoire français, le placement en rétention administrative et l'assignation à résidence des ressortissants étrangers.
- les instructions délivrées aux forces de l'ordre en matière de maintien de l'ordre et réquisitions générales, particulières et complémentaires des corps militaires ;
 - les réquisitions de moyens civils ;
 - l'octroi du concours de la force publique pour l'exécution des jugements ou titres exécutoires ;
 - tous actes liés à la mise en œuvre des dispositions des articles 9 et 9-1 de la loi n°2000-0614 du 5 juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
 - les arrêtés préfectoraux portant suspension du permis de conduire ou restriction de conduite aux seuls véhicules équipés d'un éthylotest anti-démarrage ;
 - les arrêtés préfectoraux d'immobilisation et de mise en fourrière, à titre provisoire, de véhicules en cas de délit constaté pour lequel une peine de confiscation obligatoire est encourue ;
 - tout acte concernant l'opposition à sortie de territoire à titre conservatoire de mineurs.

ARTICLE 2 : Cette délégation de signature spécifique est limitée à la durée des permanences des membres du corps préfectoral conformément au tableau nominatif établi pour chaque semaine.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0020 du 18 août 2020 donnant délégation de signature aux sous-préfets des arrondissements de Brest, Châteaulin et Morlaix et au directeur de cabinet du préfet du Finistère pendant l'exercice de la permanence du corps préfectoral est abrogé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet et les sous-préfets des arrondissements de Brest, Châteaulin et Morlaix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ



ARRÊTÉ N° 2020237-0031 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. PHILIPPE BOUGUENNEC
DIRECTEUR DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA LÉGALITÉ
DE LA PRÉFECTURE DU FINISTÈRE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2017355-0002 du 21 décembre 2017 modifié portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures du Finistère ;
- SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à M. Philippe BOUGUENNEC, directeur de la citoyenneté et de la légalité, à l'effet de signer tout document relevant de la compétence de la direction de la citoyenneté et de la légalité de la préfecture, à l'exception :

- des arrêtés préfectoraux et autres actes valant décision ;
- des courriers aux parlementaires, au président du conseil régional et à la présidente du conseil départemental ;
- des circulaires, ainsi que les courriers aux maires, présidents d'EPCI et présidents de chambres consulaires faisant part de la position de l'État sur une question d'ordre général
- des réponses aux courriers réservés du préfet, et les décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ou un sous-préfet d'arrondissement ;
- des courriers adressés aux ministères ;
- des lettres d'observation adressées aux collectivités locales dans le cadre du contrôle de légalité, valant recours gracieux contre leurs actes ;
- des déférés et mémoires en défense devant une juridiction administrative

- des actes suivants :
 - o pour les attributions du bureau des élections et de la réglementation :
 - décisions relatives à la tutelle administrative des établissements reconnus d'utilité publique (fondations et associations reconnues d'utilité publique) et des congrégations ;
 - rapports et décisions relatifs à la dénomination et au classement des communes touristiques.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe BOUGUENNEC, délégation de signature est donnée, dans les mêmes conditions :

- en ce qui concerne les attributions du bureau des affaires juridiques et du contentieux à :
 - M. Marc DALIDEC, attaché principal d'administration de l'État, chef de bureau ;
 - en son absence, Mme Virginie CHEVALLIER, attachée d'administration de l'État, adjointe au chef de bureau ;
- en ce qui concerne les attributions du bureau du contrôle de légalité et de l'intercommunalité, à :
 - M. Daniel RANNOU, attaché principal d'administration de l'État, chef de bureau ;
 - en son absence, Mme Karine DALLE, attachée d'administration de l'État, adjointe au chef de bureau ;
- en ce qui concerne les attributions du bureau des élections et de la réglementation, à :
 - M. Laurent CALBOURDIN, attaché hors classe d'administration de l'État, chef du bureau ;
 - en son absence, Mme Morgane ROUDAUT, attachée d'administration de l'État, adjointe au chef de bureau ;

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0016 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. Philippe BOUGUENNEC, directeur de la citoyenneté et de la légalité de la préfecture du Finistère est abrogé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et le directeur de la citoyenneté et de la légalité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,
Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0032 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À M. YVES LE GOFF,
CHEF DU SERVICE INTERMINISTÉRIEL DÉPARTEMENTAL
DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2012269-0001 du 25 septembre 2012 portant création du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2017355-0002 du 21 décembre 2017, portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures du Finistère ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à M. Yves LE GOFF, ingénieur hors classe des systèmes d'information et de communication, chef du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication, en ce qui concerne :

- l'authentification des divers documents intéressant son service,
- la correspondance courante concernant son service.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yves LE GOFF, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions, à :

- Mme Patricia JEZEQUEL, attachée principale d'administration de L'État, adjointe au chef de service et cheffe du pôle numérique ;

- M. Stéphane KERBIRIOU, ingénieur des travaux publics de L'État, adjoint au chef de service et chef du pôle infrastructures, assistance et support.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0018 du 18 août 2020 donnant délégation de signature M. Yves LE GOFF, chef du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication est abrogé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et le chef du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MANÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0033 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À Mme ARMEL PICCOZ,
DIRECTRICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL DE LA PRÉFECTURE DU FINISTÈRE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;

VU l'arrêté préfectoral n°2017355-0002 du 21 décembre 2017 modifié, portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures du Finistère ;

VU l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 portant mutation, nomination et détachement de Mme Armel PICCOZ née LASSERRE dans un emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2018 portant modification de la situation administrative de Mme Armel PICCOZ née LASSERRE, conseillère d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Délégation est donnée à Mme Armel PICCOZ, directrice de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial, à l'effet de signer tout document relevant de la compétence de la direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial de la préfecture, à l'exception de :

- les arrêtés préfectoraux et autres actes valant décision, hormis les arrêtés portant sursis à statuer en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

- les courriers aux parlementaires, au président du conseil régional et à la présidente du conseil départemental ;
- les circulaires, ainsi que les courriers aux maires, présidents d'EPCI et présidents de chambres consulaires faisant part de la position de l'État sur une question d'ordre général ;
- les réponses aux courriers réservés du préfet, et les décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ou un sous-préfet d'arrondissement ;
- les courriers adressés aux ministères.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Armel PICCOZ, délégation de signature est donnée à :

- M. Didier HERVE, attaché d'administration hors classe, chef du bureau des finances locales,
- Mme Sylvie HORIOT, attachée principale d'administration, chef du bureau de la coordination,
- M. Stéphane SCHLICK, attaché d'administration, chef du bureau des installations classées et des enquêtes publiques.

En ce qui concerne les attributions du bureau des finances locales, en l'absence de M. Didier HERVE, délégation de signature est donnée à Mme Maryline PICARD, secrétaire administrative de classe supérieure, adjointe au chef de bureau.

En ce qui concerne les attributions du bureau de la coordination, en l'absence de Mme Sylvie HORIOT, délégation de signature est donnée à M. Patrice CALVEZ-NORMAND, attaché d'administration, adjoint au chef de bureau, cadre référent économie, emploi et cohésion sociale.

En ce qui concerne les attributions du bureau des installations classées et des enquêtes publiques, en l'absence de M. Stéphane SCHLICK, délégation de signature est donnée à M. Philippe DHELIN, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, adjoint au chef de bureau.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n°2020231-0015 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à Mme Armel PICCOZ, directrice de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial est abrogé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et la directrice de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ



ARRÊTÉ N° 2020237-0034 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À Mme HÉLÈNE CORROLLER,
ATTACHÉE HORS CLASSE, CHEFFE DU SERVICE DE L'IMMIGRATION
ET DE L'INTÉGRATION

LE PREFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2017355-0002 du 21 décembre 2017 modifié, portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures du Finistère ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à Mme Hélène CORROLLER, attachée hors classe, cheffe du service de l'immigration et de l'intégration, à l'effet de signer tout document relevant de la compétence du service de l'immigration et de l'intégration de la préfecture, à l'exception de :

- les arrêtés préfectoraux et décisions, à portée générale ;
- les courriers aux parlementaires, au président du conseil régional et à la présidente du conseil départemental ;
- les circulaires, ainsi que les courriers aux maires, présidents d'EPCI et présidents de chambres consulaires faisant part de la position de l'État sur une question d'ordre général
- les réponses aux courriers réservés du préfet, et les décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ou un sous-préfet d'arrondissement ;
- les courriers adressés aux ministères ;
- les déférés et mémoires en défense devant une juridiction administrative à l'exception des actes mentionnés à l'article 2 du présent arrêté.
- Les actes suivants :
 - o décisions refusant la délivrance d'un titre de séjour ;
 - o refus de délivrance d'un visa ou d'accorder une prolongation de visa ;
 - o arrêtés de réadmission des demandeurs d'asile ;
 - o refus de délivrance de la carte de résident ;
 - o décisions d'admission exceptionnelle au séjour ;

- o décisions accordant ou refusant le bénéfice du regroupement familial.

ARTICLE 2 : Mme Hélène CORROLLER reçoit délégation à effet de signer les actes suivants :

- décisions portant obligation de quitter le territoire à l'encontre des étrangers en situation irrégulière et fixant le pays de destination ;
- décisions refusant d'accorder un délai de départ volontaire à l'étranger visé par une obligation de quitter le territoire ;
- décisions fixant le pays de renvoi ;
- décisions d'interdiction de retour sur le territoire français ;
- décisions de placement en rétention administrative des ressortissants étrangers faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire ou d'une mesure de réadmission ;
- décision d'assignation à résidence des ressortissants étrangers faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire ou d'une mesure de réadmission ou d'une mesure de transfert ;
- décision de maintien en rétention administrative d'un étranger qui sollicite l'asile ;
- demandes adressées au juge de la liberté et de la détention en vue de la prolongation de la rétention administrative ;
- mémoires en défense devant les juridictions de l'ordre administratif et les juridictions de l'ordre judiciaire s'agissant de leurs compétences respectives pour les litiges relatifs aux obligations de quitter le territoire français et aux décisions fixant le pays de destination, le placement, les refus de prolongation ou le maintien en rétention administrative, l'assignation à résidence et les mesures de réadmission et de transfert.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène CORROLLER, délégation de signature est donnée, dans les mêmes conditions sauf pour les décisions mentionnées à l'article 2, à :

- Mme Sandra HALBWAX, attachée principale d'administration, cheffe du bureau de l'asile et de l'éloignement ;
- Mme Marion IANOTTO, attachée d'administration, adjointe à la cheffe du bureau de l'asile et de l'éloignement ;
- M. Ronan PUGET, attaché d'administration, adjoint à la cheffe de bureau de l'asile et de l'éloignement ;
- Mme Isabelle MAUGARD, attachée d'administration, coordinatrice au bureau de l'asile et de l'éloignement ;
- Mme Tiphaine ROUXEL, attachée d'administration, cheffe du bureau du séjour ;
- Mme Nicole MALFONDET, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, adjointe à la cheffe de bureau, cheffe de la section séjour de Brest ;
- M. Mathieu KURZWEG, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint à la cheffe de bureau, chef de la section séjour de Quimper.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0019 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à Mme Hélène CORROLLER est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et la cheffe du service de l'immigration et de l'intégration sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0035 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. AURELIEN ADAM
SOUS-PRÉFET, DIRECTEUR DE CABINET DU PRÉFET DU FINISTÈRE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'Honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992, modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié, relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 22 janvier 2016 portant nomination de M. Ivan BOUCHIER en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Brest ;
- VU** Le décret du 1^{er} juin 2018 portant nomination de Mme Anne TAGAND en qualité de sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin ;
- VU** Le décret du 11 février 2019 portant nomination de M. Gilbert MANCIET en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Morlaix ;
- VU** le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;
- VU** le décret du 6 septembre 2019 portant nomination de M. Aurélien ADAM en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2017355-0002 du 21 décembre 2017 modifié portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures du Finistère ;
- SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Délégation de signature est donnée à M. Aurélien ADAM, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère, dans le cadre des attributions du cabinet et services rattachés fixées par l'arrêté préfectoral précité portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures du Finistère, ainsi que pour tout acte pris dans le cadre de l'état d'urgence.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Aurélien ADAM, la délégation de signature sera exercée par M. Christophe MARX, secrétaire général de la préfecture du Finistère et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par M. Ivan BOUCHIER, sous-préfet de l'arrondissement de Brest.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de MM. Christophe MARX et Ivan BOUCHIER, la délégation de signature sera exercée par Mme Anne TAGAND, sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin ou, en cas d'indisponibilité, par M. Gilbert MANCIET, sous-préfet de l'arrondissement de Morlaix.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Aurélien ADAM, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère, délégation de signature est donnée à M. Jean-Marc LE QUERRE, directeur des sécurités, adjoint au directeur de cabinet, pour toutes les matières relevant des attributions des services du cabinet, à l'exception de :

- les actes requérant la signature d'un membre du corps préfectoral ;
- les arrêtés préfectoraux et autres actes valant décision ;
- les courriers aux parlementaires, au président du conseil régional et à la présidente du conseil départemental ;
- les circulaires, ainsi que les courriers aux maires, présidents d'EPCI et présidents des chambres consulaires faisant part de la position de l'État sur une question d'ordre général ;
- les réponses aux courriers réservés du préfet, et les décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ou un sous-préfet d'arrondissement ;
- les courriers adressés aux ministères, sauf ceux entrant dans le cadre du fonctionnement administratif courant.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de MM. Aurélien ADAM et Jean-Marc LE QUERRE, délégation de signature est donnée, dans les conditions de l'article 3, à :

- en ce qui concerne les attributions du bureau de la représentation de l'État :
 - Mme Isabelle LEBRETON, attachée principale d'administration de l'État, cheffe du bureau de la représentation de l'État, et en son absence, à Mme Valérie DEWITTE, secrétaire administrative de classe normale, adjointe à la cheffe de bureau ;
- en ce qui concerne les attributions du bureau de la communication interministérielle :
 - M. Sébastien CHEVRIER, attaché d'administration de l'État, chef du bureau de la communication interministérielle ;
- en ce qui concerne les attributions du service interministériel de défense et de protection civiles :
 - M. Vincent QUERE, attaché principal d'administration de l'État, chef de service ;
 - En son absence et en cas d'empêchement :
 - M. Wilfried LEROUX, attaché d'administration de l'État, chef du bureau de la gestion de crise de sécurité civile, adjoint au chef de service ;
 - Mme Viviane SAILLOUR, attachée d'administration de l'État, cheffe du bureau des actions de sécurité et des risques bâtimentaires, adjointe au chef de service, et en son absence, pour les commissions de sécurité de 2^{ème} à 5^{ème} catégories, par Mme Mélanie ROBO, secrétaire administrative de classe normale ;
 - Mme Sophie LE MAILLOT, attachée d'administration de l'État, responsable du pôle de la planification des secours et de défense ;

- en ce qui concerne les attributions du bureau de la sécurité intérieure :
 - M. Xavier LE BAIL, secrétaire administratif de classe exceptionnel, adjoint au chef de bureau ;

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0010 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. Aurélien ADAM, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère est abrogé.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet et les sous-préfets des arrondissements de Brest, Châteaulin et Morlaix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0036 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. IVAN BOUCHIER,
SOUS-PRÉFET DE L'ARRONDISSEMENT DE BREST

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 22 janvier 2016 portant nomination de M. Ivan BOUCHIER en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Brest ;
- VU** le décret du 1^{er} juin 2018 portant nomination de Mme Anne TAGAND en qualité de sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin ;
- VU** le décret du 11 février 2019 portant nomination de M. Gilbert MANCIET en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Morlaix ;
- VU** le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;
- VU** le décret du 6 septembre 2019 portant nomination de M. Aurélien ADAM en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2017355-0002 du 21 décembre 2017 modifié portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures du Finistère ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Délégation de signature est donnée à M. Ivan BOUCHIER, sous-préfet de l'arrondissement de Brest, dans le cadre des attributions de la sous-préfecture de Brest fixées par l'arrêté préfectoral précité portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures du Finistère, à l'exception des :

- arrêtés préfectoraux et décisions à portée générale ;
- courriers aux parlementaires, au président du conseil régional et à la présidente du conseil départemental ;
- circulaires et courriers de portée départementale aux maires, présidents d'EPCI et présidents des chambres consulaires faisant part de la position de l'État
- sur une question d'ordre général ;
- réponses aux courriers réservés du préfet, et décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ;
- courriers et avis adressés aux ministères, hormis dans le cadre des transmissions d'informations concernant une fonction unique départementale.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice des fonctions uniques départementales :

- droits à conduire et professions réglementées ;
- manifestations sportives et activités aériennes

délégation de signature est donnée pour tous les dossiers du département à M. Ivan BOUCHIER, sous-préfet de l'arrondissement de Brest.

Pour le greffe des associations loi 1901, délégation de signature est donnée pour tous les dossiers des arrondissements de Brest, de Châteaulin et de Morlaix à M. Ivan BOUCHIER, sous-préfet de l'arrondissement de Brest.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ivan BOUCHIER, la délégation qui lui est conférée par les articles 1 et 2 sera exercée par M. Christophe MARX, secrétaire général de la préfecture du Finistère.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de MM. Ivan BOUCHIER et Christophe MARX, cette même délégation de signature sera exercée par M. Aurélien ADAM, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère, ou en cas d'indisponibilité de sa part, par M. Gilbert MANCIET, sous-préfet de l'arrondissement de Morlaix, ou en cas d'indisponibilité de sa part, Mme Anne TAGAND, sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin.

Article 4 : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Paul TRAVERS, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, secrétaire général de la sous-préfecture de Brest, pour toutes matières relevant de la sous-préfecture ne requérant pas la signature d'un membre du corps préfectoral, et en son absence à Mme Christine TASSET, attachée principale d'administration de l'État, adjointe au secrétaire général de la sous-préfecture, cheffe du pôle réglementation générale.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul TRAVERS et de Mme Christine TASSET, délégation de signature est donnée, dans la limite des attributions de leurs services respectifs, à :

- M. Jean-Michel BOURLES, attaché principal d'administration de l'État, chef du pôle prévention et sécurité, et en son absence, à Mme Carine LE GALL, secrétaire administrative de classe supérieure, adjointe au chef du pôle prévention et sécurité ;
- Mme Sabine BAURAND-CONSTANCE, attachée d'administration de l'État, cheffe du pôle d'appui territorial et en son absence, à Mme Florence LE GALL, attachée d'administration de l'État, adjointe à la cheffe de pôle ;
- Mme Sandrine SALIOU, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, cheffe de la section « accueil général – droits à conduire », au sein du pôle réglementation générale.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0011 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. Ivan BOUCHIER, sous-préfet de l'arrondissement de Brest, est abrogé.

ARTICLE 6 : Le sous-préfet de l'arrondissement de Brest, le secrétaire général de la préfecture du Finistère, les sous-préfets des arrondissements de Châteaulin et de Morlaix et le sous-préfet, directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0037 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A Mme ANNE TAGAND,
SOUS-PRÉFÈTE DE L'ARRONDISSEMENT DE CHATEAULIN

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 22 janvier 2016 portant nomination de M. Ivan BOUCHIER en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Brest ;
- VU** Le décret du 1^{er} juin 2018 portant nomination de Mme Anne TAGAND en qualité de sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin ;
- VU** Le décret du 11 février 2019 portant nomination de M. Gilbert MANCIET en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Morlaix ;
- VU** le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;
- VU** le décret du 6 septembre 2019 portant nomination de M. Aurélien ADAM en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2017355-0002 du 21 décembre 2017 modifié portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures du Finistère ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère :

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Délégation de signature est donnée à Mme Anne TAGAND, sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin, dans le cadre des attributions de la sous-préfecture de Châteaulin fixées par l'arrêté préfectoral précité portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures du Finistère, à l'exception des :

- arrêtés préfectoraux et décisions à portée générale ;
- courriers aux parlementaires, au président du conseil régional et à la présidente du conseil départemental ;
- circulaires et courriers de portée départementale aux maires, présidents d'EPCI et présidents des chambres consulaires faisant part de la position de l'État sur une question d'ordre général ;
- réponses aux courriers réservés du préfet, et décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ;
- courriers et avis adressés aux ministères hormis dans le cadre des procédures de transmission d'information demandées ou concernant une fonction unique départementale.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée pour tous les dossiers du département à Mme Anne TAGAND, sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin, pour l'exercice de la fonction unique départementale application de la réglementation des armes.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne TAGAND, la délégation qui lui est conférée par les articles 1 et 2 sera exercée par M. Gilbert MANCIET, sous-préfet de l'arrondissement de Morlaix.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Mme Anne TAGAND et M. Gilbert MANCIET, cette même délégation de signature sera exercée par M. Ivan BOUCHIER, sous-préfet de l'arrondissement de Brest ou en cas d'indisponibilité de sa part, par M. Christophe MARX, secrétaire général de la préfecture du Finistère ou en cas d'indisponibilité de sa part, par M. Aurélien ADAM, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est donnée à Mme Isabelle GUICHARD, attachée principale d'administration de l'État, secrétaire générale de la sous-préfecture, et en son absence à M. Bertrand MARECHAL, attaché d'administration de l'État, responsable du pôle réglementation et sécurité et de la fonction unique départementale (FUD) Armes, pour toutes matières relevant de la sous-préfecture de Châteaulin ne requérant pas la signature d'un membre du corps préfectoral.


En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Mme Isabelle GUICHARD et de M. Bertrand MARECHAL, délégation de signature est donnée à M. Jérémie GUEGUEN, secrétaire administratif de classe normale, chef de pôle de l'animation territoriale, en ce qui concerne la délivrance au public de toutes attestations administratives nominatives et tous permis et documents administratifs individuels, ainsi que la signature des correspondances administratives courantes.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral n°2020231-0013 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à Mme Anne TAGAND, sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin est abrogé.

ARTICLE 6 : La sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin, le secrétaire général de la préfecture du Finistère, les sous-préfets des arrondissements de Brest et de Morlaix et le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ



ARRÊTÉ N° 2020237-0038 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. GILBERT MANCIET,
SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE MORLAIX

LE PREFET DU FINISTERE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret du 22 janvier 2016 portant nomination de M. Ivan BOUCHIER en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Brest ;
- VU** le décret du 1^{er} juin 2018 portant nomination de Mme Anne TAGAND en qualité de sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin ;
- VU** le décret du 11 février 2019 portant nomination de M. Gilbert MANCIET en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Morlaix ;
- VU** le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;
- VU** le décret du 6 septembre 2019 portant nomination de M. Aurélien ADAM en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2017355-0002 du 21 décembre 2017 modifié portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures du Finistère ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Délégation de signature est donnée à M. Gilbert MANCIET, sous-préfet de l'arrondissement de Morlaix, dans le cadre des attributions de la sous-préfecture de Morlaix fixées par l'arrêté préfectoral précité portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures du Finistère, à l'exception des :

- arrêtés préfectoraux et décisions à portée générale ;
- courriers aux parlementaires, au président du conseil régional et à la présidente du conseil départemental ;
- circulaires et courriers de portée départementale aux maires, présidents d'EPCI et présidents des chambres consulaires faisant part de la position de l'État sur une question d'ordre général ;
- réponses aux courriers réservés du préfet, et décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ;
- courriers et avis adressés aux ministères hormis dans le cadre des procédures de transmission d'informations demandées ou concernant une fonction unique départementale.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice des fonctions uniques départementales « réglementation funéraire » et « police administrative des débits de boissons (hormis les mesures administratives qui relèvent des sous-préfets territorialement compétents) », délégation de signature est donnée, pour tous les dossiers du département, à M. Gilbert MANCIET, sous-préfet de l'arrondissement de Morlaix.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gilbert MANCIET, la délégation qui lui est conférée par les articles 1 et 2 sera exercée par Mme Anne TAGAND, sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de M. Gilbert MANCIET et Mme Anne TAGAND, cette même délégation de signature sera exercée par M. Ivan BOUCHIER, sous-préfet de l'arrondissement de Brest, ou en cas d'indisponibilité de sa part, par M. Christophe MARX, secrétaire général de la préfecture ou en cas d'indisponibilité de sa part, par M. Aurélien ADAM, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est donnée à Mme Ghislaine BLÉHER, attachée hors classe d'administration de l'État, secrétaire générale de la sous-préfecture de Morlaix, pour toutes matières relevant de la sous-préfecture ne requérant pas la signature d'un membre du corps préfectoral.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Ghislaine BLÉHER, délégation de signature est donnée à Mme Marie-France MINGOT, attachée d'administration de l'État, responsable du pôle de l'animation du territoire et d'appui aux mutations économiques.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Mme Ghislaine BLÉHER, et de Mme Marie-France MINGOT, délégation de signature est donnée à Mme Jannick BASSET, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, responsable du Pôle de l'animation des politiques de sécurité et des libertés publiques.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral n°2020231-0012 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. Gilbert MANCIET, sous-préfet de l'arrondissement de Morlaix est abrogé.

ARTICLE 6 : Le sous-préfet de l'arrondissement de Morlaix, le secrétaire général de la préfecture du Finistère, les sous-préfets des arrondissements de Châteaulin et Brest et le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,
Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0039 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. CHRISTOPHE MARX,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PRÉFECTURE DU FINISTÈRE
EN MATIÈRE D'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992, modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret du 22 janvier 2016 portant nomination de M. Ivan BOUCHIER en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Brest ;
- VU** Le décret du 1^{er} juin 2018 portant nomination de Mme Anne TAGAND en qualité de sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin ;
- VU** Le décret du 11 février 2019 portant nomination de M. Gilbert MANCIET en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Morlaix ;
- VU** le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;
- VU** Le décret du 6 septembre 2019 portant nomination de M. Aurélien ADAM en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** les arrêtés ministériels et interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et leurs délégués ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2017355-0002 du 21 décembre 2017 modifié portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures du Finistère ;
- SUR** La proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Délégation générale de signature est donnée en matière d'ordonnancement secondaire à M. Christophe MARX, secrétaire général de la préfecture du Finistère, nonobstant les délégations accordées aux responsables d'unités opérationnelles départementales. Il est par ailleurs désigné en qualité de pouvoir adjudicataire au regard du code des marchés publics.

ARTICLE 2: En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe MARX, délégation de signature est donnée, dans les mêmes conditions, à M. Aurélien ADAM, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de MM. Christophe MARX et Aurélien ADAM, délégation de signature est donnée à M. Stéphane LARRIBE, directeur des ressources humaines et des moyens.

ARTICLE 3 : Pour les BOP 354 «administration territoriale de l'Etat » et 723 « opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'Etat » et en cas d'absence ou d'empêchement concomitant de MM. Christophe MARX, Aurélien ADAM et Stéphane LARRIBE, la délégation sera exercée, dans la limite de 1 500 € par opération, par M. Claude KERHOAS, attaché principal d'administration de l'Etat, chef du bureau des budgets, de la logistique et du patrimoine ou M. Daniel GOUZIEN, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, adjoint au chef de bureau.

ARTICLE 4: Délégation de signature est donnée pour les décisions de dépenses des centres prescripteurs et l'utilisation des cartes achat nominatives lorsque celles-ci ont été attribuées :

- à M. Aurélien ADAM, sous-préfet, directeur de cabinet et en son absence, à M. Sébastien CHEVRIER, attaché d'administration de l'Etat, chef du bureau de la communication interministérielle ;
- à M. Ivan BOUCHIER, sous-préfet de l'arrondissement de Brest et en son absence, à M. Jean-Paul TRAVERS, secrétaire général de la sous-préfecture de Brest ;
- à M. Gilbert MANCIET, sous-préfet de l'arrondissement de Morlaix et en son absence, à Mme Ghislaine BLEHER, secrétaire générale de la sous-préfecture de Morlaix ;
- à Mme Anne TAGAND, sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin et en son absence, à Mme Isabelle GUICHARD, secrétaire générale de la sous-préfecture ;
- à M. Yves LE GOFF, ingénieur hors classe des systèmes d'information et de communication, chef du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication, et en son absence, à Mme Patricia JEZEQUEL, attachée principale d'administration de l'Etat, adjointe au chef de service et chef du pôle affaires générales et gestion.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est donnée, pour le budget opérationnel 354, au titre du centre prescripteur relevant directement du préfet, pour l'engagement juridique des frais de réception à M. Claude LASTENNET, maître d'hôtel, jusqu'à concurrence de 500 € par opération.

ARTICLE 6 : Délégation de signature est donnée à Mme Anne-Laure LEDUC-GUGNALONS, attachée hors classe, cheffe du bureau des ressources humaines, de l'action sociale et de la formation, et, en son absence, à Mme Christèle PRUDHOMME, attachée d'administration de l'Etat, chargée de la formation et cheffe du service local d'action sociale, pour les BOP 216 et 354, pour la signature des bons de commandes auprès du voyageur retenu par l'administration centrale pour l'ensemble des services de la préfecture, dans le cas de commandes urgentes ne pouvant être effectuées par l'application CHORUS-DT, et l'engagement juridique des actions menées dans le cadre de la formation au plan local et de l'action sociale.

ARTICLE 7 : Délégation de signature est donnée aux agents suivants affectés à la direction des ressources humaines et des moyens aux fins de signer tous actes, documents ou décisions se traduisant par l'ordonnancement secondaire des dépenses de l'Etat concernant les frais de missions et de formation engagés dans le cadre du fonctionnement de la préfecture du Finistère :

- Mme Morgane ARNOULT, BRHASF
- M. Christophe NUNEZ, BBLP
- Mme Huguette HEMIDY, BBLP
- Mme Claudie CORIOU, BBLP

La délégation est appliquée conformément au dispositif de validation des actes et aux profils définis pour chaque agent dans l'application CHORUS-DT

ARTICLE 8 : Délégation de signature est donnée, pour l'engagement juridique des dépenses et la constatation du service fait du BOP 232, dans le périmètre des élections, à M. Philippe BOUGUENNEC, directeur de la citoyenneté et de la légalité, et en son absence, à M. Laurent CALBOURDIN, attaché hors classe d'administration de l'Etat, chef du bureau des élections et de la réglementation ou à Mme Morgane ROUDAUT, attachée d'administration de l'Etat, adjointe au chef de bureau.

ARTICLE 9 : Délégation de signature est donnée à Mme Claudie CORIOU, adjointe administrative principale de 1^{ère} classe, référente départementale titulaire du module communication de Chorus formulaires et à Mme Huguette HEMIDY, secrétaire administrative de classe normale, référente départementale suppléante, à l'effet de certifier les services faits des actes de flux 4 valant ordre de payer, dans le périmètre budgétaire des BOP 161, 216, 232, 354 et 723.

ARTICLE 10 : Délégation est donnée à Mme Armel PICCOZ, directrice de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial, et en son absence à M. Didier HERVE, attaché hors classe, chef du bureau des finances locales, à l'effet de signer les pièces relatives à la liquidation et au mandatement des dotations de l'Etat dans le département au profit des collectivités territoriales et de leurs groupements ainsi que les pièces relatives aux travaux de fin de gestion correspondants pour les programmes 112, 119 et 122.

ARTICLE 11 : L'arrêté préfectoral n°2020231-0040 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à certains personnels de la préfecture et des sous-préfectures du Finistère en matière d'ordonnancement secondaire est abrogé.

ARTICLE 14 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet, les sous-préfets des arrondissements de Brest, Châteaulin et Morlaix et le directeur régional des finances publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,
Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0040 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. STÉPHANE LARRIBE,
DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES ET DES MOYENS
DE LA PRÉFECTURE DU FINISTÈRE

LE PREFET DU FINISTERE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2017355-0002 du 21 décembre 2017 modifié, portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures du Finistère ;
- SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à M. Stéphane LARRIBE, directeur des ressources humaines et des moyens, à l'effet de signer tout document relevant de la compétence de la direction des ressources humaines et des moyens de la préfecture, à l'exception de :

- des arrêtés préfectoraux et autres actes valant décision, hormis les arrêtés relatifs aux arrêts maladie du personnel ;
- des courriers aux parlementaires, au président du conseil régional et à la présidente du conseil départemental ;
- des réponses aux courriers réservés du préfet, et les décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ou un sous-préfet d'arrondissement ;
- des courriers adressés aux ministères.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane LARRIBE, délégation de signature est donnée, dans les mêmes conditions, à :

- en ce qui concerne les attributions du bureau des ressources humaines, de l'action sociale et de la formation :

- Mme Anne-Laure LEDUC-GUGNALONS, attachée hors classe d'administration de l'État, cheffe de bureau ;
- Mme Valérie GILMANT, attachée d'administration de l'État, adjointe à la cheffe de bureau, chargée de mission contrôle de gestion, GPEEC et accompagnement des personnels auprès du directeur des ressources humaines et des moyens ;
- Mme Christèle PRUDHOMME, attachée d'administration de l'État, cheffe du pôle de l'action sociale et de la formation ;
- en ce qui concerne les attributions du bureau des relations avec les usagers :
 - Mme Aurore LEMASSON, attachée d'administration de l'État, cheffe de bureau ;
 - Mme Hélène LE GOUILL, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, adjointe à la cheffe de bureau ;
- en ce qui concerne les attributions du bureau des budgets, de la logistique et du patrimoine :
 - M. Claude KERHOAS, attaché principal d'administration de l'État, chef de bureau ;
 - M. Daniel GOUZIEN, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, adjoint au chef de bureau.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est donnée aux agents du bureau des relations avec les usagers, chargés du courrier, désignés ci-dessous, pour signer la réception des plis simples et recommandés postaux et les notifications diverses :

- M. Charles LAMANDE, adjoint technique principal de 1ère classe ;
- Mme Claire LE BERRE, adjointe administrative principale de 2ème classe
- Mme Yolande SCOUARNEC, adjointe administrative principale de 2ème classe ;
- Mme Ghislaine PERON, adjointe administrative principale de 1ère classe ;
- M. Didier BRAUT, adjoint administratif principal de 2ème classe.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral n° 2020213-0014 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. Stéphane LARRIBE, directeur des ressources humaines et des moyens de la préfecture est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et le directeur des ressources humaines et des moyens sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,
Philippe MAHÉ





**PREFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de la coordination**

ARRÊTÉ N° 2020237-0041 DU 24 AOÛT 2020
DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MADAME VÉRONIQUE DESCACQ,
DIRECTRICE RÉGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA
CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE BRETAGNE,

LE PREFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

- VU le code de commerce ;
- VU le code du tourisme ;
- VU le code de la consommation ;

- VU le code du travail ;
- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
- VU Le décret n°2009-1377 en date du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
- VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU l'arrêté du ministre de l'économie et des finances, et du ministre du travail, du 1^{er} avril 2020, confiant au 1^{er} mai 2020 l'emploi de directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne à Madame Véronique DESCACQ,

SUR La proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Madame Véronique DESCACQ, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne, à l'effet de signer l'ensemble des décisions, actes administratifs et correspondances, relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne, visés aux articles 2, 3 et 4, à l'exception :

- des correspondances adressées aux élus ;
- de tout acte ou lettre adressé aux présidents des chambres consulaires ;
- des courriers ou mémoires adressés au parquet et aux juridictions administratives, pénales, civiles ou financières, hormis les courriers au parquet dans le cadre des pouvoirs de police ;

- des courriers et avis adressés aux ministres et aux directeurs des agences nationales, hormis les échanges de données factuelles ou statistiques ;
- des conventions, contrats ou chartes engageant l'Etat avec une collectivité territoriale ;
- des courriers faisant part de la position de l'Etat sur une question d'intérêt général dans le cadre d'un dossier finistérien ;
- des décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ou un sous-préfet d'arrondissement ;

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à Madame Véronique DESCACQ, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne, à l'effet de signer l'ensemble des décisions, actes administratifs et correspondances, relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne dans les domaines suivants, sous réserve des exclusions prévues à l'article 1 :

N° DE COTE	NATURE DU POUVOIR	CODE DU TRAVAIL OU AUTRE CODE ¹
A - SALAIRES		
A-1	Etablissement du tableau des temps nécessaires à l'exécution des travaux des travailleurs à domicile, à défaut de convention ou accord collectif de travail étendu	Art. L.7422-2
A-2	Fixation du salaire horaire minimum et des frais d'atelier ou accessoires des travailleurs à domicile	Art. L.7422-6 et L.7422-11
A-3	Établissement de la liste des conseillers du salarié	Art. L.1232-7 et D.1232-4
A-4	Décisions en matière de remboursement de frais des déplacements réels ou forfaitaires exposés par les conseillers du salarié	Art. D.1232-7 et 8
A-5	Décision en matière de remboursement aux employeurs des salaires maintenus aux conseillers du salarié pour l'exercice de leur mission	Art. L.1232.11
C - HEBERGEMENT DU PERSONNEL		
C-1	Délivrance de l'accusé de réception de la déclaration d'un employeur d'affectation d'un local à l'hébergement	Art. 1 de la loi 73-548 du 27 juin 1973
D - CONFLITS COLLECTIFS		
D-1	Engagement des procédures de conciliation ou de médiation au niveau départemental	Art. L.2523-2 et R.2522-14
E - AGENCE DE MANNEQUINS		
E-1	Attribution, renouvellement, suspensions, retrait de la licence d'agence de mannequins	Art.L.7123-14 Art. R.7123-8 à R.7123-17
F - EMPLOI DES ENFANTS ET JEUNES DE MOINS DE 18 ANS		
F-1	Délivrance, retrait des autorisations individuelles d'emploi des enfants dans les spectacles, les professions ambulantes et comme mannequins dans la publicité et la mode.	Art. L.7124-1
F-2	Délivrance, renouvellement, suspension, retrait de l'agrément de l'agence de mannequins lui permettant d'engager des enfants.	Art. L.7124-5
F-3	Fixation de la répartition de la rémunération perçue par l'enfant entre ses représentants légaux et le pécule ; autorisation de prélèvement	Art. L.7124-10
G - APPRENTISSAGE ET ALTERNANCE		

G-1	Décision d'opposition à l'engagement d'apprentis et à la poursuite des contrats en cours	Art. L.6223-1 et Art. L.6225-1 à L.6225-3 Art. R.6223-16 et Art. R.6225-4 à R.6225-8
I - PLACEMENT AU PAIR		
I-1	Autorisation de placement au pair de stagiaire "aides familiales"	Accord européen du 24/11/1969 et Décret du 27/02/2019 n°2019-141
J - PLACEMENT		
J-1	Convention, mise en demeure et fermeture administrative	Art. R.5322-3 et R.5324-1
K - EMPLOI		
K-1	Attribution de l'allocation spécifique de chômage partiel	Art. L.5122-1 Art. R.5122-1 à R.5122-29
K-2	Conventions relatives au fonds national pour l'emploi, sous réserve du respect des dispositions prévues à l'art.3, de ce présent arrêté.	Les articles ci-dessous concernent la totalité du point K-2 : Art. L.5111-1 à L.5111-2 Art. L.5123-1 à L.5123-9 Art. L.5123-7, L.1233-1-3-4, R.5112-11, L.5123-2, L.5124-1, R.5123-3 et R.5111-1, L.5111-1 et L.5111-3 Circulaire DGEFP 2004-004 du 30 janvier 2004 Circulaire DGEFP 2008-009 du 19 juin 2008
K-3	GPEC : - Convention d'appui à l'élaboration d'un plan de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences	Art. L.5121-3 Art. R.5121-14 à R.5121-15
K-5	Agrément relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière et de Production (SCOP) compétence ministère du travail	Loi n°47.1775 du 10 septembre 1947 / Loi n°78.763 du 19 juillet 1978 / Loi n°92.643 du 13 juillet 1992 / Décret n°79.376 du 10 mai 1979 / Décret n°93.455 du 23 mars 1993 / Décret n°93.1231 du 10 novembre 1993
K-6	Agrément des sociétés coopératives d'intérêt collectif	Art. 36 de la loi n°2001-624 du 17 juillet 2001 Décret du 21 février 2002
K-7	Diagnostics locaux d'accompagnement	Circulaires DGEFP n°2002-53 du 10 décembre 2002 et n°2003-04 du 4 mars 2003

K-8	Toutes décisions et conventions relatives : - aux contrats aidés - à la garantie jeunes et au parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie	Art. R.5131-8 à R.5131-25 Art. L.5134-65 et suivants Art.L5134-19-1 et suivants
K-9	Attribution, extension, renouvellement, retrait d'agrément d'une association ou d'une entreprise de services à la personne	Art. L.7232-1 et suivants
K-10	Toutes décisions relatives aux conventions de promotion de l'emploi incluant les accompagnements des contrats en alternance par les GEIQ.	Art. D.6325-24
K-12	Attribution, extension, renouvellement et retrait des agréments "entreprise solidaire"	Art. L.3332-17-1
L - TRAVAILLEURS HANDICAPES		
L-1	Subvention d'installation d'un travailleur handicapé	Art. R.5213-52 Art. D.5213-53 à D.5213-61
L-2	Agrément des accords de groupe, d'entreprise ou d'établissement en faveur des travailleurs handicapés	Art. L.5212-8 et R.5212-12 à R.5212-18

ARTICLE 3 : Délégation de signature est donnée à Madame Véronique DESCACQ, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne, à l'effet de signer l'ensemble des décisions, actes administratifs et correspondances, relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne dans les domaines suivants, **après avis préalable du Préfet**, sous réserve des exclusions prévues à l'article 1 :

B - REPOS HEBDOMADAIRE		
B-1	Déroptions au repos dominical	Art. L.3132.20 et 23
B-2	Décision de fermeture hebdomadaire au public des établissements d'une profession ou (et) de la région	Art. L.3132-29
K – EMPLOI		
K-2	<ul style="list-style-type: none"> - Toutes conventions d'allocation temporaire dégressive - Autres conventions relatives au fonds national pour l'emploi d'un montant égal ou supérieur à 23 000 € 	Les articles ci-dessous concernent la totalité du point K-2 : Art. L.5111-1 à L.5111-2 Art. L.5123-1 à L.5123-9 Art. L.5123-7, L.1233-1-3-4, R.5112-11, L.5123-2, L.5124-1, R.5123-3 et R.5111-1, L.5111-1 et L.5111-3 Circulaire DGEFP 2004-004 du 30 juin 2004 Circulaire DGEFP 2008-009 du 19 juin 2008

ARTICLE 4 : Délégation de signature est donnée à Madame Véronique DESCACQ, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne, à l'effet de signer l'ensemble des décisions, actes administratifs et correspondances, relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne dans les domaines suivants, sous réserve des exclusions prévues à l'article 1 :

- agrément des organismes pour l'installation, la réparation et le contrôle en service des instruments de mesure, ainsi que les actes relatifs à l'attribution, à la suspension et au retrait des marques d'identification.
- procédure contradictoire préalable aux décisions de fermeture administrative prévues aux articles L. 8272-2, L. 8272-4 et R. 8272-7 du code du travail.

ARTICLE 5 : Un compte rendu d'exécution de la présente délégation est adressé au préfet du Finistère le 1^{er} août et 1^{er} décembre de chaque année.


ARTICLE 6 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, Madame Véronique DESCACQ peut subdéléguer sa signature aux agents de catégorie A et B placés sous son autorité fonctionnelle, par arrêté notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

ARTICLE 7 : L'arrêté préfectoral n° 2020231-0007 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à Madame Véronique DESCACQ, Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne, est abrogé.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le préfet,

Philippe MAHÉ



18 AOÛT 2020

COMMISSION NATIONALE
D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL

ARRIVÉE

AVIS

La Commission nationale d'aménagement commercial,

- VU** le code de commerce ;
- VU** l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020, modifiée, relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;
- VU** la demande de permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale n° PC 029 232 19 00184, enregistrée à la mairie de la commune de Quimper le 31 décembre 2019 ;
- VU** le recours présenté par la SNC « LIDL », ledit recours enregistré le 2 avril 2020 sous le n° P 01160 29 20T01,

et dirigé contre l'avis favorable de la commission départementale d'aménagement commercial du Finistère du 6 mars 2020, au projet présenté par la SCI « CARREFOUR », portant sur l'extension de 227 m² de l'emprise au sol d'un point permanent de retrait par la clientèle d'achats au détail commandés par voie télématique, à l'enseigne « CARREFOUR », organisé pour l'accès en automobile, actuellement de 4 pistes et de 386 m² d'emprise au sol, et création de 3 pistes de ravitaillement supplémentaires, faisant passer l'emprise au sol totale à 613 m² et le nombre de pistes à 7, à Quimper ;

- VU** l'avis du ministre chargé de l'urbanisme en date du 19 juillet 2020 ;
- VU** l'avis du ministre chargé du commerce en date du 7 juillet 2020 ;

Après avoir entendu :

Mme Isabelle MOISANT, secrétaire de la Commission nationale d'aménagement commercial, rapporteur ;

M. Dominique PERRIN, coordinateur développement chez « Drive CARREFOUR » ;

M. Renaud RICHE, commissaire du gouvernement ;

Après en avoir délibéré dans sa séance du 22 juillet 2020 ;

- CONSIDÉRANT** que le projet consiste à réaménager les pistes d'un « drive » à l'enseigne « CARREFOUR » et à en augmenter leur nombre, les faisant passer de 4 à 7 pistes ; que le « drive » s'implante dans un ensemble commercial de 15 776 m² de surface de vente totale, composé notamment d'une locomotive alimentaire à l'enseigne « CARREFOUR » de 9 393 m² à laquelle est rattachée le projet ; que l'ensemble commercial est situé dans la zone commerciale de Kerdrezec, dans un secteur urbanisé de Quimper, à 2,9 km de son centre-ville ;
- CONSIDÉRANT** que, bien que le projet soit bien desservi par les transports en commun, il ne l'est pas par les modes de transport doux ; qu'en effet, les axes situés à proximité de l'ensemble commercial ne disposent pas de pistes cyclables, ni de trottoirs et de passages piétons permettant l'accès sécurisé des clients par les modes de transport doux ; qu'ainsi la desserte du projet se fera certainement presque exclusivement par la voiture ;
- CONSIDÉRANT** que le projet conduira nécessairement à une augmentation de la circulation automobile sur les axes alentours ; que compte tenu de la nature du projet, qui consiste à étendre un service « drive », l'absence d'étude de trafic ne permet pas d'évaluer correctement la fréquentation automobile sur les axes alentours et les conséquences du projet sur celle-ci ;
- CONSIDÉRANT** que le projet conduira à augmenter l'emprise au sol et le nombre de pistes du « drive » ; qu'il risque ainsi d'orienter plus encore les consommateurs vers la périphérie au détriment des commerces de centre-ville, alors même que la vacance commerciale de ce dernier est déjà élevée (de l'ordre de 14 %) ; qu'en effet, Quimper fait partie du plan d'Action Cœur de Ville et s'est vue octroyer une subvention du FISAC en 2019 ; que la réalisation du projet risque d'impacter les efforts de la commune pour redynamiser son centre-ville ;
- CONSIDÉRANT** que le projet ne conduira pas à améliorer les aspects environnementaux et paysagers du « drive » ; qu'il n'aura ainsi pas recours aux énergies renouvelables ; qu'au contraire, le projet conduira à réduire les espaces verts, déjà peu nombreux, de 210 m² ;
- CONSIDÉRANT** qu'ainsi, en l'état du dossier, le projet ne répond pas aux critères énoncés à l'article L. 752-6 du code de commerce ;

EN CONSÉQUENCE :

- admet le recours susvisé ;
- émet un avis défavorable au projet porté par la SCI « CARREFOUR ».

Votes favorables : 2

Votes défavorables : 6

Abstention : 0

PREFECTURE DU FINISTERE
DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL

18 AOUT 2020

ARRIVÉE

Le Président de la Commission
nationale d'aménagement commercial



Jean GIRARDON

Quimper, le 19 août 2020

COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL

du mercredi 9 septembre 2020 à 10 h 00

Salle Jean Moulin

ORDRE DU JOUR

Dossier n° 029-2020006 – 10 h 00 – COMBRIT

Demande de permis de construire n° PC 029 037 20 00030 valant demande d'autorisation au titre de l'exploitation commerciale relative à la création d'un Drive U de 4 pistes, d'un espace d'accueil de 16 m² et d'une surface de stockage et de préparation des commandes de 239 m², situé à Le Lannou à COMBRIT (29120).

Ce projet est présenté par la SAS BIGOUDIS, située à Le Lannou à COMBRIT (29120), représentée par M. Ollivier AUBERTIN, président.

Dossier n° 029-2020005 – 10 h 30 – CONCARNEAU

Demande de permis de construire n° PC 029 039 20 00038 valant demande d'autorisation au titre de l'exploitation commerciale relative à la création d'un supermarché à l enseigne ALDI d'une surface de vente de 999 m², situé zone d'activités de Kerampéru, 14-16 rue Lucien Vidie à CONCARNEAU (29900).

Ce projet est présenté par la SCI IMMO-RIGAULT, située 7 Hameau du Gouverou à LA FORET-FOUESNANT (29940), représentée par M. Gérald BOSCHER, responsable développement ALDI Immobilier.

Dossier n° 029-2020007 – 11 h 00 – BREST

Demande de permis de construire n° PC 029 019 20 00110 valant demande d'autorisation au titre de l'exploitation commerciale relative à l'extension d'un ensemble commercial par l'extension de 184 m² d'un magasin à l enseigne KERMA SPORT d'une surface actuelle de vente de 664 m² pour atteindre une surface future de vente de 848 m² et par la création d'un show-room de cuisines à l enseigne LE RENDEZ-VOUS DE LA CUISINE d'une surface de vente de 175 m², situés ZAC de Kergaradec, 69 rue Amiral Romain Desfossés à BREST (29200).

Ce projet est présenté par la SCI ESSOFFED, située 69, rue Amiral Romain Desfossés à BREST (29200), représentée par M. Edern LE LANN.



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la cohésion sociale**

**ARRÊTÉ N° 2020230-0002 DU 17 AOÛT 2020
PORTANT NOMINATION DES MEMBRES
DE LA COMMISSION DE MÉDIATION
DU DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE**

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU l'article L.441-2-3 du Code de la Construction et de l'Habitation dans sa rédaction issue de la loi n°2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale ;

VU les articles R.441-13 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation ;

VU l'arrêté préfectoral n°2007-1884 du 28 décembre 2007, portant nomination des membres de la commission de médiation du département du Finistère, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2008-0896 du 30/05/2008, n°2008-1708 du 25/09/2008, n°2009-1158 du 21/07/2009, n°2010-167 du 4/02/2010, n°2011-0066 du 17/01/2011, n°2011-0666 du 19/05/2011, n°2011-1573 du 17/11/2011, n°2012188-0009 du 6/07/2012, n°2012249-0004 du 5/09/2012, n°2014070-0003 du 11/03/2014, n°2015012-0009 du 12/01/2015, n°2015251-0004 du 8/09/2015, n°2016189-0007 du 7/07/2016, n°2016356-0005 du 21/12/2016, n°2017-023-0007 du 23/01/2017, n°2017046-0002 du 15/02/2017, n°2017186-0004 du 05/07/2017, n°2018081-0001 du 22/03/2018, n°2018255-0005 du 12/09/2018 et n°2019072-0009 du 13/03/2019 ; n°2020042-0002 du 11/02/2020 ;

VU l'article 4 du décret n° 2019-873 du 21 août 2019 relatif à la partie réglementaire du code de la construction et de l'habitation ;

VU les propositions des instances consultées ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Conformément à l'article L 441-2-3 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), une commission de médiation, chargée d'examiner les recours amiables portés devant celle-ci par les requérants en application du II ou du III du même article, a été créée dans le département du Finistère par arrêté préfectoral n° 2007-1884 du 28 décembre 2007.

ARTICLE 2 : Cette commission, présidée par Monsieur Gilles BLANCHARD (en son absence par le vice-président Monsieur François-Xavier LORRE), en tant que personne qualifiée est composée comme suit :

3^e collègue :

Représentant des organismes d'habitations à loyer modéré ou des sociétés d'économie mixte agréées en application de l'article L 481-1 œuvrant dans le département

Titulaire : Monsieur Gildas LEGRAND, OPH Quimper Cornouaille,
Suppléante : Madame Morgane CLUGERY, Finistère Habitat.

Représentant des organismes œuvrant dans le département intervenant pour le logement des personnes défavorisées dans le parc privé et agréés au titre des activités de maîtrise d'ouvrage mentionnées à l'article L 365-2 ou des activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale mentionnées à l'article L 365-4

Titulaire: Monsieur Raphaël LE BORGNE, SOLIHA
Suppléant : Monsieur Christian KERLEROUX, A.I.V.S. ALMA.

Représentant des organismes œuvrant dans le département chargés de la gestion d'une structure d'hébergement, d'un logement de transition, d'un logement-foyer ou d'une résidence hôtelière à vocation sociale

Titulaire : Madame Nancy CLARK, CCAS de CONCARNEAU,
Suppléante : Madame Estelle BILLON, CCAS de BREST

4^e collège

Représentant d'une association de locataires œuvrant dans le département affiliée à une organisation siégeant à la commission nationale de concertation mentionnée à l'article 41 de la loi n°86-1290 du 23 décembre 1986

Titulaire: Madame Chrystelle ANVROIN, CLCV
Suppléant : Madame Jacqueline NEGRERIE, CNL

Deux représentants des associations et organisations œuvrant dans le département dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées

Titulaire : Monsieur Bertrand BILLAUX, Fondation Massé-Trévidy
Suppléante : Madame Mireille BERNARD, Fondation Masse-Trévidy

Titulaire: Monsieur Jean Emmanuel CRUAU, UDAF,
Suppléant : Monsieur Ronan KERMARREC, UDAF.

5^e collège

Deux représentants des associations de défense des personnes en situation d'exclusion œuvrant dans le département

Titulaire: Madame Céline KERNANEC, Délégation Territoriale de la Croix Rouge,
Suppléante : Monsieur Dominique BODILIS, Délégation Territoriale de la Croix Rouge,

Titulaire: Monsieur Stéphane MARTIN, Fondation Abbé Pierre,
Suppléante : Madame Yvonne DELEMOTTE, Fondation Abbé Pierre.

Représentants du SIAO 29 avec voix consultative

Titulaire: Monsieur Patrick BELLANGER, Fondation Massé-Trévidy
Suppléant : Monsieur Tangi LE COZ, AGEHB

ARTICLE 3 : Les membres de la commission de médiation sont nommés pour une période de trois ans, renouvelable deux fois. La personne qualifiée qui assure la présidence est nommée pour une durée de trois ans renouvelable.

À la demande des instances qui y sont représentées, la composition de la commission peut être modifiée pour tenir compte des changements intervenus dans ces structures.

En cas d'absence, les membres titulaires sont suppléés par les membres désignés à cet effet dans le présent arrêté.

ARTICLE 4 : La commission définit les modalités de son fonctionnement par son règlement intérieur.

ARTICLE 5 : Le secrétariat de la commission de médiation, auquel sont adressés les recours hors Brest Métropole, est assuré par la direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) - secrétariat de la commission de médiation. Il est placé sous la responsabilité de l'unité « politiques sociales du logement » de la DDCS.

ARTICLE 6 : La commission se réunit en tant que de besoin sur convocation du secrétariat.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la Préfecture du Finistère et le directeur départemental de la cohésion sociale, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,

Pascal LELARGE



ARRÊTÉ N° 2020234-0005 DU 21 AOÛT 2020

PORTANT INTERDICTION TEMPORAIRE DE PÊCHE, RAMASSAGE, PURIFICATION ET
EXPÉDITION DE TOUT COQUILLAGE À L'EXCLUSION DES GASTÉROPODES MARINS
NON FILTREURS PROVENANT DE LA ZONE DE PRODUCTION « RIVIÈRE DU GOYEN »
N° 29.06.010.

LE PREFET DU FINISTERE
Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires notamment son article 19 ;

VU le règlement n°853/2004 du 29 avril 2004 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées d'origine animale ;

VU le règlement n°625/2017 du 15 mars 2017 du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques

VU le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment son article L. 232-1 ainsi que la partie réglementaire du livre IX ;

VU le code de la santé publique ;

VU le décret n° 84-428 du 5 juin 1984 relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 6 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion sanitaire des zones de production et des zones de reparcage de coquillages vivants ;

VU l'arrêté du 6 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;

VU l'arrêté préfectoral n°2019141-0009 du 21 mai 2019 portant classement de salubrité et surveillance sanitaire des zones de production de coquillages vivants dans le département du Finistère ;

VU l'arrêté préfectoral n°2020231-0028 du 18 août 2020 donnant délégation de signature à M. Eric DAVID directeur départemental de la protection des populations du Finistère ;

VU le bulletin d'alerte REMI niveau 0 de l'IFREMER du 19 août 2020.

VU le bulletin d'alerte REMI niveau 2 de l'IFREMER du 21 août 2020.

CONSIDÉRANT le bulletin REMI d'alerte préventive de l'IFREMER du 19 août 2020 faisant état de fortes pluies ayant entraîné des déversements d'eaux usées sur les communes de Pont-Croix, Plouhinec, Audierne et Esquibien à proximité de la zone de production conchylicole de la « Rivière du Goyen » ;

CONSIDÉRANT que les résultats en date du 21 août 2020 des analyses microbiologiques effectuées par LABOCEA montrent une contamination bactérienne sur les huîtres de la zone de production « Rivière du Goyen » (n° 29.06.010) classée B de 54000 E. coli, dépassant la valeur seuil de 4600 E. coli / 100 g de chair et de liquide intervalvaire, limite pour une zone classée B ;

CONSIDÉRANT que ce niveau de contamination est susceptible d'entraîner un risque pour la santé humaine en cas d'ingestion des coquillages ;

SURavis de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer ;

SURavis de l'Agence régionale de santé ;

SURproposition de Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : FERMETURE DE LA ZONE

La pêche professionnelle et récréative ainsi que le ramassage, la purification et l'expédition en vue de la mise à la consommation humaine de tout coquillage à l'exclusion des gastéropodes marins non filtreurs, provenant du domaine public maritime et des eaux maritimes, sont interdits à partir du 21 août 2020 dans la zone de production « Rivière du Goyen » (n° 29.06.010) ainsi délimitée :

- Limite amont : la limite réglementaire de salure des eaux (pont de Kerydreuff - commune de Pont-Croix).
- Limite aval : la ligne droite reliant l'extrémité du môle de Sainte-Evette à l'extrémité de la jetée de Raouluc prolongée jusqu'au littoral de la commune de Plouïrec au lieu dit Saint Julien la Grève.

ARTICLE 2: MESURES DE RETRAIT DES COQUILLAGES CONCERNÉS

Tous les coquillages récoltés et/ou pêchés dans la zone « Rivière du Goyen » (n°29.06.010) depuis le 15 août 2020, date du début des événements climatiques, sont considérés comme impropres à la consommation humaine.

-

Tout professionnel qui a depuis cette date commercialisé ces espèces de coquillages, doit engager immédiatement sous sa responsabilité leur retrait du marché en application de l'article 19 du règlement (CE) n°178/2002, et en informer la Direction départementale de la protection des populations. Ces produits doivent être détruits, selon les modalités fixées par le règlement (CE) n° 1069/2009.

ARTICLE 3 : UTILISATION DE L'EAU DE MER PROVENANT DE LA ZONE FERMÉE

Article 3.1. Mesures générales

Il est interdit d'utiliser pour l'immersion des coquillages, quelles que soient leurs provenances, l'eau de mer provenant de la zone « Rivière du Goyen » (n°29.06.010) tant que celle-ci reste fermée.

Seules les opérations de lavage des coquillages, sans immersion, sont possibles.

Compte tenu des risques associés, cette interdiction est également applicable pour l'eau de mer qui aurait été pompée dans cette zone depuis le 15 août 2020 et stockée dans les bassins et réserves des établissements. Les coquillages qui seraient déjà immergés dans cette eau sont considérés comme contaminés et ne peuvent être commercialisés pour la consommation humaine.

Ces coquillages peuvent être ré immergés dans la zone fermée en attente de sa réouverture, sous réserve de l'accord de Direction départementale de la protection des populations.

Article 3.2 Mesures particulières

Les établissements, qui peuvent justifier auprès de la direction départementale de la protection des populations un approvisionnement en eau de mer non contaminée (du fait par exemple des dates et lieux de pompage), peuvent continuer à commercialiser des coquillages qui proviennent soit de zones ouvertes soit de la zone fermée mais « mis à l'abri » avant la période de toxicité retenue.

ARTICLE 4 : VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté préfectoral est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Rennes pendant un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 5 : EXCLUSIONS

Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux activités des écloséries ainsi qu'aux transferts de naissains et juvéniles en vue de l'élevage.

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur départemental des territoires et de la mer adjoint délégué à la mer et au littoral, le délégué départemental de l'agence régionale de santé, le commandant du groupement de gendarmerie du Finistère et les maires des communes de Plouhinec, Pont-Croix, Esquibien et Audierne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le 21 août 2020

Pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental
de la protection des populations




Le Directeur départemental
de la protection des populations
Eric DAVID

Arrêté préfectoral N°2020234-0006 du 21 août 2020 interdisant la pêche en vue de la consommation humaine et animale de toute espèce piscicole dans l'Aulne dans sa partie continentale entre les écluses de Prat Hir et de Guily Glaz

LE SECRETAIRE GENERAL, PREFET DU FINISTERE PAR INTERIM

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement,

VU le code de la santé publique, notamment son article L1311-2,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Pascal LELARGE en qualité de préfet de Corse, préfet de Corse-du-Sud ;

VU la note de service du 14 août 2020 de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère portant délégation de signature et précisant qu'il assure l'intérim de la fonction de préfet du Finistère du 18 août au 23 août 2020, jusqu'à l'installation de M. le préfet Philippe MAHE le 24 août 2020 ;

Considérant la pollution de l'Aulne par du digestat issu d'une unité de méthanisation, sur la commune de Chateaulin, survenue dans la nuit du 17 au 18 août 2020;

Considérant que les paramètres physico-chimiques mesurés au niveau de la prise d'eau de Coatigrac'h, située en aval de la pollution laisse apparaître une persistance d'indicateurs de pollution ;

Considérant que cette persistance est de nature à rendre incertain le niveau de contamination bactériologique de certaines parties des poissons tant que le milieu n'a pas retrouvé le niveau habituel de qualité,

Considérant ainsi que ces éléments sont de nature, en l'absence du résultat d'investigation analytique pour estimer le degré de toxicité de la chair des poissons qui seraient pêchés, entre les deux écluses citées en article 1, à justifier une suspension d'activité de pêche en vue de la consommation humaine ou animale, dans la mesure où une éventuelle contamination de l'eau peut constituer un risque pour la santé humaine ou animale en cas de consommation de poissons contaminés ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations

SUR proposition du l'Agence Régionale de Santé

ARRETE

Article 1 : Objet

Est interdite la pêche de toute espèce piscicole en vue de la consommation humaine et animale à compter de ce jour, dans l'Aulne entre l'écluse de prat hir sur la commune de Chateaulin et celle de guily glaz sur la commune de Port Launay. La pêche en «no kill» est possible.

Article 2 : révision de l'interdiction

La présente décision pourra être révisée au vu de résultats d'analyses complémentaires permettant de constater un retour à l'état initial du milieu aquatique.

Article 3 : Publicité

L'arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il est mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le Finistère pendant une durée de trois mois et transmis pour information à la mairie de chacune des communes concernées pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Il sera affiché en mairie ainsi qu'au niveau de chacun des accès au cours d'eau.

Article 4: voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

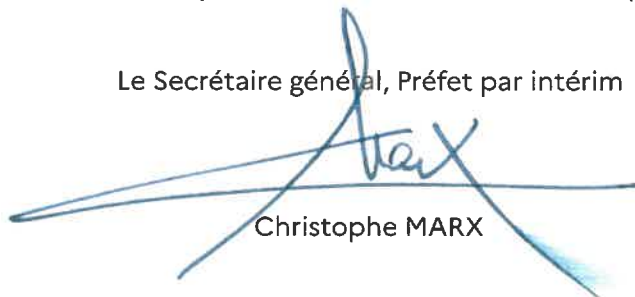
Il peut également faire l'objet auprès du préfet d'un recours gracieux, celui-ci prolongeant le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.

La juridiction administrative peut être saisie par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet <https://www.telerecours.fr>.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le sous-préfet de Chateaulin, le maire de Chateaulin, Dineault Saint-Coulitz et Port Launay, le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, le directeur départemental de la protection des populations du Finistère, le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Finistère, le directeur général de l'agence régionale de santé de Bretagne, les agents de l'Office Français de la Biodiversité, le président de la fédération du Finistère pour la pêche et la protection du milieu aquatique, les gardes pêche particuliers assermentés, et tous les agents habilités à constater les infractions à la police de la pêche visées à l'article L437-1 du code de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Secrétaire général, Préfet par intérim



Christophe MARX

ARRETE PREFECTORAL DU 23 AOUT 2020
PORTANT LEVEE DE L'INTERDICTION DE LA PECHE EN VUE DE LA CONSOMMATION
HUMAINE ET ANIMALE
DE TOUTE ESPECE PISCICOLE DANS L'AULNE DANS SA PARTIE
CONTINENTALE ENTRE LES ECLUSES DE PRAT HIR ET DE GUILY GLAZ

AP n° 2020236-0001

LE SECRETAIRE GENERAL, PREFET DU FINISTERE PAR INTERIM
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement ;

VU le code de la santé publique, notamment son article L1311-2 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Pascal LELARGE en qualité de préfet de Corse, préfet de Corse-du-Sud ;

VU la note de service du 14 août 2020 de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère portant délégation de signature et précisant qu'il assure l'intérim de la fonction de préfet du Finistère du 18 août au 23 août 2020, jusqu'à l'installation de M. le préfet Philippe MAHE le 24 août 2020 ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 août 2020 interdisant la pêche en vue de la consommation humaine et animale de toute espèce piscicole dans l'Aulne dans sa partie continentale entre les écluses de prat hir et de guily glaz, et notamment son article 2 prévoyant une révision de l'interdiction au vu de résultats d'analyses complémentaires ;

CONSIDERANT la pollution de l'Aulne par du digestat issu d'une unité de méthanisation, sur la commune de Chateaulin, survenue dans la nuit du 17 au 18 août 2020 ;

CONSIDERANT que les paramètres physico-chimiques mesurés au niveau de la prise d'eau de Coatigrac'h, située en aval de la pollution, laissent apparaître un retour à une situation normale de la qualité de l'eau,

CONSIDERANT que ces analyses permettent d'en déduire une disparition des traces de pollution,

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations,

SUR la proposition de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

ARTICLE 1 : Objet

L'arrêté préfectoral du 21 août 2020 interdisant la pêche en vue de la consommation humaine et animale de toute espèce piscicole dans l'Aulne dans sa partie continentale entre les écluses de prat hir et de guily glaz est abrogé.

La pêche de toute espèce piscicole en vue de la consommation humaine et animale, dans l'Aulne entre l'écluse de prat hir sur la commune de Chateaulin et celle de guily glaz sur la commune de Port Launay, est autorisée à compter de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

ARTICLE 2 : Publicité

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de sa notification aux communes et maires concernés. Le présent arrêté sera affiché en mairies pour une durée minimale d'un mois, en lieu visible pour les usagers et porté à la connaissance de la population, au niveau de chacun des accès au cours d'eau et par tout moyen disponible que les Maires jugeront appropriés. L'arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Il sera mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le Finistère pendant une durée de trois mois.

ARTICLE 3 : Voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

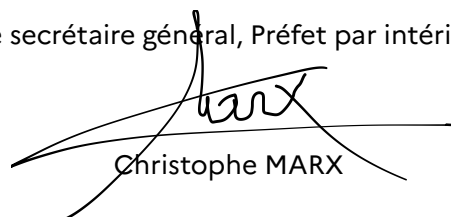
Il peut également faire l'objet auprès du préfet d'un recours gracieux, celui-ci prolongeant le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.

La juridiction administrative peut être saisie par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet <https://www.telerecours.fr>.

ARTICLE 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, la sous-préfète de Chateaulin, les maires de Chateaulin, Dineault Saint-Coulitz et Port Launay, le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, le directeur départemental de la protection des populations du Finistère, le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Finistère, le directeur général de l'agence régionale de santé de Bretagne, les agents de l'Office Français de la Biodiversité, le président de la fédération du Finistère pour la pêche et la protection du milieu aquatique, les gardes pêche particuliers assermentés, et tous les agents habilités à constater les infractions à la police de la pêche visées à l'article L437-1 du code de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le secrétaire général, Préfet par intérim,



Christophe MARX



**PREFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

**ARRETE PREFECTORAL N° 2020232-0003 DU 19 AOUT 2020
PORTANT DEROGATION A L'OBLIGATION DE DÉBIT RÉSERVÉ**

LE SECRETAIRE GENERAL, PREFET DU FINISTERE PAR INTERIM
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment le Livre II - Titre 1^{er} : eaux et milieux aquatiques, notamment les articles L. 211-1 et suivants, L. 214-18 et R. 211-66,

VU le code de la santé publique et notamment son livre III,

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Pascal LELARGE en qualité de préfet de Corse, préfet de Corse-du-Sud ;

Vu la note de service du 14 août 2020 de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère portant délégation de signature et précisant qu'il assure l'intérim de la fonction de préfet du Finistère du 18 août au 23 août 2020, jusqu'à l'installation de M. le préfet Philippe MAHE le 24 août 2020 ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 juin 2010 autorisant la prise d'eau potable de Pen Al Len sur la commune de Fouesnant, exploitée par la communauté de communes du pays fouesnantais ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 août 2012 autorisant la prise d'eau potable de Kermaria dans le Goyen sur la commune de Mahalon, exploitée par le syndicat intercommunal du Goyen ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2006 autorisant la prise d'eau potable de Trohier sur le Steir sur la commune de Quimper, exploitée par Quimper Bretagne Occidentale ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 novembre 1985 autorisant la prise d'eau potable de Keratry dans le Nevez sur la commune de Douarnenez, exploitée par Douarnenez communauté

CONSIDÉRANT la pollution de la rivière de l'Aulne, survenue dans la nuit du 17 au 18 août 2020, et la mauvaise qualité de l'eau de la rivière Aulne qui en résulte, en amont de la prise d'eau potable de Coatigrach ;

CONSIDÉRANT que cette mauvaise qualité qui affecte l'ensemble du bief va perdurer pendant quelques jours ;

42, boulevard Duplex
29320 QUIMPER Cedex
Tél : 02 98 76 29 29
www.finistere.gouv.fr

CONSIDÉRANT que le traitement de cette eau est rendu plus difficile et que la production du syndicat de l'Aulne est affectée ;

CONSIDÉRANT que le syndicat mixte de l'Aulne exporte de l'eau potable vers des collectivités dont la communauté de communes du pays fouesnantais, Quimper Bretagne Occidentale, Douarnenez communauté et le syndicat du Goyen , que ces collectivités disposent elles-mêmes de ressources qu'il convient d'utiliser au maximum pour assurer la desserte en eau potable du plus grand nombre d'abonnés ;

SUR la proposition du secrétaire général ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Afin de préserver les besoins en alimentation en eau potable de l'ensemble des collectivités desservies tout ou partie par le syndicat mixte de l'Aulne, les collectivités désignées ci-dessous titulaires d'une autorisation de prélèvement en cours d'eau, destinée à l'alimentation en eau potable, sont autorisées à réduire le débit réservé fixé dans leur arrêté d'autorisation sus visé. Chaque collectivité s'assure que le débit en aval de sa prise d'eau reste suffisant pour éviter toute mortalité dans les cours d'eau concernés et de façon plus générale pour assurer la sauvegarde des écosystèmes aquatiques.

ARTICLE 2 : Sont concernés :

- la communauté de communes du pays fouesnantais pour la prise d'eau de Pen Al Len
- Quimper Bretagne Occidentale pour la prise d'eau sur le Steir
- le syndicat du Goyen pour la prise d'eau sur le Goyen
- Douarnenez communauté pour la prise d'eau de Keratry

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est applicable dès sa signature et jusqu'au 23 août 2020 inclus

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Il peut également faire l'objet auprès du préfet d'un recours gracieux, celui-ci prolongeant le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.

La juridiction administrative peut être saisie par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet <https://www.telerecours.fr> ;

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur général de l'agence régionale de santé Bretagne, le commandant du groupement de gendarmerie, les agents visés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement, les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Le Secrétaire général, Préfet par intérim



Christophe MARX

**ARRÊTÉ N° 2020233-0003 DU 20 AOÛT 2020
PORTANT DÉROGATION A L'OBLIGATION DE DÉBIT RÉSERVÉ**

LE SECRETAIRE GENERAL, PREFET DU FINISTERE PAR INTERIM
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment le Livre II - Titre 1^{er}: eaux et milieux aquatiques, notamment les articles L. 211-1 et suivants, L. 214-18 et R. 211-66,

VU le code de la santé publique et notamment son livre III,

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Pascal LELARGE en qualité de préfet de Corse, préfet de Corse-du-Sud ;

VU la note de service du 14 août 2020 de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère portant délégation de signature et précisant qu'il assure l'intérim de la fonction de préfet du Finistère du 18 août au 23 août 2020, jusqu'à l'installation de M. le préfet Philippe MAHE le 24 août 2020 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 février 2008 autorisant la prise d'eau potable de Poraon sur l'aber, commune de Crozon

CONSIDÉRANT la pollution de la rivière de l'Aulne, survenue dans la nuit du 17 au 18 août 2020, et la mauvaise qualité de l'eau de la rivière Aulne qui en résulte, en amont de la prise d'eau potable de Coatigrach ;

CONSIDÉRANT que cette mauvaise qualité qui affecte l'ensemble du bief va perdurer pendant quelques jours ;

CONSIDÉRANT que le traitement de cette eau est rendu plus difficile et que la production du syndicat de l'Aulne est affectée ;

CONSIDÉRANT que le syndicat de l'Aulne exporte de l'eau potable vers des collectivités dont la communauté de communes de la presqu'île de Crozon Aulne maritime, que la commune de Crozon dispose d'une ressource propre qui doit être utilisée au maximum pour assurer la desserte en eau potable du plus grand nombre d'abonnés ;

SUR la proposition du secrétaire général ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Afin de préserver les besoins en alimentation en eau potable de l'ensemble des collectivités desservies tout ou partie par le syndicat de l'Aulne, la commune de Crozon est autorisée à réduire le débit réservé fixé dans son arrêté d'autorisation sus visé.

La collectivité s'assure que le débit en aval de sa prise d'eau reste suffisant pour éviter toute mortalité dans le cours d'eau concerné et de façon plus générale pour assurer de la sauvegarde des écosystèmes aquatiques.

ARTICLE 2 : le présent arrêté est applicable dès sa signature et jusqu'au 23 août 2020 inclus.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Il peut également faire l'objet auprès du préfet d'un recours gracieux, celui-ci prolongeant le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.

La juridiction administrative peut être saisie par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet <https://www.telerecours.fr> ;

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, la sous-préfète de Chateaulin, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur général de l'agence régionale de santé Bretagne, le commandant du groupement de gendarmerie, les agents visés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement, le maire de Crozon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Le Secrétaire général, Préfet par intérim et par délégation



Christophe MARX



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

ARRÊTÉ N° 2020230-0003 DU 17 AOÛT 2020
RELATIF A L'APPROBATION DU RSE DU TRAMWAY ET DU TÉLÉPHÉRIQUE DE BREST

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le Code des transports ;

VU le décret n° 2017-440 du 30 mars 2017 modifié, relatif à la sécurité des transports publics guidés et notamment son article 23 ;

VU l'arrêté du 23 mai 2003 modifié, relatif aux dossiers de sécurité des systèmes de transport public guidés urbains et notamment son annexe 5 ;

VU le courrier de Brest Métropole du 2 juillet 2020 adressé au préfet du Finistère, transmettant le règlement de sécurité de l'exploitation (RSE) du réseau de tramway et de téléphérique de Brest dans sa version 1 du 17 juin 2020 et sollicitant son approbation ;

VU le RSE du réseau de tramway et de téléphérique de Brest dans sa version 1 du 17 juin 2020 établie par l'exploitant RATP Dev ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable assorti des prescriptions du bureau nord-ouest du Service Technique des Remontées Mécaniques et des Transports Guidés, en date du 24 juillet 2020 ;

SUR la proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Le règlement de sécurité de l'exploitation (RSE) du tramway et du téléphérique de l'agglomération brestoise dans sa version du 17 juin 2020 est approuvé.

ARTICLE 2 : L'exploitation commerciale sera réalisée dans le strict respect de cette seule version du règlement de sécurité de l'exploitation approuvé, qui se substitue à la précédente version en vigueur.

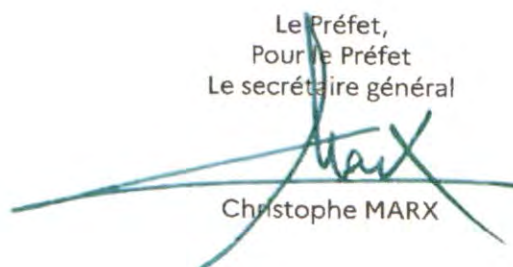
ARTICLE 3 : Tout évènement notable lié à la sécurité en exploitation sur ce réseau devra être porté à la connaissance des services de l'État dans les conditions prévues aux articles 89 et 90 du décret n°2017-440 du 30 mars 2017 susvisé, le chapitre 10 du présent RSE et selon les modalités arrêtées conjointement entre l'exploitant, la DDTM du Finistère et le bureau Nord-Ouest du STRMTG.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans les deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté portant règlement de sécurité de l'exploitation entre en vigueur à compter du lendemain de sa publication au recueil des actes administratifs.

ARTICLE 6 : Le directeur de cabinet de la préfecture du Finistère, le président de Brest Métropole, le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, le directeur de RATP Dev, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,
Pour le Préfet
Le secrétaire général



Christophe MARX



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la Mer**



ARRÊTÉ n° 2020237-0042 du 24 août 2020
Portant délégation de signature

Le Préfet du FINISTÈRE
officier de la légion d'honneur

délégué territorial de l'agence nationale pour la rénovation urbaine
du département du FINISTÈRE

- VU la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, modifiée par la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, notamment ses articles 9-1 à 9-3 relatifs au nouveau programme national de renouvellement urbain,
- VU la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion,
- VU le décret n° 2004-123 du 9 février 2004 modifié relatif à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- VU le règlement général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine relatif au programme national de rénovation urbaine en vigueur,
- VU le règlement général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine relatif au programme national de requalification des quartiers anciens dégradés en vigueur,
- VU le règlement général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine relatif au nouveau programme national de renouvellement urbain en vigueur,
- VU le règlement comptable et financier de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine relatif au programme national de rénovation urbaine et au programme national de requalification des quartiers anciens dégradés en vigueur,
- VU le règlement financier de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine relatif au nouveau programme national de renouvellement urbain en vigueur,
- VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère
- VU l'arrêté du premier ministre du 27 novembre 2017 portant nomination de M. Yves LE MARÉCHAL en qualité de directeur départemental adjoint des territoires et de la mer du Finistère;

VU la décision du directeur général de l'agence nationale pour la rénovation urbaine du 20 décembre 2017 portant nomination de M. Yves LE MARÉCHAL directeur départemental adjoint des territoires et de la mer, Délégué territorial adjoint de l'ANRU pour le FINISTÈRE,

Article 1

Délégation de signature est donnée à M. Yves Le Maréchal, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer, en sa qualité de délégué territorial adjoint pour le département du FINISTÈRE, pour les programmes de rénovation urbaine PNRU et NPNRU, en dehors des engagements juridiques (DAS) qui restent de la compétence du préfet, délégué territorial :

Pour :

- Signer tous les documents et courriers afférents à la gestion et à l'instruction des dossiers d'opérations éligibles aux aides de l'ANRU
- Signer tous les actes relevant de la compétence de l'ordonnateur, sauf les engagements juridiques (DAS) qui restent de la compétence du préfet, délégué territorial, :
 - o La certification du service fait
 - o les demandes de paiement (FNA)
 - o les ordres de recouvrer afférents
- Valider tous les actes relevant de la compétence de l'ordonnateur dans les applications informatiques de l'ANRU interfacées avec le système d'information financière de l'ANRU
 - o Les engagements juridiques (DAS)
 - o La certification du service fait
 - o les demandes de paiement (FNA)
 - o les ordres de recouvrer afférents

Article 2

Délégation de signature est donnée à :

- M. Gérard DÉNIEL, ingénieur de l'agriculture et de l'environnement hors classe, en sa qualité de chef du service habitat-construction de la DDTM du FINISTÈRE,
- M. Philippe ABRAHAM, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en sa qualité de chef d'unité « politiques de l'habitat et coordination » de la DDTM du FINISTÈRE, pour les programmes de rénovation urbaine PNRU et NPNRU,

Pour valider tous les actes relevant de la compétence de l'ordonnateur dans les applications informatiques de l'ANRU interfacées avec le système d'information financière de l'ANRU

- o Les engagements juridiques (DAS)
- o La certification du service fait
- o les demandes de paiement (FNA)
- o les ordres de recouvrer afférents

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yves LE MARÉCHAL, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer, délégué territorial adjoint de l'ANRU, délégation est donnée à :

- M. Gérard DÉNIEL, ingénieur de l'agriculture et de l'environnement hors classe, en sa qualité de chef du service habitat-construction de la DDTM du FINISTÈRE,

- M. Philippe ABRAHAM, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en sa qualité de chef d'unité « politiques de l'habitat et coordination » de la DDTM du FINISTÈRE, aux fins de signer et de valider l'ensemble des actes mentionnés à l'article 1.

Article 4

L'arrêté n°2018004-0003 du 4 janvier 2018 portant délégation de signature à M. Yves LE MARÉCHAL, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer du Finistère, délégué territorial adjoint de l'agence nationale pour la rénovation urbaine du département du Finistère, et l'arrêté n°2020231-0041 du 18 août 2020 portant délégation de signature à M. Philippe CHARRETON, directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, délégué territorial adjoint de l'agence nationale pour la rénovation urbaine du département du Finistère, sont abrogés.


Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental adjoint des territoires et de la mer, délégué territorial adjoint de l'ANRU, sont en charge, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du FINISTÈRE. Une copie de cet arrêté est transmise à l'Agent Comptable de l'ANRU.

Fait à QUIMPER, le 24 août 2020

Le Préfet du FINISTÈRE
Délégué territorial de l'ANRU

Philippe MAHÉ





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la Mer**



Décision du 24 août 2020
portant nomination du délégué adjoint
et donnant délégation de signature à M. Yves LE MARÉCHAL,
directeur départemental adjoint des territoires et la mer du Finistère

Le préfet du Finistère
délégué de l'agence nationale de l'habitat dans le département
officier de la Légion d'honneur

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article L 321-1 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;

VU le décret 2009-1090 du 4 septembre 2009 relatif à l'agence nationale de l'habitat ;

VU la décision du 23 avril 2014 de la directrice générale de l'agence nationale de l'habitat portant sur la délégation de pouvoirs aux délégués de l'Anah dans le département, et notamment son paragraphe II ;

VU l'arrêté du Premier ministre du 27 novembre 2017 portant nomination de M. Yves LE MARÉCHAL en qualité de directeur départemental adjoint des territoires et de la mer du Finistère ;

DÉCIDE

Article 1

M. Yves LE MARÉCHAL, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer du Finistère, est nommé délégué adjoint pour le Finistère de l'agence nationale de l'habitat.

Article 2

Délégation permanente est donnée à M. Yves LE MARÉCHAL, délégué adjoint, et en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Philippe CHARRETON, directeur et à M. Hugues VINCENT, directeur adjoint, délégué à la mer et au littoral, à l'effet de signer les actes et documents suivants :

Pour l'ensemble du département :

- tous actes et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention, à l'attribution des subventions ou au rejet des demandes, au retrait, à l'annulation et au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux III de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation (humanisation des structures d'hébergement) dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions ;
- tous actes relatifs à l'instruction des demandes de subvention des bénéficiaires mentionnés aux IV et V de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation (RHI-THIRORI), à l'instruction des demandes d'acomptes et leur liquidation ainsi qu'à l'instruction des demandes de versement du solde de la subvention ;
- tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'Agence aux termes des conventions signées pour la gestion par l'Anah des aides propres des collectivités territoriales en application de l'article L. 312-2-1 du code de la construction et de l'habitation dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions ;
- la désignation des agents chargés du contrôle mandatés pour effectuer des contrôles sur place ;
- tous actes et documents administratifs, notamment décision d'agrément ou de rejet, relatifs à l'instruction des demandes d'habilitation d'opérateurs d'AMO ;
- toute convention relative au programme habiter mieux ;
- le rapport annuel d'activité ;
- après avis du délégué de l'Agence dans la région, les conventions pour la gestion des aides à l'habitat privé prévues à l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les avenants aux conventions en cours.

Toutefois, ces trois dernières délégations ne peuvent être consenties qu'au seul délégué adjoint, qui ne peut pas lui-même les déléguer.

Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (en délégation de compétence pour l'attribution des aide à la pierre) :

- tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'Agence aux termes des conventions signées en application des articles L. 301-5-1, L. 301-5-2 et L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- tous actes et documents administratifs relatifs au retrait, à l'annulation et le cas échéant au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux I et II de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation, dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur, pour les dossiers ayant fait l'objet d'une attribution de subvention antérieurement à l'entrée en vigueur de la convention signée en application de l'article L. 321-1-1.

Article 3

Concernant le conventionnement des logements au titre des articles L 321-4 et L 321-8 du code de la construction et de l'habitation, délégation permanente est donnée à M. Yves LE MARÉCHAL, délégué adjoint, et en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Philippe CHARETTON, directeur et à M. Hugues VINCENT, directeur adjoint, délégué à la mer et au littoral à l'effet de signer les actes et documents suivants:

Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation, sous réserve des compétences relatives au conventionnement sans travaux dévolues au délégataire de compétence dans les conditions prévues dans la convention de gestion (en délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :

- 1) les conventions qui concernent des logements ne faisant pas l'objet d'une subvention de l'Anah ainsi que leur prorogation ou résiliation. Le document récapitulatif des engagements du bailleur est signé dans les mêmes conditions que celles relatives à la convention s'y rapportant.

- 2) tous documents afférant à ces conventions, dans le cadre de l'instruction préalable à leur conclusion, leur prorogation ou leur résiliation ainsi que toutes demandes de renseignements auprès des bailleurs ayant conclu une convention au titre de l'article L. 321-4 ou L. 321-8 du code de la construction et de l'habitation.
- 3) de façon générale, pour les besoins du contrôle et dans les conditions prévues à l'article R.321-29, tous les documents relevant de missions de vérification, de contrôle et d'information liées au respect des engagements contractuels et au plein exercice du contrôle de l'Agence.

Article 4

Délégation est donnée à M. Gérard DÉNIEL, chef du service habitat construction à la DDTM, aux fins de signer :

Pour l'ensemble du département:

- tous actes et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention, à l'attribution des subventions ou au rejet des demandes, au retrait, à l'annulation et au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux III de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation (humanisation des structures d'hébergement) dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions ;
- tous actes relatifs à l'instruction des demandes de subvention des bénéficiaires mentionnés aux IV et V de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation (RHI-THIRORI), à l'instruction des demandes d'acomptes et leur liquidation ainsi qu'à l'instruction des demandes de versement du solde de la subvention ;
- tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'Agence aux termes des conventions signées pour la gestion par l'Anah des aides propres des collectivités territoriales en application de l'article L. 312-2-1 du code de la construction et de l'habitation dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions ;
- la désignation des agents chargés du contrôle mandatés pour effectuer des contrôles sur place ;
- tous actes et documents administratifs, notamment décision d'agrément ou de rejet, relatifs à l'instruction des demandes d'habilitation d'opérateurs d'AMO ;

Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (en délégation de compétence pour l'attribution des aide à la pierre) :

- tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'Agence aux termes des conventions signées en application des articles L. 301-5-1, L. 301-5-2 et L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- tous actes et documents administratifs relatifs au retrait, à l'annulation et le cas échéant au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux I et II de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation, dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur, pour les dossiers ayant fait l'objet d'une attribution de subvention antérieurement à l'entrée en vigueur de la convention signée en application de l'article L. 321-1-1.

Article 5

Concernant le conventionnement des logements au titre des articles L 321-4 et L 321-8 du code de la construction et de l'habitation, délégation permanent est donnée à M. Gérard DÉNIEL, chef du service Habitat Construction à la DDTM, à l'effet de signer les actes et documents suivants:

Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation, sous réserve des compétences relatives au conventionnement sans travaux dévolues au délégataire de compétence dans les conditions prévues dans la convention de gestion (en délégation de compétence pour l'attribution des aide à la pierre) :

1. les conventions qui concernent des logements ne faisant pas l'objet d'une subvention de l'Anah ainsi que leur prorogation ou résiliation. Le document récapitulant les engagements du bailleur est signé dans les mêmes conditions que celles relatives à la convention s'y rapportant.
2. tous documents afférant à ces conventions, dans le cadre de l'instruction préalable à leur conclusion, leur prorogation ou leur résiliation ainsi que toutes demandes de renseignements auprès des bailleurs ayant conclu une convention au titre de l'article L. 321-4 ou L. 321-8 du code de la construction et de l'habitation.
3. de façon générale, pour les besoins du contrôle et dans les conditions prévues à l'article R. 321-29, tous les documents relevant de missions de vérification, de contrôle et d'information liées au respect des engagements contractuels et au plein exercice du contrôle de l'Agence.

Article 6

Délégation est donnée à Mme Anne-Laure LE GOFF, chef de l'unité habitat privé, et en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Romain LE RU, adjoint au chef de l'unité habitat privé aux fins de signer :

Pour l'ensemble du département :

- tous actes et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention, aux bénéficiaires mentionnés aux III de l'article R 321-12 du code de la construction et de l'habitation (humanisation des structures d'hébergement) dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions,
- Tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'agence aux termes des conventions signées pour la gestion par l'Anah des aides propres des collectivités territoriales en application de l'article L 312-2-1 du code de la construction et de l'habitation dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions.

Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (en délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :

- tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'agence aux termes des conventions signées en application des articles L 301-5-1, L 301-5-2 et L 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation,
- tous actes et documents administratifs relatifs au retrait, à l'annulation et le cas échéant au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux I et II de l'article R 321-12 du code de la construction et de l'habitation, dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur, pour les dossiers ayant fait l'objet d'une attribution de subvention antérieurement à l'entrée en vigueur de la convention signée en application de l'article L 321-1-1.

Article 7

Concernant le conventionnement des logements au titre des articles L 321-4 et L 321-8 du code de la construction et de l'habitation, délégation est donnée à Mme Anne-Laure LE GOFF, chef de l'unité habitat privé, et en cas d'absence ou d'empêchement à M. Romain LE RU, adjoint au chef de l'unité habitat privé.

Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation, sous réserve des compétences relatives au conventionnement sans travaux dévolues au délégataire de compétence dans les conditions prévues dans la convention de gestion (en délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :

1 – les conventions qui concernent des logements ne faisant pas l'objet d'une subvention de l'Anah ainsi que leur prorogation ou résiliation. Le document récapitulant les engagements du bailleur est signé dans les mêmes conditions que celles relatives à la convention s'y rapportant,

2 – tous documents afférant à ces conventions, dans le cadre de l'instruction préalable à leur conclusion, leur prorogation ou leur résiliation ainsi que toutes demandes de renseignements auprès

des bailleurs ayant conclu une convention au titre de l'article L 321-4 ou L 321-8 du code de la construction et de l'habitation,

3 – de façon générale, pour les besoins du contrôle et dans les conditions prévues à l'article R 321-29, tous les documents relevant de missions de vérifications, de contrôle et d'information liées au respect des engagements contractuels et au plein exercice du contrôle de l'agence,

Article 8

Délégation est donnée à :

M. Romain LE RU, adjoint au chef de l'unité habitat privé,

M. Steven AMIS)	
Mme Marie-France CADIOU)	
Mme Nicole COULM)	
Mme Annick PERSON)	instructeurs
M. Gilbert PROVOST)	
M. Noël THEAULT)	

Mme Nicole FOREST)

Mme Véronique SELLIER) accueil et secrétariat

aux fins de signer :

- les accusés de réception des demandes de subvention,
- les demandes de pièces complémentaires et autres courriers nécessaires à l'instruction courante des dossiers et à l'information des demandeurs.

Article 9

Les décisions du 16 mars 2020 et du 18 août 2020 portant nomination du délégué adjoint et donnant délégation de signature à M. Yves LE MARÉCHAL, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer, sont abrogées.

La présente décision sera notifiée aux bénéficiaires et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Article 10


La directrice générale de l'Anah, le préfet du Finistère et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Copie sera adressée :

- à la présidente du Conseil départemental du Finistère,
- au président de Brest Métropole,
- au président de la communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale,
- au président de la communauté d'agglomération Morlaix Communauté,
- à la directrice générale de l'Anah, à l'attention de M le directeur général adjoint en charge des fonctions supports
- à l'agent comptable de l'Anah.

Le Préfet,

Philippe MAHÉ



PREFET DU FINISTERE

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence,
de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
Unité Départementale du Finistère

Arrêté préfectoral
autorisant une dérogation à la règle du repos dominical des salariés
dans le cadre de l'article L 3132-20 du code du travail à la
Société SPRD Manutention
Port de Commerce – 12 rue Jean Charles Chevillotte
29200 BREST

AP n° 2020234-0003

du 21 août 2020

Le Secrétaire général, Préfet par intérim,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier de la légion d'Honneur.

VU les articles L.3132-3, L.3132-20, L.3132-25-3, L.3132-25-4 du code du travail relatifs au repos hebdomadaire et au repos dominical des salariés ;

VU la demande, présentée le 6 août 2020 par Monsieur Alain STRUILLOU, Responsable administratif et financier, tendant à obtenir une dérogation à la règle du repos dominical pour l'emploi, les dimanches compris 23 août, 30 août, 6 septembre et 13 septembre 2020, de salariés affectés à des travaux de manutention, grutage et logistique bajoyer sur le chantier de réparation navale du paquebot EXPLORER OF THE SEA, sur le Port de commerce de Brest ;

VU les avis recueillis à la suite des consultations opérées dans les conditions prévues à l'article L.3132-21 du code du travail ;

VU la consultation du Comité Social et Economique de l'entreprise ;

CONSIDERANT les résultats de la consultation opérée auprès de l'ensemble des salariés concernés ;

CONSIDERANT l'accord écrit des salariés volontaires et les contreparties accordées aux salariés concernés ;

CONSIDERANT les éléments exposés par le requérant, desquels il ressort que l'entreprise a pour mission de réaliser des travaux de manutention, grutage et logistique bajoyer sur le chantier du paquebot EXPLORER OF THE SEA dans des délais contraints fixés par l'armateur, que ce chantier naval revêt un caractère exceptionnel dont la réalisation, initialement prévue au printemps 2020, a été reportée pour cause de crise sanitaire liée au Covid19 ;

SUR proposition de Madame la Responsable de l'Unité Départementale du Finistère ;

A R R E T E

Article 1 : L'entreprise SPRD est autorisée à faire travailler les salariés volontaires les dimanches 23 août, 30 août, 6 septembre et 13 septembre 2020, dans les conditions annexées à la demande.

Article 2 : Les salariés volontaires devront percevoir, pour les dimanches travaillés, une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée de travail équivalente ainsi que l'octroi d'un repos compensateur ;

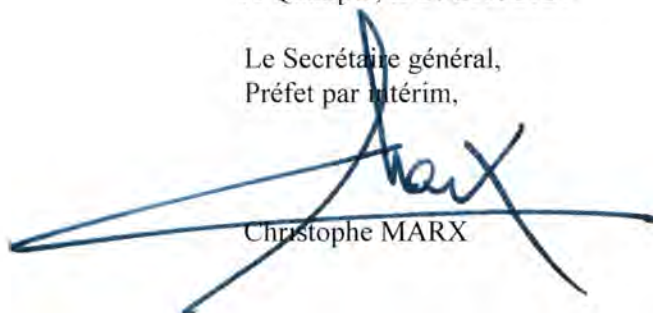
Article 3 : Les infractions au présent arrêté seront passibles des pénalités prévues à l'article R.3135-2 du code du travail ;

Article 4 : Madame la Responsable de l'Unité Départementale du Finistère,
Madame l'Inspectrice du travail,
Monsieur le Maire de Brest

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

A Quimper, le 21 août 2020

Le Secrétaire général,
Préfet par intérim,


Christophe MARX

Voies de recours :

Dans les deux mois de sa notification, la présente décision peut faire l'objet des recours suivants :

- Recours hiérarchique devant le Ministre du travail, des relations sociales et de la Solidarité , DGT – Sous direction des droits des salariés, 39-43 Quai André Citroën – 75902 PARIS Cedex 15;
- Recours contentieux devant le Tribunal Administratif, 3 Contour de la Motte – 35000 RENNES.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Agence Régionale de Santé Bretagne
Délégation départementale du Finistère**

ARRÊTÉ DU 29 JUILLET 2020

AUTORISANT LE LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE «EUROFINS LABAZUR BRETAGNE DE QUIMPER» A EFFECTUER LE PRELEVEMENT DE DEPISTAGE COVID PAR RT PCR EN PARTENARIAT AVEC LES INFIRMIERS LIBERAUX, SUR LE LIEU DE PRELEVEMENT SITUE SUR LA COMMUNE DE QUIMPER, SOUS LA FORME D'UN «DRIVE DE PRELEVEMENTS»

AP n° 2020211-0003

LE PREFET DU FINISTERE
Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-16, L. 3131-17,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pascal LELARGE en qualité de préfet du Finistère ;

VU le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

VU l'arrêté du 13 août 2014 fixant les catégories de professionnels de santé autorisés à réaliser des prélèvements d'échantillons biologiques aux fins d'un examen de biologie médicale et la phase analytique de l'examen de biologie médicale en dehors d'un laboratoire de biologie médicale ainsi que les lieux de réalisation de ces phases ;

VU l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé, notamment son article 25 ;

CONSIDERANT que le nombre d'examens de détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR à effectuer pour faire face à l'épidémie de Covid-19 est en constante augmentation ;

CONSIDERANT que l'effet utile de la campagne de dépistage visant à casser les chaînes de contamination commande que les tests soient réalisés et analysés dans des délais très limités de 24h ;

CONSIDERANT que, dans certaines zones, les laboratoires autorisés à pratiquer les tests nécessaires pour faire face à la crise sanitaire ne disposent pas du personnel en nombre suffisant pour réaliser les prélèvements ; qu'il y a lieu, en conséquence, de permettre au représentant de l'Etat dans le département d'autoriser d'autres catégories de professionnels à participer à la réalisation de cet examen sous la responsabilité d'un biologiste médical ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article 1 l'arrêté du 13 août 2014 susvisé les infirmiers sont autorisés à réaliser les prélèvements d'échantillons de biologie médicale ;

CONSIDERANT que, pour faire face à la crise sanitaire, il y a lieu de permettre que les prélèvements de l'examen de « détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR » puissent, sur l'autorisation du représentant de l'Etat dans le département, être réalisés dans d'autres lieux que ceux autorisés en droit commun, en application de l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié ;

CONSIDERANT que le site de prélèvement du Pavillon de Penvillers à Quimper présente des garanties suffisantes de qualité et de sécurité sanitaire ;

SUR PROPOSITION du directeur général de l'agence régionale de santé de Bretagne,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Les prélèvements d'échantillons biologiques pour l'examen de biologie médicale de "détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR" peuvent être réalisés sur le lieu de prélèvement dédié sous la modalité d'un « drive », situé au parc des expositions 32, rue Stang Bihan – 29000 Quimper.

ARTICLE 2 : Les prélèvements de détection du SARS-Cov-2 par RT-PCR sont réalisés sous la responsabilité du laboratoire de biologie médicale EUROFINs LABAZUR BRETAGNE de Quimper, 70, route de Brest – 29000 QUIMPER., conformément à l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié susvisé.

ARTICLE 3 : Les prélèvements sont réalisés en collaboration avec les infirmiers libéraux de l'association des infirmiers libéraux du pays de Quimper. Chaque préleveur, dont l'identité figure en annexe 1, est lié par une convention avec le laboratoire de biologie médicale, définissant l'organisation du prélèvement. Il est formé et équipé par le laboratoire suscit.

ARTICLE 4 : Ces prélèvements sont assurés dans le respect des dispositions du code de la santé publique et des conditions de prélèvement figurant en annexe 2 du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Les prélèvements ont lieu sur les jours et horaires suivants : du lundi au vendredi de 14 heures à 16h30. Ces jours et amplitudes horaires pourront être adaptés si la situation l'appelle.

ARTICLE 6 : La présente autorisation prendra fin dès que la situation épidémique du département permettra le retour aux modalités habituelles de fonctionnement des laboratoires de biologie humaine

Il pourra être mis fin à la présente autorisation si le laboratoire de biologie médicale EUROFINs LABAZUR BRETAGNE de Quimper était de nouveau en mesure d'effectuer les prélèvements en vue de l'examen de « détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR » inscrit à la nomenclature des actes de biologie médicale en nombre suffisant pour faire face à la crise sanitaire.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de RENNES, dans le délai maximal de deux mois.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur de cabinet du préfet du Finistère, le directeur de la sécurité publique départementale du Finistère, le directeur général de l'agence régionale de santé Bretagne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

Le Prefet,
Pour le Prefet, le Secrétaire Général,



Christophe MARX

Annexe 1: identité des infirmiers libéraux conventionnés avec EUROFINs LABAZUR BRETAGNE pour assurer les prélèvements de dépistage COVID par RT PCR sur le site dédié du parc des expositions de Quimper

NOM	Prénom
LE FLOCH	Corinne
MIOSSEC	Luc
GUEGUEN	Erwan
CROS	Isabelle
HENOT	Enora
HOLLFOTH	Nathalie
GUIRIEC	Katia
TAVARNIER	Baptiste
HENTRIC	Gwénola
CREACH	Dominique
LE BERRE	Sylvie
GOULARD	Marie

Annexe 2 relative aux conditions de prélèvement (annexe à l'article 22 de l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié).

Références :

Fiche de la Société française de microbiologie relative à la gestion des prélèvements biologiques d'un patient suspect ou confirmé de Covid-19, version 5-6 avril 2020.

Fiche disponible sur le site du ministère des solidarités et de la santé : recommandations aux professionnels de santé en charge des prélèvements de dépistage par RT-PCR

Le site de prélèvement doit permettre une circulation fluide des patients sur le principe de « la marche en avant ».

Le prélèvement est réalisé par des personnels formés et équipés. Le préleveur habilité doit notamment porter un masque protecteur type FFP2, une sur-blouse, des lunettes de protection ainsi qu'une protection complète de la chevelure.

Un système d'identification obligatoire du patient et du prélèvement associé, en amont du prélèvement, doit avoir été mis en place.

Le prélèvement doit être conditionné dans un triple emballage souple. S'il n'est pas acheminé directement au laboratoire, un stockage à +4 degrés doit être mis en place pour assurer la conservation des échantillons.

L'élimination des déchets doit être maîtrisée.

Le site doit pouvoir être désinfecté.

Le biologiste responsable de l'examen veille à la bonne application des procédures en vigueur en termes de qualité et sécurité des prélèvements, ainsi que de sécurité des patients et des personnels.

ARRETE

**Autorisant le laboratoire de biologie médicale CERBALLIANCE sis à BREST à effectuer le
prélèvement de dépistage COVID par RT PCR sous la modalité d'une unité mobile de
prélèvement**

AP n° 2020220-0002

Le Préfet du Finistère
Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-1, L. 3131-16 et L. 3131-17 ;

Vu la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de M. Pascal LELARGE en qualité de préfet du Finistère ;

Vu l'arrêté du 13 août 2014 fixant les catégories de professionnels de santé autorisés à réaliser des prélèvements d'échantillons biologiques aux fins d'un examen de biologie médicale et la phase analytique de l'examen de biologie médicale en dehors d'un laboratoire de biologie médicale ainsi que les lieux de réalisation de ces phases ;

Vu le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé et notamment son article 22 ;

Considérant que le nombre d'examens de détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR à effectuer pour faire face à l'épidémie de Covid-19 est en constante augmentation ;

Considérant que les prélèvements d'échantillons biologiques pour l'examen de biologie médicale de « détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR » ne peuvent être réalisés sur un des sites du laboratoire de biologie médicale CERBALLIANCE ni dans un établissement de santé, ni au domicile du patient,

Considérant que le représentant de l'Etat dans le département est habilité, en application de l'arrêté du 10 juillet 2020 susvisé, à autoriser que le prélèvement d'un échantillon biologique pour l'examen de biologie médicale de « détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR » soit réalisé dans tout lieu présentant des garanties suffisantes de qualité et de sécurité sanitaire autre que ceux mentionnés à l'article 2 de l'arrêté du 13 août 2014 susvisé ;

Considérant que, les lieux de stationnement de l'unité mobile mentionnés en annexe présentent les garanties suffisantes de qualité et de sécurité sanitaire ;

Considérant que, les biologistes responsables du laboratoire de biologie médicale CERBALLIANCE s'engagent à ce que les prélèvements soient réalisés dans le respect des dispositions du code de la santé publique et des conditions de prélèvement figurant en annexe du présent article. A ce titre, ils sont sollicités pour valider le lieu proposé,

Sur proposition du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Il est autorisé la réalisation de prélèvements d'échantillons biologiques pour l'examen de biologie par le laboratoire CERBALLIANCE sur les sites d'implantation de l'unité mobile mentionnés en annexe ;

ARTICLE 2 : Les prélèvements d'échantillons biologiques pour l'examen de biologie médicale de « détection du génome du SARS-Cov-2 par RT-PCR » sont réalisés sous la responsabilité du laboratoire de biologie médicale CERBALLIANCE dont le siège social est situé à BREST, rue Ernestine de Trémaudan – Zac de Keraudren ;

ARTICLE 3 : Ces prélèvements sont assurés dans le respect des dispositions du code de la santé publique et des conditions de prélèvement figurant en annexe du présent article.

ARTICLE 4 : Les prélèvements ont lieu sans rendez et sans prescription médicale sur un lieu fixé dans le cadre d'une programmation avec les autorités sanitaires et les collectivités locales.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

Il sera mis fin à la présente autorisation si les laboratoires de biologie médicale étaient de nouveau en mesure d'effectuer l'examen de « détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR » inscrit à la nomenclature des actes de biologie médicale en nombre suffisant pour faire face à la campagne de dépistage programmée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour l'intéressé ou de sa publication pour les tiers. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 7 : le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet du Préfet du Finistère et le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

QUIMPER, le 1 août 2020.
Le Préfet,
Pour le Préfet, Le Secrétaire Général,

Christophe MARX

Annexe 1 Conditions requises pour le prélèvement

Références :

Fiche de la Société française de microbiologie relative à la gestion des prélèvements biologiques d'un patient suspect ou confirmé de covid-19, version 5-6 avril 2020. Fiche disponible sur le site du ministère des solidarités et de la santé : recommandations aux professionnels de santé en charge des prélèvements de dépistage par RT-PCR

- Le site de prélèvement doit permettre une circulation fluide des patients sur le principe de "la marche en avant".
- Le prélèvement est réalisé par des personnels formés et équipés.
- Le préleveur habilité doit notamment porter un masque protecteur type FFP2, une sur-blouse, des lunettes de protection ainsi qu'une protection complète de la chevelure.
- Un système d'identification obligatoire du patient et du prélèvement associé, en amont du prélèvement, doit avoir été mis en place.
- Le prélèvement doit être conditionné dans un triple emballage souple. S'il n'est pas acheminé directement au laboratoire, un stockage à + 4 degrés doit être mis en place pour assurer la conservation des échantillons.
- L'élimination des déchets doit être maîtrisée.
- Le site doit pouvoir être désinfecté.
- Le biologiste responsable de l'examen veille à la bonne application des procédures en vigueur en termes de qualité et sécurité des prélèvements, ainsi que de sécurité des patients et des personnels.

Annexe 2 : liste des sites autorisés

Adresse	Ville
Place des Martyrs	PLOUGASNOU
Parking Pors ar Villiec	LOCQUIREC
Salle Omnisport	PORSPORDER
Place du marché	PLOUGONVELIN

ARRETE

**Autorisant le laboratoire de biologie médicale EUROFINS sis à CHATEAULIN à effectuer le
prélèvement de dépistage COVID par RT PCR sous la modalité d'une unité mobile de
prélèvement**

AP n° 2020220-0003

Le Préfet du Finistère
Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-1, L. 3131-16 et L. 3131-17 ;

Vu la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de M. Pascal LELARGE en qualité de préfet du Finistère ;

Vu l'arrêté du 13 août 2014 fixant les catégories de professionnels de santé autorisés à réaliser des prélèvements d'échantillons biologiques aux fins d'un examen de biologie médicale et la phase analytique de l'examen de biologie médicale en dehors d'un laboratoire de biologie médicale ainsi que les lieux de réalisation de ces phases ;

Vu le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé et notamment son article 22 ;

Considérant que le nombre d'examens de détection du génome du SARS-Cov-2 par RT PCR à effectuer pour faire face à l'épidémie de Covid-19 est en constante augmentation ;

Considérant que les prélèvements d'échantillons biologiques pour l'examen de biologie médicale de « détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR » ne peuvent être réalisés sur un des sites du laboratoire de biologie médicale EUROFINS ni dans un établissement de santé, ni au domicile du patient,

Considérant que le représentant de l'Etat dans le département est habilité, en application de l'arrêté du 10 juillet 2020 susvisé, à autoriser que le prélèvement d'un échantillon biologique pour l'examen de biologie médicale de « détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR » soit réalisé dans tout lieu présentant des garanties suffisantes de qualité et de sécurité sanitaire autre que ceux mentionnés à l'article 2 de l'arrêté du 13 août 2014 susvisé ;

Considérant que, les lieux de stationnement de l'unité mobile mentionnés en annexe présentent les garanties suffisantes de qualité et de sécurité sanitaire ;

Considérant que, les biologistes responsables du laboratoire de biologie médicale EUROFINS s'engagent à ce que les prélèvements soient réalisés dans le respect des dispositions du code de la santé publique et des conditions de prélèvement figurant en annexe du présent article. A ce titre, ils sont sollicités pour valider le lieu proposé,

Sur proposition du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Il est autorisé la réalisation de prélèvements d'échantillons biologiques pour l'examen de biologie par le laboratoire EUROFINS sur les sites d'implantation de l'unité mobile mentionnés en annexe ;

ARTICLE 2 : Les prélèvements d'échantillons biologiques pour l'examen de biologie médicale de « détection du génome du SARS-Cov-2 par RT-PCR » sont réalisés sous la responsabilité du laboratoire de biologie médicale EUROFINS dont le siège social est situé à CHATEAULIN, 9 quai Robert Alba ;

ARTICLE 3 : Ces prélèvements sont assurés dans le respect des dispositions du code de la santé publique et des conditions de prélèvement figurant en annexe du présent article.


ARTICLE 4 : Les prélèvements ont lieu sans rendez et sans prescription médicale sur un lieu fixé dans le cadre d'une programmation avec les autorités sanitaires et les collectivités locales

ARTICLE 5 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

Il sera mis fin à la présente autorisation si les laboratoires de biologie médicale étaient de nouveau en mesure d'effectuer l'examen de « détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR » inscrit à la nomenclature des actes de biologie médicale en nombre suffisant pour faire face à la campagne de dépistage programmée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour l'intéressé ou de sa publication pour les tiers. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 7 : le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet du préfet du Finistère et le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

QUIMPER, le 7 août 2020.
Le Préfet,
Pour le Préfet, Le Secrétaire Général,

Christophe MARX

Annexe 1 Conditions requises pour le prélèvement

Références :

Fiche de la Société française de microbiologie relative à la gestion des prélèvements biologiques d'un patient suspect ou confirmé de covid-19, version 5-6 avril 2020. Fiche disponible sur le site du ministère des solidarités et de la santé : recommandations aux professionnels de santé en charge des prélèvements de dépistage par RT-PCR

- Le site de prélèvement doit permettre une circulation fluide des patients sur le principe de "la marche en avant".
- Le prélèvement est réalisé par des personnels formés et équipés.
- Le préleveur habilité doit notamment porter un masque protecteur type FFP2, une sur-blouse, des lunettes de protection ainsi qu'une protection complète de la chevelure.
- Un système d'identification obligatoire du patient et du prélèvement associé, en amont du prélèvement, doit avoir été mis en place.
- Le prélèvement doit être conditionné dans un triple emballage souple. S'il n'est pas acheminé directement au laboratoire, un stockage à + 4 degrés doit être mis en place pour assurer la conservation des échantillons.
- L'élimination des déchets doit être maîtrisée.
- Le site doit pouvoir être désinfecté.
- Le biologiste responsable de l'examen veille à la bonne application des procédures en vigueur en termes de qualité et sécurité des prélèvements, ainsi que de sécurité des patients et des personnels.

Annexe 2 : liste des sites autorisés

Adresse	Ville
Place du Marché	AUDIERNE
Parking - Promenade Front de Mer	BENODET
Parking Hôtel Ste Marine	CROZON
Parking Office du Tourisme	LE GUILVINEC
Parking du Port	PONT-AVEN
Parking - Front de Mer	SAINT-NIC

ARRETE

**Autorisant le laboratoire de biologie médicale BIOLOR sis à LORIENT à effectuer le
prélèvement de dépistage COVID par RT PCR sous la modalité d'une unité mobile de
prélèvement**

AP n° 2020220-0004

Le Préfet du Finistère
Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-1, L. 3131-16 et L. 3131-17 ;

Vu la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de M. Pascal LELARGE en qualité de préfet du Finistère ;

Vu l'arrêté du 13 août 2014 fixant les catégories de professionnels de santé autorisés à réaliser des prélèvements d'échantillons biologiques aux fins d'un examen de biologie médicale et la phase analytique de l'examen de biologie médicale en dehors d'un laboratoire de biologie médicale ainsi que les lieux de réalisation de ces phases ;

Vu le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé et notamment son article 22 ;

Considérant que le nombre d'examens de détection du génome du SARS-Cov-2 par RT PCR à effectuer pour faire face à l'épidémie de Covid-19 est en constante augmentation ;

Considérant que les prélèvements d'échantillons biologiques pour l'examen de biologie médicale de « détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR » ne peuvent être réalisés sur un des sites du laboratoire de biologie médicale BIOLOR ni dans un établissement de santé, ni au domicile du patient,

Considérant que le représentant de l'Etat dans le département est habilité, en application de l'arrêté du 10 juillet 2020 susvisé, à autoriser que le prélèvement d'un échantillon biologique pour l'examen de biologie médicale de « détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR » soit réalisé dans tout lieu présentant des garanties suffisantes de qualité et de sécurité sanitaire autre que ceux mentionnés à l'article 2 de l'arrêté du 13 août 2014 susvisé ;

Considérant que, les lieux de stationnement de l'unité mobile mentionnés en annexe présentent

les garanties suffisantes de qualité et de sécurité sanitaire ;

Considérant que, les biologistes responsables du laboratoire de biologie médicale BIOLOR s'engagent à ce que les prélèvements soient réalisés dans le respect des dispositions du code de la santé publique et des conditions de prélèvement figurant en annexe du présent article. A ce titre, ils sont sollicités pour valider le lieu proposé,

Sur proposition du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Il est autorisé la réalisation de prélèvements d'échantillons biologiques pour l'examen de biologie par le laboratoire BIOLOR sur les sites d'implantation de l'unité mobile mentionnés en annexe ;

ARTICLE 2 : Les prélèvements d'échantillons biologiques pour l'examen de biologie médicale de « détection du génome du SARS-Cov-2 par RT-PCR » sont réalisés sous la responsabilité du laboratoire de biologie médicale BIOLOR dont le siège social est situé à LORIENT - 29 boulevard Louis Franchet d'Esperey ;

ARTICLE 4 : Ces prélèvements sont assurés dans le respect des dispositions du code de la santé publique et des conditions de prélèvement figurant en annexe du présent article.

ARTICLE 5 : Les prélèvements ont lieu sans rendez et sans prescription médicale sur un lieu fixé dans le cadre d'une programmation avec les autorités sanitaires et les collectivités locales

ARTICLE 5 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

Il sera mis fin à la présente autorisation si les laboratoires de biologie médicale étaient de nouveau en mesure d'effectuer l'examen de « détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR » inscrit à la nomenclature des actes de biologie médicale en nombre suffisant pour faire face à la campagne de dépistage programmée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour l'intéressé ou de sa publication pour les tiers. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 7 : le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet du préfet du Finistère et le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

QUIMPER, le 7 août 2020.
Le Préfet,
Pour le Préfet, Le Secrétaire Général,


Christophe MARX

Annexe 1 Conditions requises pour le prélèvement

Références :

Fiche de la Société française de microbiologie relative à la gestion des prélèvements biologiques d'un patient suspect ou confirmé de covid-19, version 5-6 avril 2020. Fiche disponible sur le site du ministère des solidarités et de la santé : recommandations aux professionnels de santé en charge des prélèvements de dépistage par RT-PCR

- Le site de prélèvement doit permettre une circulation fluide des patients sur le principe de "la marche en avant".
- Le prélèvement est réalisé par des personnels formés et équipés.
- Le préleveur habilité doit notamment porter un masque protecteur type FFP2, une sur-blouse, des lunettes de protection ainsi qu'une protection complète de la chevelure.
- Un système d'identification obligatoire du patient et du prélèvement associé, en amont du prélèvement, doit avoir été mis en place.
- Le prélèvement doit être conditionné dans un triple emballage souple. S'il n'est pas acheminé directement au laboratoire, un stockage à + 4 degrés doit être mis en place pour assurer la conservation des échantillons.
- L'élimination des déchets doit être maîtrisée.
- Le site doit pouvoir être désinfecté.
- Le biologiste responsable de l'examen veille à la bonne application des procédures en vigueur en termes de qualité et sécurité des prélèvements, ainsi que de sécurité des patients et des personnels.

Annexe 2 : liste des sites autorisés

Adresse	Ville
Parking du centre culturel	MOELAN SUR MER



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Agence Régionale de Santé Bretagne
Délégation départementale du Finistère**

ARRÊTÉ DU 18 AOUT 2020

**AUTORISANT LE LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE «EUROFINS
LABAZUR BRETAGNE DE FOUESNANT» A EFFECTUER LE PRELEVEMENT DE DEPISTAGE
COVID PAR RT PCR EN PARTENARIAT AVEC LES INFIRMIERS LIBERAUX, SUR LE LIEU DE
PRELEVEMENT DEDIE SITUE SUR LA COMMUNE DE LA FORET FOUESNANT**

AP n°2020231-0042

LE SECRETAIRE GENERAL, PREFET DU FINISTERE PAR INTERIM
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-16, L. 3131-17,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

VU l'arrêté du 13 août 2014 fixant les catégories de professionnels de santé autorisés à réaliser des prélèvements d'échantillons biologiques aux fins d'un examen de biologie médicale et la phase analytique de l'examen de biologie médicale en dehors d'un laboratoire de biologie médicale ainsi que les lieux de réalisation de ces phases ;

VU l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé, notamment son article 25 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Pascal LELARGE en qualité de préfet de Corse, préfet de la Corse du sud ;

CONSIDERANT que le nombre d'examens de détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR à effectuer pour faire face à l'épidémie de Covid-19 est en constante augmentation ;

CONSIDERANT que l'effet utile de la campagne de dépistage visant à casser les chaînes de contamination commande que les tests soient réalisés et analysés dans des délais très limités de 24h ;

CONSIDERANT que les prélèvements d'échantillons biologiques pour l'examen de biologie médicale de « détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR » ne peuvent être réalisés sur un des sites du laboratoire de biologie médicale EUROFINS ni dans un établissement de santé, ni au domicile du patient,

CONSIDERANT que, dans certaines zones, les laboratoires autorisés à pratiquer les tests nécessaires pour faire face à la crise sanitaire ne disposent pas du personnel en nombre suffisant pour réaliser les prélèvements ; qu'il y a lieu, en conséquence, de permettre au représentant de l'Etat dans le département d'autoriser d'autres catégories de professionnels à participer à la réalisation de cet examen sous la responsabilité d'un biologiste médical ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article 1 de l'arrêté du 13 août 2014 susvisé les infirmiers sont autorisés à réaliser les prélèvements d'échantillons de biologie médicale ;

CONSIDERANT que, pour faire face à la crise sanitaire, il y a lieu de permettre que les prélèvements de l'examen de « détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR » puissent, sur l'autorisation du représentant de l'Etat dans le département, être réalisés dans d'autres lieux que ceux autorisés en droit commun, en application de l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié ;

CONSIDERANT que le site de prélèvement de la salle du paradis à La Forêt Fouesnant présente des garanties suffisantes de qualité et de sécurité sanitaire ;

SUR PROPOSITION du directeur général de l'agence régionale de santé de Bretagne,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Les prélèvements d'échantillons biologiques pour l'examen de biologie médicale de "détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR" peuvent être réalisés sur le lieu de prélèvement dédié situé salle du paradis – 4, hameau du paradis – 29940 La Forêt Fouesnant.

ARTICLE 2 : Les prélèvements de détection du SARS-Cov-2 par RT-PCR sont réalisés sous la responsabilité du laboratoire de biologie médicale EUROFINS LABAZUR BRETAGNE de Fouesnant, 7 espace Kerneveleck - 29170 Fouesnant, conformément à l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié susvisé.

ARTICLE 3 : Les prélèvements sont réalisés en collaboration avec les infirmiers libéraux de La Forêt Fouesnant. Chaque préleveur, dont l'identité figure en annexe 1, est lié par une convention avec le laboratoire de biologie médicale, définissant l'organisation du prélèvement. Il est formé et équipé par le laboratoire suscit.

ARTICLE 4 : Ces prélèvements sont assurés dans le respect des dispositions du code de la santé publique et des conditions de prélèvement figurant en annexe 2 du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Les prélèvements ont lieu sur les jours et horaires suivants : du lundi au vendredi de 8 heures à 13 heures. Ces jours et amplitudes horaires pourront être adaptés si la situation l'appelle.


ARTICLE 6 : La présente autorisation prendra fin dès que la situation épidémique du département permettra le retour aux modalités habituelles de fonctionnement des laboratoires de biologie humaine

Il pourra être mis fin à la présente autorisation si le laboratoire de biologie médicale EUROFINS LABAZUR BRETAGNE de Fouesnant était de nouveau en mesure d'effectuer les prélèvements en vue de l'examen de « détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR » inscrit à la nomenclature des actes de biologie médicale en nombre suffisant pour faire face à la crise sanitaire.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours devant le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour l'intéressé ou de sa publication pour les tiers. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur de cabinet du préfet du Finistère, le directeur général de l'agence régionale de santé Bretagne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

Le Préfet,
Pour le préfet,
Le Secrétaire général,



Christophe MARX

Annexe 1: identité des infirmiers libéraux conventionnés avec EUROFINs LABAZUR BRETAGNE pour assurer les prélèvements de dépistage COVID par RT PCR sur le site dédié de la Forêt Fouesnant

NOM	Prénom
GARDE	Thérèsanne
ANNEQUIN	Cédric
JACQUESSON	Aurélie
TUDAL	Isabelle
DUPORTAL	Sébastien
HOSATTE	Nicolas
LE BEUX	Marlène

Annexe 2 relative aux conditions de prélèvement (annexe à l'article 22 de l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié).

Références :

Fiche de la Société française de microbiologie relative à la gestion des prélèvements biologiques d'un patient suspect ou confirmé de Covid-19, version 5-6 avril 2020.

Fiche disponible sur le site du ministère des solidarités et de la santé : recommandations aux professionnels de santé en charge des prélèvements de dépistage par RT-PCR

Le site de prélèvement doit permettre une circulation fluide des patients sur le principe de « la marche en avant ».

Le prélèvement est réalisé par des personnels formés et équipés. Le préleveur habilité doit notamment porter un masque protecteur type FFP2, une sur-blouse, des lunettes de protection ainsi qu'une protection complète de la chevelure.

Un système d'identification obligatoire du patient et du prélèvement associé, en amont du prélèvement, doit avoir été mis en place.

Le prélèvement doit être conditionné dans un triple emballage souple. S'il n'est pas acheminé directement au laboratoire, un stockage à +4 degrés doit être mis en place pour assurer la conservation des échantillons.

L'élimination des déchets doit être maîtrisée.

Le site doit pouvoir être désinfecté.

Le biologiste responsable de l'examen veille à la bonne application des procédures en vigueur en termes de qualité et sécurité des prélèvements, ainsi que de sécurité des patients et des personnels.

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU FINISTERE

PRÉFET DU FINISTÈRE

ARRETE PREFECTORAL n° 2020234-0004
portant désignation des membres du conseil de discipline départemental
des sapeurs-pompiers volontaires

Le secrétaire général, préfet du Finistère par intérim
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté du 29 novembre 2005 consolidé portant organisation du conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2020217-0004 du 4 août 2020 établissant les listes départementales pour le tirage au sort des membres du conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires ;

VU le procès-verbal de tirage au sort des membres du conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires ;

CONSIDERANT que le sapeur-pompier volontaire qui fait l'objet de la procédure disciplinaire engagée détient le grade de sergent ;

A R R E T E

Article 1 : - Après tirage au sort en application de la procédure prévue aux articles 3 et 5 de l'arrêté consolidé du 29 novembre 2005 susvisé, le conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires est composé comme suit :

Au titre des représentants de l'administration :

Titulaires:	Suppléants:
Mme Marguerite LAMOUR	M. Jean-François LE BLEIS
Mme Marie GUEYE	Mme Aline CHEVAUCHER
M. Marc LABBEY	M. Stéphane LE BOURDON
Mme Frédérique BONNARD LE FLOC'H	Mme Elyane PALLIER

.../...

.../...

Au titre des représentants des sapeurs-pompiers volontaires :

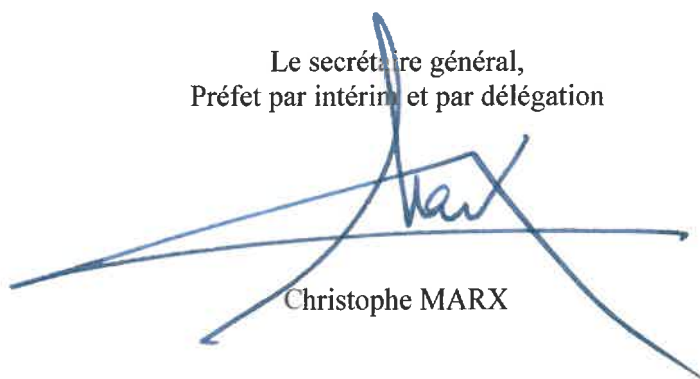
Titulaires:	Suppléants:
SOUS-OFFICIERS	
M. Laurent NOWACZYK	M. Claude VERNON
M. Aurélien GARO	M. Gilles MORVAN
OFFICIERS	
M. Yvon SALAUN	M. Laurent VIEZ
OFFICIERS MEMBRES DU SERVICE DE SANTE	
M. Hervé FLOCH	

Article 2 : -Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Rennes (Hôtel le Bizien, 3 contour de la Motte, CS 44416 35044 Rennes Cedex) peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 3 : - Le Secrétaire général de la Préfecture du Finistère et le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le 27 AOUT 2020

Le secrétaire général,
Préfet par intérim et par délégation



Christophe MARX



DIRECTION REGIONALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS
DE BRETAGNE

**Décision de fermeture définitive du débit de tabac n° 2900347T
sis à PLOEVEN (29550)**

Le directeur régional des douanes et droits indirects de BRETAGNE

Vu l'article 568 du code général des impôts,

Vu le décret 2010-720 du 28 juin 2010 modifié relatif à l'exercice du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés, pris spécialement dans ses articles 8 et 37,

Considérant la cessation d'activité de Monsieur Julien BROCHARD, locataire-gérant, à compter du 31 janvier 2020, publiée au BODACC B le 04 mars 2020, l'absence de présentation de successeur par la mairie et le courrier du 03 avril 2020 de Monsieur le Maire de PLOEVEN,

DECIDE

La fermeture définitive du débit de tabac n°**2900347T** sis PLOEVEN à compter du 31 janvier 2020.

Le présent arrêté sera transmis à la Préfecture du Finistère pour publication au recueil des actes administratifs conformément à l'article 8 du décret susvisé.

A Rennes le 19 août 2020
Pour le directeur interrégional des douanes,
par délégation,
Le directeur des douanes,



signé par

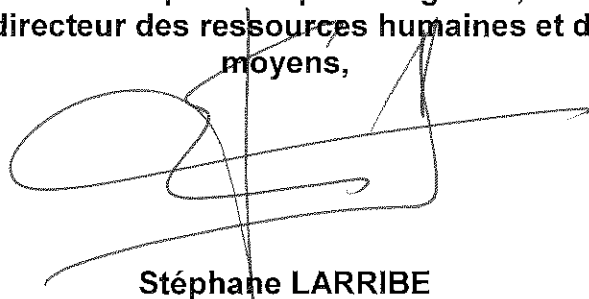
Pascale BURONFOSSE-BJAÏ

Pour le Directeur Régional
et par délégation
Le Chef du Pôle d'action économique

Philippe BONNAFOUS

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
N° 23 – 24 août 2020

**Pour le préfet et par délégation,
Le directeur des ressources humaines et des
moyens,**

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Stéphane LARRIBE